

# **REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS**

**S ÉANCE PUBLIQUE DU:**

**JEUDI 24 JUILLET 2014**

---

**TOME II**

## Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ.

## Culture et Patrimoine Attribution de subventions à six galeries associatives d'art contemporain Conventions de partenariat Exercice 2014

### Monsieur le Maire rapporte :

Depuis plusieurs années, la Ville de Montpellier aide au fonctionnement de six galeries associatives d'art contemporain. Leur liberté de programmation et de production, leur pertinence et leur démarche d'expositions expérimentales est essentielle à la richesse, la diversité et la vitalité des offres culturelles de notre ville.

Ces associations utilisent leurs lieux pour y montrer des artistes d'envergure et participent à la promotion et à l'accompagnement de créateurs résidant à Montpellier, en particulier de créateurs émergents. Elles développent pour la plupart des logiques de travail en réseau, entre elles et avec les institutions, mutualisent souvent leurs moyens et participent à la dynamique artistique et citoyenne des quartiers dans lesquels elles sont implantées.

Elles mettent également en place une médiation, des temps de rencontre et offrent aux Montpelliérains l'opportunité de découvrir une diversité de propositions artistiques utilisant le plus souvent des procédés nouveaux sans exclure la peinture, la sculpture, le design et le dessin, permettant d'aiguiser un sens critique.

Ces lieux exposent des œuvres parfois réalisées sur place ou spécialement pour le lieu. Du reste, beaucoup d'étudiants en art y font des stages pratiques.

Ces associations font partie, en tant que galeries fondatrices, du salon de dessin contemporain de Montpellier intitulé « *Drawing Room* » dont la sixième édition est en cours de conception pour l'année 2015. Ce projet est porté par l'association « Les Galeries de Montpellier. »

Ces associations sont aidées également par l'État représenté par la DRAC LR et par le Conseil Régional. Il est à noter que sans les aides publiques, elles auraient depuis longtemps cessé leurs activités.

Les six galeries associatives d'art contemporain faisant chacune l'objet d'une convention de partenariat type sont les suivantes :

### **AL/MA**

Installée depuis cinq ans dans le quartier de la gare, la galerie réalise environ cinq expositions par an avec une grande rigueur plastique. Pour chaque exposition d'un artiste reconnu est présenté également le travail d'un(e) jeune plasticien(ne) montpelliérain(e) dont les œuvres sont produites par la galerie. Très encline à travailler en partenariat avec d'autres acteurs culturels, l'association AL/MA partage ses locaux avec les éditions d'art *Méridianes*, ce qui permet des échanges et une vraie émulation entre artistes et auteurs. Elle produit également des expositions hors-les-murs dans la région.

### **Aperto**

Située, depuis 2005, dans le quartier Chaptal, il s'agit d'un collectif d'artistes et d'un espace de recherche ainsi que de cours d'arts plastiques à destination d'un public adulte amateur. Ils produisent des expositions en partenariat avec l'école des Beaux-arts et l'école d'architecture dont ils sont une structure-relais. Ils font partie d'un réseau français de collectifs d'artistes. Ce lieu sert à la fois d'atelier, de salle d'exposition et de présentation d'événements – environ six par an dont certains hors-les-murs.

### **Boîte Noire – Unité de recherches contemporaines**

C'est la plus ancienne galerie associative de Montpellier située en plein cœur de l'Écusson depuis 1988, entre la Panacée et le Musée Fabre. L'association propose quatre à cinq expositions monographiques par an sur le dessin, la photographie, la peinture et la vidéo et reçoit un public nombreux. Elle réalise un travail de médiation avec les écoles d'art et l'université Paul Valéry. Elle expose environ 50% d'artistes montpelliérains et émergents. Elle participe régulièrement à des salons européens.

### **Iconoscope**

Lieu situé, depuis 2004 dans la rue du faubourg du Courreau, dans le local d'une ancienne agence de voyages, cette galerie est l'un des seuls lieux culturels dans le quartier Gambetta.

Trois à quatre expositions par an y sont programmées : originales et le plus souvent *in situ*, ou créées pour le lieu.

### **Association Vasistas**

La galerie est située, depuis 1997, dans le quartier Boutonnet. La mission que s'est donnée l'association est d'initier à la présentation de leurs œuvres des étudiants en fin de cursus d'écoles d'art. Trois expositions, souvent collectives, y sont proposées dans l'année et sont réalisées à 50% par de jeunes artistes. Ils sont ainsi accompagnés dans la production de leurs expositions qui présentent en général des œuvres photographiques, des peintures et des vidéographies.

### **En traits libres**

L'atelier En traits Libres est situé rue du Terral (quartier Sainte-Anne) avec pignon sur rue. Il regroupe 11 artistes référents dans la ville qui travaillent la bande-dessinée, l'illustration, les films d'animation, le graphisme et l'auto-édition. A la fois lieu de monstration et atelier, les artistes invitent des structures extérieures (éditeurs, artistes) pour des événements ponctuels. Ils participent également à des salons en France, ce qui permet de montrer la richesse d'une certaine création montpelliéraine indépendante.

Considérant que le soutien à ces six galeries participe au développement de la politique culturelle de la Ville en matière d'art contemporain et permet en outre au public montpelliérain d'aiguiser son regard critique dans ce domaine, il est proposé d'attribuer une subvention de 8000 € à chacune des cinq premières galeries et de 1000 euros à la dernière, qui est un projet récent, en développement, ainsi que de passer une convention de partenariat, jointe en pièce annexe. Le budget de chacune de ces six galeries est également joint en pièce annexe.

Tableau d'attribution :

Code	Association	Nature	Montant
2159	Boîte Noire / Unité de recherches contemporaines	F	8000 €
2747	Iconoscope	F	8000 €
5019	Vasistas	F	8000 €
5036	Aperto	F	8000 €
5059	Galerie AL/MA	F	8000 €
5665	En traits libres	F	1000 €
	<b>TOTAL</b>		<b>41 000 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions de partenariat;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 41 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : vendredi 25 07 2014**



Nom de la structure: -  
Nature de la subvention :  
Intitulé du projet :  
Montant attribué : €  
Thématique



### CONVENTION DE PARTENARIAT TYPE

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal du 24 juillet 2014.

D'une part

Et

La structure bénéficiaire association.....  
représentée par ....., reconduit par le  
Conseil d'administration ou le bureau le .....

D'autre part,

### **PRÉAMBULE**

Dans le cadre du développement artistique, la Ville de Montpellier souhaite donner toute sa place à la création artistique en matière d'arts visuels contemporains dans la cité. À cet effet elle compte aider les galeries constituées sous forme associative loi de 1901 à développer leurs activités tout au long de l'année, à faire connaître les productions des artistes qu'elles exposent – et en particulier les artistes montpelliérains – ainsi qu'à favoriser la rencontre et l'échange avec les habitants de la ville autour de l'acte artistique.

Dans cette optique, la Ville entend établir avec ces galeries un partenariat pour l'année 2014, précisant les conditions dans lesquelles s'établiront des relations fructueuses avec les associations concernées dans l'objectif général défini précédemment.

La présente convention a pour but de préciser les modalités dans lesquelles la Ville de Montpellier entend participer financièrement au fonctionnement de ces galeries.

Il a été convenu ce qui suit :

## Article 1 : Objet de la convention

La galerie associative.....  
a sollicité une subvention de ..... euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2014. Considérant que les actions de l'association.....  
.....contribuent au développement de sa politique en matière d'art contemporain notamment en accompagnant les artistes émergents et les artistes montpelliérains, et qu'elle présente ainsi un intérêt local en accueillant des publics, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

## Article 2: Montant de la subvention accordée

Pour aider l'association..... à initier et développer l'activité de monstration, l'accompagnement d'artistes et la médiation auprès du public, la Ville accorde à cette association une subvention de fonctionnement d'un montant de ..... euros.

## Article 3 : Les engagements de l'association

L'association.....s'engage :

- à organiser de trois à cinq expositions et ou événements par an et à promouvoir, au moins pour la moitié, des artistes domiciliés à Montpellier et qui produisent sur le territoire de la commune.
- à ouvrir son lieu au public régulièrement et gratuitement. Précisez ici les jours et l'amplitude horaire d'ouverture du lieu :  
.....  
.....
- à éveiller la sensibilité des publics en assurant un travail de médiation afin de favoriser la rencontre des habitants de la ville avec des artistes et leurs œuvres.
- à accomplir toutes les formalités requises par la loi pour couvrir les risques liés à son activité, sans que la Ville de Montpellier puisse être tenue pour responsable. Elle fera son affaire du respect de toute réglementation pouvant lui être appliquée, notamment en matière sociale, civile et fiscale.
- à faire apparaître clairement et de manière sincère dans ses comptes de résultat, s'il y a eu vente d'œuvres d'art ; d'indiquer le montant de la transaction et le pourcentage reversé aux artistes.

## Article 4 : Communication

L'association s'engage à développer la mutualisation des moyens de communication avec les autres galeries associatives (édition d'un dépliant, d'un site internet, vernissages concertés etc.) et d'être le plus possible en résonnance avec les événements culturels de la ville.

L'association s'engage à apposer sur tous supports physiques ou numériques (publications, panneaux, bandeaux, site internet, etc.) inhérents aux opérations subventionnées par la Ville de Montpellier la mention suivante « avec le soutien de la Ville de Montpellier » ainsi que le logo de la Ville, en respectant la charte graphique établie par la direction de la communication.

## Article 5 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux versements :

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1), ainsi que du Relevé d'Identité Bancaire de l'association (Pièce n°2).

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : les comptes de résultats 2013 certifiés par le/la président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : le rapport d'activité global 2013 de l'association ;

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association bénéficiaire.

## Article 6 : Conditions d'utilisation

L'association .....s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville un rapport d'activité détaillé mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées, lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

## Article 7 : Modalités de contrôle

L'association.....s'engage :

- à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet indiqué dans la présente convention.
- à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

## Article 8 : Devoir d'information

L'association bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

## Article 9 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

## Article 10 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 5 de cette présente convention.

## Article 11 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

\* Fait en deux exemplaires originaux,

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'association bénéficiaire

Monsieur le Maire

Le (la) Président €

\*Parapher chaque page

### **Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789**

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

## Budget Prévisionnel global 2014

**Dépenses = Recettes** (Les dépenses doivent être égales aux recettes)

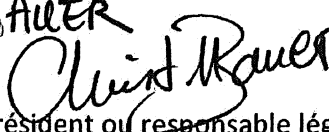
Inclure les dépenses et recettes afférentes au projet détaillé en fiche B le cas échéant

DEPENSES	Montant Prévisionnel(€)	RECETTES	Montant Prévisionnel(€)
<b>60 Achats</b>		<b>70 Ventes</b>	
- Achats d'études et de prestations de services		- Billeterie	
- Achats non stockés de matières et fournitures		- Marchandises	11200€
- Fournitures non stockables (eau, énergie)	700€	- Prestations de services	800€
- Fournitures administratives	350€	- Produits des activités annexes	
- Autres fournitures...		---	
<b>61 Services extérieurs</b>		<b>74 Subventions d'exploitation (ou de fonct.)</b>	
- Sous traitance générale	4200€		
- Locations mobilières et immobilières	10325€		
- Entretien et réparation	54€		
- Assurances	350€		
- Documentation			
- Divers...			
<b>62 Autres Services externes</b>		<b>Collectivités</b>	
- Rémunération intermédiaires et honoraires		Conseil Régional	2500€
- Publicités, publications	1500€	Conseil Général	
- Déplacements, missions et réceptions	3600€	Communauté d'Agglomération	2500€
- Frais postaux et de télécommunication	1579€	Ville de Montpellier	
- Services bancaires	50€	- Fonctionnement :	1000€
- Divers...		- Projet :	1500€
<b>63 Impôts, taxes et versements assimilés</b>		<b>Europe</b>	
- Taxe sur les salaires		Détailler	
- Impôts locaux		Détailler	
- Impôts fonciers		<b>Etat</b>	
- Autres taxes...		D.R.A.C	
<b>64 Charges de personnel</b>		<b>Autres</b>	
- Salaires bruts		Détailler	1000€
- Charges patronales...			
<b>65 Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 Autres produits de gestion courante</b>	
---		- Cotisations	200€
<b>66 Charges financières</b>		- Collectes...	12408€
<b>67 Charges exceptionnelles</b>		<b>76 Produits financiers</b>	
<b>68 Dotations aux amortissements et provisions</b>		<b>77 Produits exceptionnels</b>	
<b>S/Total 1 des dépenses</b>		<b>78 Reprises sur amortissements et provisions</b>	
<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>S/Total 1 des recettes</b>	
- 860 Secours en nature		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
- 861 Mise à disp. gratuite de biens		- 870 Bénévolat	
- 862 Mise à disp. gratuite de prestations		- 871 Prestations en nature	
- 864 Personnel bénévole		- 875 Dons en nature	
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	23408€	<b>TOTAL DES RECETTES</b>	23408€
<b>Résultat antérieur - Solde créditeur (Excédent)</b>		<b>Résultat antérieur - Solde débiteur (Déficit)</b>	

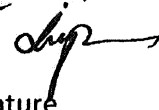
← STRICTE EGALITE DES CHARGES ET DES PRODUITS →

2012

Nom et signature du Président

**BAUER**  


Nom et signature du Trésorier

**LÜPKE**  


\*Président ou responsable légal dûment habilité par une délégation de signature

## Budget Prévisionnel global 2014

**Dépenses = Recettes** (Les dépenses doivent être égales aux recettes)

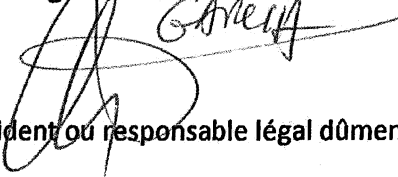
Inclure les dépenses et recettes afférentes au projet détaillé en fiche B le cas échéant

DEPENSES	Montant Prévisionnel(€)	RECETTES	Montant Prévisionnel(€)
<b>60 Achats</b>	<input type="text"/> 14800€	<b>70 Ventes</b>	<input type="text"/> 23500€
- Achats d'études et de prestations de services	<input type="text"/> 1000€	- Billeterie	<input type="text"/> 0€
- Achats non stockés de matières et fournitures	<input type="text"/> 1800€	- Marchandises	<input type="text"/> 2100€
- Fournitures non stockables (eau, énergie)	<input type="text"/> 500€	- Prestations de services	<input type="text"/> 2500€
- Fournitures administratives	<input type="text"/> 700€	- Produits des activités annexes	<input type="text"/> 0€
- Autres fournitures...	<input type="text"/> 10500€	....	
<b>61 Services extérieurs</b>	<input type="text"/> 14927€	<b>74 Subventions d'exploitation (ou de fonct.)</b>	<input type="text"/> 17000€
- Sous traitance générale	<input type="text"/> 0€	Collectivités	
- Locations mobilières et immobilières	<input type="text"/> 13662€	Conseil Régional	<input type="text"/> 6000€
- Entretien et réparation	<input type="text"/> 700€	Conseil Général	<input type="text"/> 0€
- Assurances	<input type="text"/> 515€	Communauté d'Agglomération	<input type="text"/> 0€
- Documentation	<input type="text"/> 50€	Ville de Montpellier	<input type="text"/> 6000€
- Divers...	<input type="text"/> 0€	- Fonctionnement :	<input type="text"/> 6000€
<b>62 Autres Services externes</b>	<input type="text"/> 8505€	- Projet :	<input type="text"/> 0€
- Rémunération Intermédiaires et honoraires	<input type="text"/> 2000€	Autres	
- Publicités, publications	<input type="text"/> 1800€	Collectivités	
- Déplacements, missions et réceptions	<input type="text"/> 2900€	Europe	
- Frais postaux et de télécommunication	<input type="text"/> 1800€	Détailier <input type="text"/>	<input type="text"/> 0€
- Services bancaires	<input type="text"/> 5€	Etat	
- Divers...	<input type="text"/> 0€	Détailier <b>DRAC LR</b>	<input type="text"/> 3000€
<b>63 Impôts, taxes et versements assimilés</b>	<input type="text"/> 850€	Autres	
- Taxe sur les salaires	<input type="text"/> 0€	Détailier <input type="text"/>	<input type="text"/> 0€
- Impôts locaux	<input type="text"/> 0€		
- Impôts fonciers	<input type="text"/> 850€		
- Autres taxes...	<input type="text"/> 0€		
<b>64 Charges de personnel</b>	<input type="text"/> 0€	<b>75 Autres produits de gestion courante</b>	<input type="text"/> 1400€
- Salaires bruts	<input type="text"/> 0€	- Cotisations	<input type="text"/> 1400€
- Charges patronales...	<input type="text"/> 0€	- Collectes...	<input type="text"/> 0€
<b>65 Autres charges de gestion courante</b>	<input type="text"/> 0€	<b>76 Produits financiers</b>	<input type="text"/> 0€
....		<b>77 Produits exceptionnels</b>	<input type="text"/> 0€
<b>66 Charges financières</b>	<input type="text"/> 0€	<b>78 Reprises sur amortissements et provisions</b>	<input type="text"/> 0€
<b>67 Charges exceptionnelles</b>	<input type="text"/> 0€		
<b>68 Dotations aux amortissements et provisions</b>	<input type="text"/> 0€		
<b>S/Total 1 des dépenses</b>	<input type="text"/> 38784€	<b>S/Total 1 des recettes</b>	<input type="text"/> 38784€
<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</b>	<input type="text"/> 38784€	<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	<input type="text"/> 38784€
- 860 Secours en nature	<input type="text"/> 0€	- 870 Bénévolat	<input type="text"/> 38784€
- 861 Mise à disp. gratuite de biens	<input type="text"/> 0€	- 871 Prestations en nature	<input type="text"/> 0€
- 862 Mise à disp. gratuite de prestations	<input type="text"/> 0€	- 875 Dons en nature	<input type="text"/> 0€
- 864 Personnel bénévole	<input type="text"/> 38784€		
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<input type="text"/> 38784€	<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<input type="text"/> 38784€
Résultat antérieur - Solde créditeur (Excédent)	<input type="text"/> 0€	Résultat antérieur - Solde débiteur (Déficit)	<input type="text"/> -3118€

← STRICTE EGALITE DES CHARGES ET DES PRODUITS →

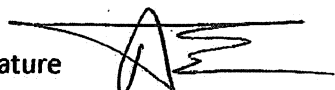
2012

Nom et signature du Président



Nom et signature du Trésorier

Jean-Paul Allaire



\*Président ou responsable légal dûment habilité par une délégation de signature

## Budget Prévisionnel global 2014

**Dépenses = Recettes** (Les dépenses doivent être égales aux recettes)

Inclure les dépenses et recettes afférentes au projet détaillé en fiche B le cas échéant

DEPENSES	Montant Prévisionnel(€)	RECETTES	Montant Prévisionnel(€)
60 Achats	<input type="text" value="5550"/>	70 Ventes	<input type="text" value="14500"/>
- Achats d'études et de prestations de services	<input type="text" value="950"/>	- Billeterie	<input type="text"/>
- Achats non stockés de matières et fournitures	<input type="text" value="2000"/>	- Marchandises	<input type="text"/>
- Fournitures non stockables (eau, énergie)	<input type="text" value="1100"/>	- Prestations de services	<input type="text" value="1000"/>
- Fournitures administratives	<input type="text" value="1000"/>	- Produits des activités annexes	<input type="text" value="13500"/>
- Autres fournitures...	<input type="text" value="500"/>	....	
61 Services extérieurs	<input type="text" value="12920"/>	74 Subventions d'exploitation (ou de fonct.)	<input type="text" value="24000"/>
- Sous traitance générale	<input type="text" value="1000"/>		
- Locations mobilières et immobilières	<input type="text" value="800"/>		
- Entretien et réparation	<input type="text" value="800"/>		
- Assurances	<input type="text" value="320"/>		
- Documentation	<input type="text" value="300"/>		
- Divers...	<input type="text" value="600"/>		
62 Autres Services externes	<input type="text" value="7450"/>		
- Rémunération intermédiaires et honoraires	<input type="text"/>		
- Publicités, publications	<input type="text" value="2000"/>		
- Déplacements, missions et réceptions	<input type="text" value="2800"/>		
- Frais postaux et de télécommunication	<input type="text" value="1400"/>		
- Services bancaires	<input type="text" value="500"/>		
- Divers...	<input type="text" value="1200"/>		
63 Impôts, taxes et versements assimilés	<input type="text" value="0"/>		
- Taxe sur les salaires	<input type="text"/>		
- Impôts locaux	<input type="text"/>		
- Impôts fonciers	<input type="text"/>		
- Autres taxes...	<input type="text"/>		
64 Charges de personnel	<input type="text" value="14000"/>		
- Salaires bruts	<input type="text" value="14000"/>		
- Charges patronales...	<input type="text"/>		
65 Autres charges de gestion courante	<input type="text"/>		
....			
66 Charges financières	<input type="text"/>		
67 Charges exceptionnelles	<input type="text" value="80"/>		
68 Dotations aux amortissements et provisions	<input type="text"/>		
<b>S/Total 1 des dépenses</b>	<input type="text" value="40000"/>	<b>S/Total 1 des recettes</b>	<input type="text" value="40000"/>
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	<input type="text" value="7700"/>	87 - Contributions volontaires en nature	<input type="text" value="7700"/>
- 860 Secours en nature	<input type="text"/>	- 870 Bénévolat	<input type="text" value="5000"/>
- 861 Mise à disp. gratuite de biens	<input type="text" value="2700"/>	- 871 Prestations en nature	<input type="text"/>
- 862 Mise à disp. gratuite de prestations	<input type="text"/>	- 875 Dons en nature	<input type="text" value="2700"/>
- 864 Personnel bénévole	<input type="text" value="5000"/>		
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<input type="text" value="47700"/>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<input type="text" value="47700"/>
Résultat antérieur - Solde créditeur (Excédent)	<input type="text" value="1682"/>	Résultat antérieur - Solde débiteur (Déficit)	<input type="text" value="0"/>

← STRICTE EGALITE DES CHARGES ET DES PRODUITS →

Nom et signature du Président

TAMBORINI Jean-Luc

2012 Association APERTO

1, rue Etienne Cardaire

34000 MONTPELLIER

Tél. 04 67 72 57 41

SIRET 420 822 934 0000 - APE 024 A

Nom et signature du Trésorier

LAPIERRE Alain

\*Président ou responsable légal dûment habilité par une délégation de signature

## Budget Prévisionnel global 2014

**Dépenses = Recettes** (Les dépenses doivent être égales aux recettes)

Inclure les dépenses et recettes afférentes au projet détaillé en fiche B le cas échéant

DEPENSES	Montant Prévisionnel(€)	RECETTES	Montant Prévisionnel(€)
<b>60 Achats</b>	9 5 0 0 0	<b>70 Ventes</b>	0
- Achats d'études et de prestations de services		- Billeterie	
- Achats non stockés de matières et fournitures	1 0 0 0	- Marchandises	
- Fournitures non stockables (eau, énergie)		- Prestations de services	
- Fournitures administratives		- Produits des activités annexes	
- Autres fournitures...	8 4 0 0	....	
<b>61 Services extérieurs</b>	5 0 0 0	<b>74 Subventions d'exploitation (ou de fonct.)</b>	2 0 0 0 0
- Sous traitance générale		Collectivités	
- Locations mobilières et immobilières		Conseil Régional	6 0 0 0
- Entretien et réparation		Conseil Général	
- Assurances	2 0 0	Communauté d'Agglomération	
- Documentation	3 0 0	Ville de Montpellier	8 0 0 0
- Divers...		- Fonctionnement :	8 0 0 0
<b>62 Autres Services externes</b>	1 0 0 0 0	- Projet :	
- Rémunération intermédiaires et honoraires		Europe	
- Publicités, publications	3 7 0 0	Détailler	
- Déplacements, missions et réceptions	2 3 0 0	Etat	
- Frais postaux et de télécommunication	3 2 0 0	Détailler	DRAC L-R
- Services bancaires		Autres	
- Divers...	8 0 0	Détailler	
<b>63 Impôts, taxes et versements assimilés</b>	0	<b>75 Autres produits de gestion courante</b>	0
- Taxe sur les salaires		- Cotisations	0
- Impôts locaux		- Collectes...	
- Impôts fonciers		<b>76 Produits financiers</b>	
- Autres taxes...		<b>77 Produits exceptionnels</b>	
<b>64 Charges de personnel</b>	0	<b>78 Reprises sur amortissements et provisions</b>	0
- Salaires bruts		<b>S/Total 1 des dépenses</b>	2 0 0 0 0
- Charges patronales...		<b>S/Total 1 des recettes</b>	2 0 0 0 0
<b>65 Autres charges de gestion courante</b>		<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</b>	0
....		- 860 Secours en nature	
<b>66 Charges financières</b>		- 861 Mise à disp. gratuite de biens	
<b>67 Charges exceptionnelles</b>		- 862 Mise à disp. gratuite de prestations	
<b>68 Dotations aux amortissements et provisions</b>		- 864 Personnel bénévole	
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	2 0 0 0 0	<b>TOTAL DES RECETTES</b>	2 0 0 0 0
Résultat antérieur - Solde créditeur (Excédent)	2 1 2 0 0	Résultat antérieur - Solde débiteur (Déficit)	2 1 2 0 0

← STRICTE EGALITE DES CHARGES ET DES PRODUITS →

2012

Nom et signature du Président

JOAN PARELLA

Nom et signature du Trésorier

SYLVAIN GROUT

\*Président ou responsable légal dûment habilité par une délégation de signature



# BUDGET PREVISIONNEL 2014

CHARGES D'EXPLOITATION	MONTANT	PRODUITS D'EXPLOITATION	MONTANT
ACHATS	700	VENTES	70
fourniture (eau, gaz, électricité )	400	catalogues, vidéo, cartes postales	50
petits matériels	300	autres	20
achats (cassettes, films )			
autres (matériel informatique)			
SERVICES EXTÉRIEURS	7700	SUBVENTIONS	32000
sous traitance	200		
location de locaux	6900	Drac L.R.	12000
location matériel		Mairie de Montpellier	10000
entretien	200		
assurance	300		
documentation (abonnement...)	100		
AUTRES SERVICES EXT.	6600	Conseil régional du Languedoc-Roussillon	10000
honoraires	500	Autres	
publicité, publications	1500		
transports	900		
Frais déplacements	800		
réceptions, missions	800		
frais de PTT, téléphone, internet	600		
production d'oeuvre	1500		
IMPÔTS	100		
impôts sur les sociétés			
taxe foncière			
autres taxes:			
droit au bail			
ordures ménagères	100	AUTRES PRODUITS DE GESTION	30
CHARGES DE PERSONNEL	17600	cotisations	30
salaires et traitement	12500	fonds propres	
charges sociales, cotisations	5100		
CHARGES FINANCIÈRES			
CHARGES EXCEPTIONNELLES		PRODUITS EXCEPTIONNELS	600
		mécénat	
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS		ventes exceptionnelles	600
TOTAL DES CHARGES	32700	TOTAL DES PRODUITS	32700

LE PRÉSIDENT P. SAUZE  
art contemporain

1, rue du général maureilhan  
F-34000 montpellier

1 rue du général maureilhan - F34000 MONTPELLIER- tél/fax: 04 67 63 03 84 ou 06 20 36 57 47  
email : iconoscope@wanadoo.fr

LE TRÉSORIER O. GARDIEN P. E  
art contemporain

1, rue du général maureilhan  
F-34000 montpellier

## Budget Prévisionnel global 2014

**Dépenses = Recettes** (Les dépenses doivent être égales aux recettes)

Inclure les dépenses et recettes afférentes au projet détaillé en fiche B le cas échéant

DEPENSES	Montant Prévisionnel(€)	RECETTES	Montant Prévisionnel(€)
<b>60 Achats</b>		<b>70 Ventes</b>	
- Achats d'études et de prestations de services	115100€	- Billeterie	
- Achats non stockés de matières et fournitures	110000€	- Marchandises	112000€
- Fournitures non stockables (eau, énergie)	110000€	- Prestations de services	120000€
- Fournitures administratives	110000€	- Produits des activités annexes	
- Autres fournitures... <i>petit équipement</i>	30000€	---	
<b>61 Services extérieurs</b>	110000€	<b>74 Subventions d'exploitation (ou de fonct.)</b>	
- Sous traitance générale	110000€	Collectivités	
- Locations mobilières et immobilières	110000€	Conseil Régional	110000€
- Entretien et réparation	110000€	Conseil Général	
- Assurances	110000€	Communauté d'Agglomération	
- Documentation	110000€	Ville de Montpellier	
- Divers...		- Fonctionnement :	110000€
<b>62 Autres Services externes</b>		- Projet :	
- Rémunération Intermédiaires et honoraires		Europe	
- Publicités, publications	110000€	Détailler	110000€
- Déplacements, missions et réceptions	110000€	Etat	
- Frais postaux et de télécommunication	110000€	Détailler	
- Services bancaires	110000€	Autres	
- Divers...		Détailler	
<b>63 Impôts, taxes et versements assimilés</b>		<b>75 Autres produits de gestion courante</b>	
- Taxe sur les salaires		- Cotisations	
- Impôts locaux		- Collectes...	
- Impôts fonciers		<b>76 Produits financiers</b>	
- Autres taxes...		<b>77 Produits exceptionnels</b>	
<b>64 Charges de personnel</b>		<b>78 Reprises sur amortissements et provisions</b>	
- Salaires bruts		<b>S/Total 1 des dépenses</b>	310000€
- Charges patronales...		<b>S/Total 1 des recettes</b>	310000€
<b>65 Autres charges de gestion courante</b>		<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</b>	
....		- 860 Secours en nature	
<b>66 Charges financières</b>		- 861 Mise à disp. gratuite de biens	
<b>67 Charges exceptionnelles</b>		- 862 Mise à disp. gratuite de prestations	
<b>68 Dotations aux amortissements et provisions</b>	110000€	- 864 Personnel bénévole	
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	310000€	<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
<b>Résultat antérieur - Solde créditeur (Excédent)</b>		- 870 Bénévolat	
		- 871 Prestations en nature	
		- 875 Dons en nature	
		<b>TOTAL DES RECETTES</b>	310000€
		<b>Résultat antérieur - Solde débiteur (Déficit)</b>	

← STRICTE EGALITE DES CHARGES ET DES PRODUITS →

2012

Nom et signature du Président

*Christophe*

*Christophe*

galerie chantiers bolto noire  
1 rue carbonnerie 34000 Montpellier France  
www.leschantiersbolto noire.com

Nom et signature du Trésorier

*Anne Barquet*

*Anne Barquet*

\*Président ou responsable légal dûment habilité par une délégation de signature

## Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ.

## Culture et Patrimoine

### Attribution d'une subvention à l'association Théâtre Talher production La Rampe T.I.O. et convention de partenariat Exercice 2014

#### Monsieur le Maire rapporte :

L'association Théâtre Talers Production La Rampe T.I.O. créée en 1990 développe et diffuse des spectacles vivants en langue occitane ou bilingue occitan-français. Elle assure également des actions de formation dans ce domaine. En 2013, la structure a donné 81 représentations dans les régions Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Auvergne et Rhône-Alpes dont 17 représentations à Montpellier (12 tout public et 5 scolaires). Le budget prévisionnel 2014 de la structure s'élève à 600 000 €.

Outre ses fonds propres, il est équilibré par 461 500 € de demandes de subventions formulées auprès de différentes régions : Languedoc-Roussillon, Midi Pyrénées, Provence Alpes Côte d'Azur et Aquitaine ainsi qu'auprès du Conseil général de l'Hérault, de la Communauté d'agglomération de Montpellier et de la Ville de Toulouse.

Pour soutenir la diffusion de la langue et de la culture occitanes, il est proposé d'attribuer à l'association Théâtre Talers Production La Rampe T.I.O. 20 000 euros pour son fonctionnement et de passer avec l'association une convention de partenariat jointe en annexe. Le budget prévisionnel est également joint en pièce annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Théâtre Talers Production La Rampe T.I.O. : compte de résultat 2013 et budget prévisionnel 2014 :

Charges			Produits		
	CR 2013	BP 2014		CR 2013	BP 2014
Achats	31 656	67 500	Produits d'exploitation	147 615	138 000
			Autres produits	14 775	
			Cotisations	40	500
			Report ressources non utilisées	12 333	
Services extérieurs	65 032	85 200	Subventions	388 900	461 500
Autres Services extérieurs	21 281	27 800	<i>Région Languedoc-Roussillon</i>	200 000	200 000
Salaires et charges	364 883	378 000	<i>Région Midi Pyrénées</i>	63 000	
Impôts et taxes	14 573	17 000	<i>Région Aquitaine</i>	6 000	
Autres charges	73 961	5 000	<i>Région Provence Alpes Côte d'Azur</i>	10 000	110 000
Charges financières		500	<i>Conseil Général de l'Hérault</i>		30 000
Dotations aux amortissements, provisions et engagements	13 353	19 000	<i>Communauté d'Agglomération de Montpellier</i>	50 000	60 000
			<i>Ville de Toulouse</i>	5 000	
			<i>Ville de Montpellier</i>	30 000	61 500
<b>Total</b>	<b>584 739</b>	<b>600 000</b>	<b>Total</b>	<b>563 670</b>	<b>600 000</b>
<b>Déficit</b>	<b>21 069 €</b>				

Tableau d'attribution :

Code	Association	Nature	Montant
227	Association Théâtre Thalers Production La Rampe T.I.O.	F	20 000 €
	Total		20 000 €

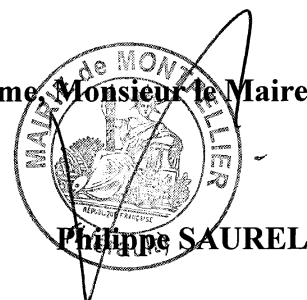
Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 20 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Publiée le : vendredi 25 07 2014



## **CONVENTION DE PARTENARIAT**

### Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 juillet 2014

### D'une part,

Et :

L'association Théâtre Talhers production la Rampe T.I.O. représentée par Monsieur Pierre MONFRAIX, Président, élu au conseil d'administration ou le bureau le 14 décembre 2011 ;

### D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

### **Article 1 : Objet de la convention**

L'association Théâtre Talhers production la Rampe T.I.O. qui poursuit les buts suivants : promotion, création, production, diffusion du théâtre, spectacle vivant et audio-visuel occitan, a sollicité une subvention de 50 000 € pour son fonctionnement au titre de l'année 2014. Considérant que les actions de l'association Théâtre Talhers production la Rampe T.I.O. peuvent contribuer au développement de la politique culturelle de la Ville en matière de soutien et de promotion à la culture occitane, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

### **Article 2 : Montant de la subvention accordée+**

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à l'association Théâtre Talhers production la Rampe T.I.O. **une subvention d'un montant de 20 000 euros.**

En 2013 la structure a donné 81 représentations dans les régions Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Auvergne et Rhône-Alpes dont 17 représentations à Montpellier (12 tout public et 5 scolaires).

Le principal partenaire financier de la structure est la Région Languedoc-Roussillon.

Le budget prévisionnel 2014 de la structure s'élève à : 600 000 €.

### Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois ;

Un premier versement égal à 50% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire (R.I.B.) de la structure (Pièce n°2).

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes de résultat 2013 certifiés par le Président, ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ; Le compte de résultat devra notamment faire apparaître les subventions reçues par les collectivités auprès desquelles une demande a été faite conformément au budget prévisionnel 2010;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2013 final faisant état de la part des représentations faites sur la Ville de Montpellier par rapport à l'ensemble de la programmation;

Et du tableau ci-dessous impérativement renseigné dans la présente convention :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

### Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire Théâtre Talhers production la Rampe T.I.O. s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1;
- à développer sa programmation sur la Ville de Montpellier ;
- à remettre à la Ville :

\* les comptes de l'année 2013 certifiés par le Président ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu ;

\* un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt du dossier de demandes de subvention;

- à faire apparaître le soutien de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00).

### Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

### Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

## **Article 7 : Durée de la convention et caducité**

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

## **Article 8 : Résiliation**

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, et il sera procédé à la restitution des sommes versées.

A Montpellier, le

Fait en deux exemplaires originaux,

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire

Le Président

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789  
« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants,  
la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi  
et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

## Budget Prévisionnel global 2014

**Dépenses = Recettes** (Les dépenses doivent être égales aux recettes)

Inclure les dépenses et recettes afférentes au projet détaillé en fiche B le cas échéant

DEPENSES	Montant Prévisionnel(€)	RECETTES	Montant Prévisionnel(€)
<b>60 Achats</b>		<b>70 Ventes</b>	
- Achats d'études et de prestations de services	87500€	- Billetterie	138000€
- Achats non stockés de matières et fournitures	25000€	- Marchandises	
- Fournitures non stockables (eau, énergie)	19000€	- Prestations de services	133000€
- Fournitures administratives	5200€	- Produits des activités annexes	5000€
- Autres fournitures...	18300€	....	
<b>61 Services extérieurs</b>	85200€	<b>74 Subventions d'exploitation (ou de fonct.)</b>	461500€
- Sous traitance générale	20000€	Collectivités	
- Locations mobilières et immobilières	48100€	Conseil Régional	200000€
- Entretien et réparation	13000€	Conseil Général	30000€
- Assurances	3500€	Communauté d'Agglomération	60000€
- Documentation	300€	Ville de Montpellier	61500€
- Divers...	300€	- Fonctionnement :	50000€
<b>62 Autres Services externes</b>	27800€	- Projet :	11500€
- Rémunération Intermédiaires et honoraires	3000€	Europe	
- Publicités, publications	5000€	Détailler	
- Déplacements, missions et réceptions	14000€	Etat	
- Frais postaux et de télécommunication	4600€	Détailler	
- Services bancaires	700€	Autres	
- Divers...	800€	Détailler	Régions Midi-Pyrénées, Paca, Aquitaine, Ville de Toulouse
<b>63 Impôts, taxes et versements assimilés</b>	17000€	<b>75 Autres produits de gestion courante</b>	500€
- Taxe sur les salaires	17000€	- Cotisations	500€
- Impôts locaux		- Collectes...	
- Impôts fonciers		<b>76 Produits financiers</b>	
- Autres taxes...		<b>77 Produits exceptionnels</b>	
<b>64 Charges de personnel</b>	378000€	<b>78 Reprises sur amortissements et provisions</b>	
- Salaires bruts	253000€	<b>S/Total 1 des dépenses</b>	600000€
- Charges patronales...	125000€	<b>S/Total 1 des recettes</b>	600000€
<b>65 Autres charges de gestion courante</b>	5000€	<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</b>	
....		- 860 Secours en nature	
<b>66 Charges financières</b>	500€	- 861 Mise à disp. gratuite de biens	
<b>67 Charges exceptionnelles</b>		- 862 Mise à disp. gratuite de prestations	
<b>68 Dotations aux amortissements et provisions</b>	19000€	- 864 Personnel bénévole	
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	600000€	<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Résultat antérieur - Solde créditeur (Excédent)	0€	- 870 Bénévolat	
		- 871 Prestations en nature	
		- 875 Dons en nature	
		<b>TOTAL DES RECETTES</b>	600000€
		Résultat antérieur - Solde débiteur (Déficit)	60663€

← STRICTE EGALITE DES CHARGES ET DES PRODUITS →

Nom et signature du Président

2012

Nom et signature du Trésorier

**LA RAMPE TIO**

Teatre Interregional Occitan

42, Rue Adam de Craponne - 34000 MONTPELLIER

\*Président ou responsable légal dûment habilité par le Président à la signature

Association Loi 1901 - N° Siret 379 262 603 00036

Licence d'Entrepreneur de Spectacles n° 2-1065111



## Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ.

## Culture et Patrimoine

### Attribution d'une subvention à l'association Institut euro-méditerranéen Maïmonide et convention de partenariat Exercice 2014

#### Monsieur le Maire rapporte :

L'association Institut euro-méditerranéen Maïmonide créée en 1999 œuvre pour le développement des études juives et la promotion du dialogue interreligieux et l'enseignement de la paix en organisant des conférences, séminaires et des cours en partenariat avec l'université Paul Valéry Montpellier 3 et la Nouvelle *Gallia Judaica* (CNRS-EPHE). Le budget prévisionnel 2014 de la structure s'élève à 94 490 €.

Outre ses fonds propres (cotisations), il est équilibré par 93 500 € de demandes de subventions formulées auprès du Conseil régional Languedoc-Roussillon et du Conseil général de l'Hérault. A travers ce budget, la Ville de Montpellier apparaît comme le principal partenaire.

Pour soutenir le développement de la culture juive et les études se rapportant à l'histoire des communautés juives du Midi et plus particulièrement celle de Montpellier « la ville du Mont » florissante au Moyen âge, il est proposé d'attribuer à l'association Institut euro-méditerranéen Maïmonide 30 000 euros pour son fonctionnement et de passer avec l'association une convention de partenariat jointe en annexe. Le budget prévisionnel est également joint en annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Institut euro-méditerranéen Maïmonide : comptes de résultat 2013 et budget prévisionnel 2014 :

Charges			Produits		
	CR 2013	BP 2014		CR 2013	BP 2014
Achats	36 873	3 712	Autres produits	1 082	450
Services extérieurs		6 706	Cotisations		540
Autres Services extérieurs		19 140	Subventions	<b>77 500</b>	<b>93 500</b>
Salaires et charges	59 586	63 945	<i>Région</i>	<i>25 000</i>	<i>30 000</i>
Impôts et taxes	376	752	<i>Conseil Général</i>	<i>2 500</i>	<i>3 500</i>
Dotations aux amortissements, provisions et engagements	155	235	<i>Ville de Montpellier</i>	<i>50 000</i>	<i>60 000</i>
<b>Total</b>	<b>96 989</b>	<b>94 490</b>	<b>Total</b>	<b>78 582</b>	<b>94 490</b>
<b>Déficit</b>	<b>18 407 €</b>				

Tableau d'attribution :

Code	Association	Naturel	Montant
4527	L'association Institut euro-méditerranéen Maïmonide	F	30 000 €
	<b>Total</b>		<b>30 000 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 30 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014



## **CONVENTION DE PARTENARIAT**

### **Entre :**

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 juillet 2014

### **D'une part,**

### **Et :**

L'association Institut Euro-Méditerranéen Universitaire Maïmonide représentée par Monsieur Guy ZEMOUR, Président, élu au conseil d'administration ou le bureau le 4 avril 2013 ;

### **D'autre part,**

### **Il a été convenu ce qui suit :**

### **Article 1 : Objet de la convention**

L'association Institut Euro-Méditerranéen Universitaire Maïmonide qui a pour objet de développer les études juives, promouvoir le dialogue interreligieux et l'enseignement de la paix sollicite une subvention de 60 000 € pour son fonctionnement au titre de l'année 2014 . L'association est installée, 1 rue de la Barralerie, dans l'immeuble recelant les vestiges de l'ancienne synagogue, ensemble culturel hébraïque avec notamment l'ancien bain rituel juif ou *mikvé* (XIIe siècle), classé en totalité au titre des Monuments historiques par arrêté du 5 mai 2004 et propriété de la Ville depuis 1997.

Pendant la saison 2012-2013, l'institut Euro- Méditerranéen Universitaire Maïmonide a proposé un cycle de 12 conférences grand public prononcées par des personnalités du monde universitaire articulé autour de la théologie, de la philosophie, de l'histoire, du patrimoine, de la politique et de la sociologie, les thèmes étant abordés sous l'angle dépassionné de l'analyse objective pour permettre de mieux appréhender les enjeux qui sous-tendent la société contemporaine, des cours de langue et de civilisation bihebdomadaires en partenariat avec l'université Paul Valéry Montpellier 3, des séminaires animés par des intervenants issus du monde universitaire ou culturel, des rencontres et débats philosophiques, littéraires ou artistiques mensuels, et 9 séminaires avec la Nouvelle Gallia Judaica auxquels participent des universitaires français et étrangers. Ces différentes activités ont été suivies par 1700 participants. Une bibliothèque d'étude de plus de 800 titres est mise à disposition des chercheurs qui en font la demande.

Considérant que les actions de l'association Institut Euro-Méditerranéen Universitaire Maïmonide peuvent contribuer au développement de la politique culturelle de la Ville dans la connaissance et la promotion de l'histoire du peuple juif et plus particulièrement à Montpellier où au Moyen âge une communauté dynamique joua un grand rôle sur le plan intellectuel (philosophie, théologie, médecine...) et participe à la valorisation du patrimoine historique du juif médiéval (par des visites du mikvé notamment pendant les Journées européennes du Patrimoine et lors des journées européennes du patrimoine juif), la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

## Article 2 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à l'association Institut euro-méditerranéen universitaire Maïmonide **une subvention d'un montant de 30 000 euros**.

Le budget prévisionnel 2014 de la structure s'élève à : 94 490 €.

## Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois ;

Un premier versement égal à 50% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire (R.I.B.) de la structure (Pièce n°2).

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes de résultat 2013 certifiés par le Président, ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ; Le compte de résultat devra notamment faire apparaître les subventions reçues par les collectivités auprès desquelles une demande a été faite conformément au budget prévisionnel 2010;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2013 final faisant état de la part des représentations faites sur la Ville de Montpellier par rapport à l'ensemble de la programmation;

Et du tableau ci-dessous impérativement renseigné dans la présente convention :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

## Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1;
- à développer des actions en partenariat avec la Ville de Montpellier ;
- à remettre à la Ville :

\* les comptes de l'année 2013 certifiés par le Président ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu ;

\* un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt du dossier de demandes de subvention;

- à faire apparaître le soutien de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00).

## **Article 5 : Modalités de contrôle**

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

## **Article 6 : Devoir d'information**

La structure bénéficiaire Institut euro-méditerranéen universitaire Maïmonide s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification important administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

## **Article 7 : Durée de la convention et caducité de la subvention**

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

## **Article 8 : Résiliation**

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, et il sera procédé à la restitution des sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire

Le Président

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

## Budget Prévisionnel global 2014

**Dépenses = Recettes** (Les dépenses doivent être égales aux recettes)

Inclure les dépenses et recettes afférentes au projet détaillé en fiche B le cas échéant

DEPENSES	Montant Prévisionnel(€)	RECETTES	Montant Prévisionnel(€)
<b>60 Achats</b>		<b>70 Ventes</b>	
- Achats d'études et de prestations de services	3 7 1 2 €	- Billeterie	5 4 0 €
- Achats non stockés de matières et fournitures	2 7 8 9 €	- Marchandises	
- Fournitures non stockables (eau, énergie)		- Prestations de services	
- Fournitures administratives	8 2 3 €	- Produits des activités annexes	
- Autres fournitures...	1 0 0 €	....	
<b>61 Services extérieurs</b>		<b>74 Subventions d'exploitation (ou de fonct.)</b>	
- Sous traitance générale	6 7 0 6 €		9 3 5 0 0 €
- Locations mobilières et immobilières			
- Entretien et réparation	3 5 €		
- Assurances	5 7 0 0 €		
- Documentation	9 7 1 €		
- Divers...			
<b>62 Autres Services externes</b>		<b>Collectivités</b>	
- Rémunération intermédiaires et honoraires	1 9 1 4 0 €	Conseil Régional	3 0 0 0 0 €
- Publicités, publications	2 1 5 2 €	Conseil Général	3 5 0 0 0 €
- Déplacements, missions et réceptions	1 5 0 7 €	Communauté d'Agglomération	
- Frais postaux et de télécommunication	9 5 4 4 €	Ville de Montpellier	3 0 0 0 0 €
- Services bancaires	5 2 1 6 €	- Fonctionnement :	6 0 0 0 0 €
- Divers...	1 0 7 €	- Projet :	1 0 €
<b>63 Impôts, taxes et versements assimilés</b>		<b>Europe</b>	
- Taxe sur les salaires	7 5 2 €	Détailler	
- Impôts locaux	2 1 6 €	<b>Etat</b>	
- Impôts fonciers		Détailler	
- Autres taxes...	5 3 6 €	<b>Autres</b>	
<b>64 Charges de personnel</b>		Détailler	
- Salaires bruts	6 3 9 4 5 €		
- Charges patronales...	3 4 5 3 2 €		
<b>65 Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 Autres produits de gestion courante</b>	
....		- Cotisations	5 1 4 0 €
<b>66 Charges financières</b>		- Collectes...	
<b>67 Charges exceptionnelles</b>		<b>76 Produits financiers</b>	4 5 0 €
<b>68 Dotations aux amortissements et provisions</b>		<b>77 Produits exceptionnels</b>	
	2 3 5 €	<b>78 Reprises sur amortissements et provisions</b>	0 €
<b>S/Total 1 des dépenses</b>	9 4 4 9 0 €	<b>S/Total 1 des recettes</b>	9 4 4 9 0 €
<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
- 860 Secours en nature		- 870 Bénévolat	
- 861 Mise à disp. gratuite de biens		- 871 Prestations en nature	
- 862 Mise à disp. gratuite de prestations		- 875 Dons en nature	
- 864 Personnel bénévole			
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	9 4 4 9 0 €	<b>TOTAL DES RECETTES</b>	9 4 4 9 0 €
Résultat antérieur - Solde créditeur (Excédent)	1 1 €	Résultat antérieur - Solde débiteur (Déficit)	

← STRICTE EGALITE DES CHARGES ET DES PRODUITS →

Nom et signature du Président

ZENKOUR Guy

2012

Nom et signature du Trésorier

INSTITUT MAIMONIDE

1, RUE DE LA BARBARIE

34000 MONTPELLIER  
TEL & FAX 04 67 02 78 17

GONALONS Jean Claude

\*Président ou responsable légal dûment habilité par une délégation de signature

## Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ.

## Culture et Patrimoine

### Attribution d'une subvention à l'association Centre Communautaire et Culturel Juif et convention de partenariat

### Exercice 2014

#### Monsieur le Maire rapporte :

L'association Centre Communautaire Culturel Juif (CCCCJ) créée en 1959 agit pour la diffusion de la culture juive sous toutes ses formes à Montpellier et dans la région. Elle assure notamment des cours et ateliers d'hébreu biblique et moderne, de danses orientales, de chorale hébreu, d'échecs, de piano et de krav maga, et propose aussi à ses 1500 adhérents un ciné-club mensuel, des repas à thème les vendredis soirs et les mercredis midi, et met à leur disposition une bibliothèque de plus de 2500 titres. Elle organise régulièrement des conférences historiques et des soirées littéraires avec les libraires de la Ville à thématique juive ou israélienne et, de façon ponctuelle, expositions et séminaires.

Le budget prévisionnel 2014 de la structure s'élève à : 253 640 €.

Outre ses fonds propres il est équilibré par 180 500 € de demandes de subventions formulées auprès du Conseil régional Languedoc-Roussillon, auprès du Conseil général de l'Hérault, le FSJU et la Fondation du Judaïsme. Pour soutenir la diffusion de la culture juive à Montpellier, ville qui a abrité à l'époque médiévale une communauté juive de savants (exégètes, philosophes et médecins), il est proposé d'attribuer à l'association Centre Communautaire et Culturel Juif (CCCCJ) 40 000 euros pour son fonctionnement et de passer avec l'association une convention de partenariat jointe en annexe. Le budget prévisionnel est également joint en pièce annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Centre Communautaire et Culturel Juif : compte de résultat 2013 et budget prévisionnel 2014.

Charges			Produits		
	CR 2013	BP 2014		CR 2013	BP 2014
Achats	34 050	112 000	Produits d'exploitation	34 455	58 650
Services extérieurs	15 677	6 900	Autres produits	15 534	500
Autres services extérieurs		17 950	cotisation	6 301	6 000
			Subventions	81 000	180 500
			<i>Région Languedoc Roussillon</i>	25 000	
			<i>Conseil Général de l'Hérault</i>	1 500	
Salaires et charges	67 122	85 000	<i>FSJU</i>	14 500	
Impôts	6 208	6 800	<i>Ville de Montpellier</i>	40 000	
Dotation amortissement	14 111	17 000			
<b>Total</b>	<b>137 170</b>	<b>245 650</b>	<b>Total</b>	<b>137 921</b>	<b>245 650</b>
			<b>Excédent</b>	<b>751 €</b>	

Tableau d'attribution :

Code	Association	Nature	Montant
783	Centre Communautaire Culturel Juif (CCCJ)	F	40 000 €
	<b>Total</b>		<b>40 000 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 40 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire**

  
Philippe SAUREL

**Publiée le : vendredi 25 07 2014**





## **CONVENTION DE PARTENARIAT**

### **Entre :**

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 juillet 2014.

### **D'une part,**

Et :

L'association Centre Communautaire Culturel Juif (CCCJ) représentée par Madame Michèle BENSOUSSAN, Présidente, élue par le conseil d'administration ou le bureau le 18 décembre 2011.

### **D'autre part,**

### **Il a été convenu ce qui suit :**

#### **Article 1 : Objet de la convention**

L'association Centre Communautaire Culturel Juif (CCCJ) qui poursuit les buts suivants : diffusion et rayonnement de la culture juive sur Montpellier et sa région.  
Considérant que les actions de l'association Centre Communautaire Culturel Juif (CCCJ) peuvent contribuer au développement de la politique culturelle de la Ville, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

#### **Article 2 : Montant de la subvention accordée**

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à l'association Centre Communautaire Culturel Juif (CCCJ) **une subvention d'un montant de 40 000 euros.**

En 2014, outre ses activités permanentes (cours et ateliers d'hébreu biblique et moderne, de danses orientales, de chorale hébreu, d'échecs, de piano et de krav maga dispensés à plus de 500 élèves, ciné-club mensuel, repas du mercredi midi (2000 repas servis par an), repas à thème un vendredi par mois (500 repas servis par an), bibliothèque de prêt (plus de 2500 titres), des conférences historiques et des soirées littéraires avec les libraires de la Ville à thématique juive ou israélienne), le CCCJ a organisé notamment une exposition dans ses locaux -500 boulevard Antigone- sur le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'arrivée des Juifs d'Afrique du Nord (500 visiteurs), la 9<sup>e</sup> nuit des lettres (250 participants) et un séminaire sur la traduction (300 participants) ainsi que la Journée de Jérusalem au Domaine de Grammont, rassemblement festif de 1500 personnes.

Le budget prévisionnel 2014 de la structure s'élève à : 253 640 €.

### Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois ;

Un premier versement égal à 50% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire (R.I.B.) de la structure (Pièce n°2).

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3: Les comptes de résultat 2013 certifiés par le Président, ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ; Le compte de résultat devra notamment faire apparaître les subventions reçues par les collectivités auprès desquelles une demande a été faite conformément au budget prévisionnel 2010;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2013 final faisant état de la part des représentations faites sur la Ville de Montpellier par rapport à l'ensemble de la programmation;

Et du tableau ci-dessous impérativement renseigné dans la présente convention :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

### Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage Centre Communautaire Culturel Juif (CCCJ) :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1;
- à remettre à la Ville :

\* les comptes de l'année 2014 certifiés par le Président ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu ;

\* un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt du dossier de demandes de subvention;

- à faire apparaître le soutien de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 80).

### Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

### Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification important administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

## Article 7 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

## Article 8 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, et il sera procédé à la restitution des sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire

La Présidente

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789  
« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants,  
la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi  
et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

FICHE SIGNALÉTIQUE DE LA STRUCTURE – NOM :

CENTRE COMMUNAUTAIRE CULTUREL  
JUIFCODE : ☐

## Budget Prévisionnel global 2014

**Dépenses = Recettes** (Les dépenses doivent être égales aux recettes)

Inclure les dépenses et recettes afférentes au projet détaillé en fiche B le cas échéant

DEPENSES	Montant Prévisionnel(€)	RECETTES	Montant Prévisionnel(€)
60 Achats	112000€	70 Ventes	52650€
- Achats d'études et de prestations de services	100700€	- Billeterie	
- Achats non stockés de matières et fournitures	4100€	- Marchandises	
- Fournitures non stockables (eau, énergie)	2100€	- Prestations de services	52650€
- Fournitures administratives	2100€	- Produits des activités annexes	
- Autres fournitures...	3000€	...	
61 Services extérieurs	8900€	74 Subventions d'exploitation (ou de fonct.)	180500€
- Sous traitance générale	4800€		
- Locations mobilières et immobilières	1200€		
- Entretien et réparation	200€		
- Assurances	700€		
- Documentation			
- Divers...			
62 Autres Services externes	17950€		
- Rémunération intermédiaires et honoraires	3850€		
- Publicités, publications	1700€		
- Déplacements, missions et réceptions	8000€		
- Frais postaux et de télécommunication	2700€		
- Services bancaires	400€		
- Divers...	1300€		
63 Impôts, taxes et versements assimilés	6800€		
- Taxe sur les salaires			
- Impôts locaux			
- Impôts fonciers	6800€		
- Autres taxes...			
64 Charges de personnel	85000€		
- Salaires bruts	60000€		
- Charges patronales...	25000€		
65 Autres charges de gestion courante			
...			
66 Charges financières			
67 Charges exceptionnelles			
68 Dotations aux amortissements et provisions	17000€		
<b>S/Total 1 des dépenses</b>	<b>245650€</b>	<b>S/Total 1 des recettes</b>	<b>245650€</b>
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	7990€	87 - Contributions volontaires en nature	7990€
- 860 Secours en nature		- 870 Bénévolat	6000€
- 861 Mise à disp. gratuite de biens	1990€	- 871 Prestations en nature	1990€
- 862 Mise à disp. gratuite de prestations		- 875 Dons en nature	
- 864 Personnel bénévole	6000€		
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>253640€</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>253640€</b>
Résultat antérieur - Solde créditeur (Excedent)	0€	Résultat antérieur - Solde débiteur (Déficit)	0€


← STRICTE EGALITE DES CHARGES ET DES PRODUITS →

Nom et signature du Président

Michel Bensoussan

2012

Nom et signature du Trésorier

  
 C.C.C.J.  
 500, Boulevard d'Antigone  
 34000 MONTPELLIER  
 Tél: 04 67 15 02 78  
 Fax: 04 67 15 02 72

\*Président ou responsable légal dûment habilité par une délégation de signature



## Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ.

## Culture et Patrimoine

### Attribution d'une subvention à l'association Culturelle des Berbères de Kabylie et convention de partenariat Exercice 2014

#### Monsieur le Maire rapporte :

L'association Culturelle des Berbères de Kabylie créée en 1995 s'efforce de promouvoir le patrimoine culturel kabyle (berbère) sous toutes ses formes (langue, musique, artisanat) en organisant notamment des semaines culturelles berbères. Le budget prévisionnel 2014 de la structure s'élève à 50 497 €.

Outre ses fonds propres il est équilibré par 37 800 € de demandes de subventions formulées auprès de l'Etat, du Conseil régional Languedoc-Roussillon, du Conseil général de l'Hérault et de la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Pour soutenir la diffusion de la culture kabyle, il est proposé d'attribuer à l'association Culturelle des Berbères de Kabylie (A.C.B.K.) 5 000 euros pour son fonctionnement et de passer avec l'association une convention de partenariat jointe en annexe. Le budget prévisionnel est également joint en annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Culturelle des Berbères de Kabylie : compte de résultat 2013 et budget prévisionnel 2014.

Charges			Produits		
	CR 2013	BP 2014		CR 2013	BP 2014
Achats	2 299	5 000	Produits d'exploitation	30 586	11 649
			Cotisations	849	1 050
			Billetterie	4 569	
			Autres produits	2 502	
Services extérieurs	291	3 798	Subventions	14 766	37 798
Autres Services extérieurs	4 768	12 600	<i>Région</i>		12 000
Salaires et charges	11 326	15 600	<i>Ville de Montpellier</i>	10 000	12 000
			<i>Agglomération</i>		4 000
Autres charges	24 293	13 500	<i>Conseil Général</i>		1 000
			<i>Autres</i>	4 766	8 798
<b>Total</b>	<b>42 977</b>	<b>50 497</b>		<b>53 272</b>	<b>50 497</b>
			<b>Excédent</b>	<b>10 294</b>	

Tableau d'attribution :

Code	Association	Nature	Montant
2265	Association Culturelle des Berbères de Kabylie (A.C.B.K.)	F	5 000 €
	<b>Total</b>		<b>5 000 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 5 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : vendredi 25 07 2014**



## **CONVENTION DE PARTENARIAT**

### Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 juillet 2014

### D'une part,

Et :

L'association Culturelle des Berbères de Kabylie représentée par Madame Yamina METREF Présidente, élue par le conseil d'administration ou le bureau le 21 octobre 2012,

### D'autre part,

### Il a été convenu ce qui suit :

#### **Article 1 : Objet de la convention**

L'association Culturelle des Berbères de Kabylie (A.C.B.K.) qui poursuit les buts suivants : promotion, et diffusion du patrimoine culturel kabyle (berbère) auprès des Montpelliérains sollicite une subvention de 6 000 € pour son fonctionnement.

Considérant que les actions de l'association Culturelle des Berbères de Kabylie (A.C.B.K.) peuvent contribuer au développement de la politique culturelle de la Ville, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

#### **Article 2 : Montant de la subvention accordée**

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à l'association Culturelle des Berbères de Kabylie (A.C.B.K.) **une subvention d'un montant de 5 000 euros.**

En 2013 la structure a proposé à ses adhérents (enfants et adultes) des cours de guitare Le principal partenaire financier de la structure est la Région Languedoc-Roussillon.

Le budget prévisionnel 2014 de la structure s'élève à : 675 000 €.

### Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois ;

Un premier versement égal à 50% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (R.I.B.) de la structure (Pièce n°2).

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes de résultat 2013 certifiés par la Présidente, ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ; Le compte de résultat devra notamment faire apparaître les subventions reçues par les collectivités auprès desquelles une demande a été faite conformément au budget prévisionnel 2010;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2013 global faisant état de la part des représentations faites sur la Ville de Montpellier par rapport à l'ensemble de la programmation;

Et du tableau ci-dessous impérativement renseigné dans la présente convention :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

### Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire Théâtre Talhers production la Rampe T.I.O. s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1;
- à développer ses activités dans la Ville de Montpellier ;
- à remettre à la Ville :

\* les comptes de l'année 2014 certifiés par le Président ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu ;

\* un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt du dossier de demandes de subvention;

- à faire apparaître le soutien de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00).

### Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

### Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification important administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.



## **Article 7 : Durée de la convention et caducité de la subvention**

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

## **Article 8 : Résiliation**

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, et il sera procédé à la restitution des sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire

La Présidente

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

## Budget Prévisionnel global 2014

**Dépenses = Recettes** (Les dépenses doivent être égales aux recettes)

Inclure les dépenses et recettes afférentes au projet détaillé en fiche B le cas échéant

DEPENSES	Montant Prévisionnel(€)	RECETTES	Montant Prévisionnel(€)
<b>60 Achats</b>		<b>70 Ventes</b>	<b>11354,16€</b>
- Achats d'études et de prestations de services		- Billeterie	
- Achats non stockés de matières et fournitures		- Marchandises	
- Fournitures non stockables (eau, énergie)		- Prestations de services	
- Fournitures administratives	12000€	- Produits des activités annexes	
- Autres fournitures...	13000€	... <u>Fond Réserve</u>	10294,57€
<b>61 Services extérieurs</b>		<b>74 Subventions d'exploitation (ou de fonct.)</b>	<b>37800€</b>
- Sous traitance générale		Collectivités	
- Locations mobilières et immobilières	11000€	Conseil Régional	11000€
- Entretien et réparation		Conseil Général	11000€
- Assurances	13000€	Communauté d'Agglomération	11000€
- Documentation + <u>Achat Musique</u>	21000€	Ville de Montpellier	11000€
- Divers... <u>locations véhicules</u>	497157€	- Fonctionnement :	61000€
<b>62 Autres Services externes</b>		- Projets :	61000€
- Rémunération intermédiaires et honoraires		Europe	
- Publicités, publications		Détailler	15199114€
- Déplacements, missions et réceptions	11000€	Détailler <u>aide création poste</u>	<u>51€</u>
- Frais postaux et de télécommunication	11600€	Etat	
- Services bancaires		Autres	
- Divers... <u>CD N°4 ACBK</u>	41000€	Détailler	
<b>63 Impôts, taxes et versements assimilés</b>		<b>75 Autres produits de gestion courante</b>	
- Taxe sur les salaires		- Cotisations	110519€
- Impôts locaux		- Collectes...	
- Impôts fonciers	131000€	<b>76 Produits financiers</b>	
- Autres taxes... <u>Semaines Culturelles</u>		<b>77 Produits exceptionnels</b>	
<b>64 Charges de personnel</b>		<b>78 Reprises sur amortissements et provisions</b>	
- Salaires bruts	115600€	<b>S/Total 1 des dépenses</b>	
- Charges patronales...		<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</b>	
<b>65 Autres charges de gestion courante</b>		- 860 Secours en nature	
...		- 861 Mise à disp. gratuite de biens	
<b>66 Charges financières</b>		- 862 Mise à disp. gratuite de prestations	
<b>67 Charges exceptionnelles</b>		- 864 Personnel bénévole	
<b>68 Dotations aux amortissements et provisions</b>		<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	
<b>S/Total 1 des dépenses</b>		<b>S/Total 1 des recettes</b>	
<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
- 860 Secours en nature		- 870 Bénévolat	
- 861 Mise à disp. gratuite de biens		- 871 Prestations en nature	
- 862 Mise à disp. gratuite de prestations		- 875 Dons en nature	
- 864 Personnel bénévole		<b>TOTAL DES RECETTES</b>	
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>		<b>Résultat antérieur - Solde débiteur (Déficit)</b>	
<b>Résultat antérieur - Solde créancier (Excédent)</b>	50497157€	<b>Résultat antérieur - Solde débiteur (Déficit)</b>	50497157€

← STRICTE EGALITE DES CHARGES ET DES PRODUITS →

2012

Nom et signature du Président

Nom et signature du Trésorier

M. Metref YaminaM. Metref Takar

\*Président ou responsable légal dûment habilité par une délégation de signature

Administrateur

## Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ.

## Culture et Patrimoine

### Attribution d'une subvention à l'association Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier et convention de partenariat Exercice 2014

#### Monsieur le Maire rapporte :

Dédiée à la connaissance des cinémas du bassin méditerranéen, de la mer Noire, du Portugal et de l'Arménie l'association Festival International du Cinéma Méditerranéen organise sa 35<sup>ème</sup> édition qui se déroulera du 24 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 2014 au Corum et au Centre Rabelais.

Le Festival aborde non seulement le patrimoine cinématographique mais entre de plain-pied dans l'actualité, parfois féroce, et dans des sociétés en pleine métamorphose. Il participe ainsi à l'expression d'une difficile émancipation tournée vers la recherche de la démocratie et d'une vie plus juste. Articulant ainsi le passé et le présent le Festival International du Cinéma Méditerranéen se projette résolument du côté de l'avenir.

La Ville de Montpellier est un partenaire essentiel de la manifestation et a permis dès les années 80 de lancer et de développer cette manifestation. Ce sont plus de 250 films qui sont projetés, représentant plus de 30 nationalités. L'édition 2013 a accueilli 84 000 spectateurs, public majoritairement montpelliérain, qui a largement plébiscité la richesse et la qualité des productions cinématographiques récentes du bassin méditerranéen.

De nombreux prix sont décernés durant le festival et certains couronnent le travail effectué durant l'année. Parmi les plus importants concernant les longs métrages, le Prix Antigone d'Or : 15 000 euros de récompense et une aide à la diffusion ainsi que des prestations techniques d'un montant de 2500 euros. Pour les courts métrages, le Grand prix d'un montant de 4 000 euros ; le Prix du jeune public de la Ville de Montpellier de 2 000 euros.

Au-delà des productions méditerranéennes inédites, des compétitions longs métrages, courts métrages et documentaires, des panoramas et des avant-premières, l'édition 2014 mettra à l'honneur le producteur

méditerranéen **Toscan du Plantier**, en partenariat avec Gaumont, et rendra hommage à **Vittorio de Sica**, réalisateur, metteur en scène et acteur italien. Un focus sera également proposé sur la nouvelle génération du cinéma grec. Par ailleurs, les nombreuses projections inédites permettent de rencontrer les équipes de film en collaboration avec les grands distributeurs et les exploitants locaux.

Le **dispositif Produire en Méditerranée** est remplacé cette année par des **Journées Professionnels** positionnant toujours Montpellier comme une plateforme essentielle à la production de films sur le bassin Méditerranéen. Du 28 au 30 octobre, ces journées s'articuleront autour de trois temps forts : la 24<sup>ème</sup> bourse d'aide au développement proposant cette année une sélection de 13 projets de fictions longs métrages méditerranéens, les **tables rondes, présentations et débats**, ainsi que les **rencontres projets, le fonds d'aide...** Cela constitue aux yeux de la Ville de Montpellier un élément déterminant dans le développement et la professionnalisation du festival.

**La contribution de la Ville au Festival du Cinéma Méditerranéen est majeure.** Elle se décline non seulement en termes de subvention versée mais aussi en termes d'aide en nature ainsi que par la désignation de professionnels au Conseil d'Administration proposé par délibération. Deux de ces personnalités ont été nommées au bureau de l'association : Serge Lalou, producteur, vice-président, Nathalie Combe, productrice, trésorière.

Par ailleurs, la Ville de Montpellier met à disposition de l'association d'une part, **le Centre Rabelais** et son personnel pendant les 10 jours du Festival pour une valeur de 15 550, comprenant la location de la salle (1 300 € par jour) et la mise à disposition d'un projectionniste (250 € par jour). D'autre part, les locaux sis au **Moulin de l'Evêque** destinés à l'administration à l'année du Festival d'une valeur de 36 400 euros. L'emplacement privilégié et la superficie de ces locaux de 330 m<sup>2</sup> sur trois étages constituent un atout pour le fonctionnement et la visibilité du festival. Leur accès est de premier ordre : à huit minutes de l'aéroport, proche de la gare, desservi par deux lignes de tramway et par le réseau des bus de l'agglomération.

Considérant ainsi que cette manifestation contribue au développement de la culture cinématographique, domaine important de la politique culturelle de la Ville et de son rayonnement, la Ville de Montpellier propose d'attribuer à l'association Festival du Cinéma méditerranéen une subvention de 260 000 euros pour l'organisation du festival, des Journées professionnelles cinemed, du prix jeune public, de l'opération Hors les murs et de passer une convention de partenariat, jointe en annexe, avec ladite association.

Le budget prévisionnel est également joint en pièce annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Festival du Cinéma Méditerranéen : compte de résultat 2013 et budget prévisionnel 2014.

charges			produits		
	2013	2014		2013	2014
Charges d'exploitation	922 534	934 400	Produits d'exploitation	236 412	204 600
Salaires et charges	358 198	369 317	Subventions globalisées	933 900	1 085 900
			<i>Etat</i>	88 000	120 000
			<i>Région</i>	74 000	94 000
			<i>Ville Mtp</i>	267 000	297 000
			<i>Conseil Gén.</i>	4 900	4 900
			<i>Agglomération</i>	450 000	470 000
			<i>Fonds Européens</i>	50 000	100 000
			Mécénat	24 500	18 200
			Reprises sur provisions	25 283	
Charges financières	974		Produits financiers	4	
Charges exceptionnelles	463		Produits exceptionnels	8 841	
<b>Total</b>	<b>1 307 755</b>	<b>1 308 700</b>	<b>Total</b>	<b>1 228 971</b>	<b>1 308 700</b>
<b>Pertes d'exploitation</b>	<b>78 784</b>				

240

Tableau d'attribution :

Code	Nom association	Nature	Montant
105	Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier	F	260 000 €

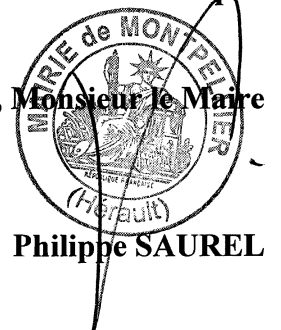
Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- D'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constituent des aides en nature et dire que les montants valorisés de ces aides seront ainsi inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de **260 000 €** ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publiée le : vendredi 25 07 2014

Nom de la structure :  
Intitulé du Projet :  
Montant attribué :  
Thématique :



**CONVENTION DE PARTENARIAT  
ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS  
MISE À DISPOSITION**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire agissant *ès qualité* en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 juillet 2014.

D'une part,

Et :

L'association Festival International du Cinéma Méditerranéen représentée par Henri Talvat, Président, élu par le Conseil d'Administration en date du 17 avril 2013.

D'autre part,

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de déterminer les financements, leurs affectations ainsi que l'ensemble des moyens et avantages en nature accordés par la Ville; de préciser les modalités de règlement des subventions; les modalités d'intervention et le soutien de la Ville de Montpellier en terme de communication ; les conditions dans lesquelles s'établiront les relations entre les partenaires.

Pour la mise en œuvre de ses projets, l'association Festival International du Cinéma Méditerranéen a sollicité auprès de la Ville de Montpellier une subvention de 290 000 euros pour son fonctionnement.

**Article 2 : Durée de la convention et caducité**

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois pour la subvention en fonctionnement, à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 5 de cette présente convention.

262

### **Article 3 : Montant de la subvention accordée par la Ville de Montpellier**

La Ville de Montpellier accorde à l'association Festival International du Cinéma Méditerranéen une subvention de 260 000 euros pour :

- l'organisation du festival Cinemed,
- les journées professionnelles Cinemed
- le Prix du jeune public,
- l'opération Hors les murs.

### **Article 4 : Mise à disposition de locaux pour l'association festival International du Cinéma méditerranéen**

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier met à la disposition de l'association Festival International du Cinéma Méditerranéen d'une part des locaux pour le déroulement de la manifestation et du dispositif Produire en Méditerranée proprement dite ainsi que le personnel et les moyens techniques nécessaires et, d'autre part des locaux à l'année pour permettre la bonne administration de la manifestation et autres opérations portées par l'association (festival Jeune Public, L'Agglomération fait son cinéma, la programmation du ciné-Club, les actions d'éducation artistiques ...).

#### Mise à disposition du Centre Rabelais.

La Ville de Montpellier met à disposition le Centre Rabelais pour les besoins du festival, qui comprend la grande salle Rabelais ainsi que la salle située dans le hall d'entrée. Elle met également à disposition le personnel d'accueil et le personnel technique, ainsi que le matériel de projection audio-visuel durant une période de dix jours.

Ces aides en nature s'élèvent à **15 550 euros**.

#### Mise à disposition des locaux sis au Moulin de l'Evêque

La Ville de Montpellier met à disposition toute l'année pour les besoins de l'organisation et de l'administration de l'association Festival International du Cinéma Méditerranéen les locaux situés au rond-point Moulin de l'Evêque, 78 rue du Pirée. Il s'agit d'un immeuble isolé sur 3 niveaux d'une superficie totale de 330 m<sup>2</sup>.

Ces locaux sont à un endroit privilégié en entrée de ville à 8 minutes de l'aéroport et à 1,5 km de la gare Montpellier St Roch. Ils sont desservis par les lignes 1 et 4 du tramway ainsi que par le réseau bus de la TAM. Il est par ailleurs en accès direct de l'autoroute A9 et possède un parking de 22 places. Outre cette facilité d'accès il est d'excellente visibilité et contribue à la notoriété du festival.

La valeur locative annuelle est estimée à **36 400 euros**.

### **Article 5 : Modalités de paiement de la subvention**

Le versement de la subvention d'un montant de 260 000 euros s'effectuera en deux fois.

**Un premier versement égal à 70%** du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 1 exemplaire original (Pièce n°1), ainsi que du Relevé d'Identité Bancaire de l'association (Pièce n°2).

**Le solde de la subvention soit 30%** sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : le compte de résultat 2013 certifiés par le Président, ou le Commissaire aux Comptes, accompagnés des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public;

- Pièce n°4 : le rapport d'activité 2013 ;
- Pièce n°5 : un rapport final de réalisation du projet pour la saison 2014 ;
- Pièce n°6 : un état définitif, certifié par le Président, des recettes et des dépenses afférentes au projet, justifiées par un état des factures acquittées ;
- Pièce n°7 : le pré-projet pour 2015.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire.

## **Article 6 : Conditions d'utilisation et engagements de l'association Festival International du Cinéma Méditerranéen**

L'association Festival International du Cinéma Méditerranéen s'engage :

- à utiliser les subventions conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- à remettre à la Ville :
  - \* les comptes de l'année 2014 certifiés par le Président ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2014 ;
  - \* un rapport final de réalisation des deux projets : Festival hors les murs et Prix jeune public ainsi qu'un état définitif des recettes et dépenses affectées à ces deux projets, mettant en évidence l'état de leur réalisation présentés lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;
- à faire apparaître sur tous documents relatifs à la 36ème édition du Festival l'intervention de la Ville de Montpellier à la hauteur de l'ensemble de ses engagements financiers y compris en nature et de l'expression du soutien de son représentant ainsi que son logo qui devra être apposé sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association.

Le montant des mises à disposition apparentées à des subventions en nature devront apparaître expressément dans les comptes de l'association.

## **Article 7 : Modalités de contrôle**

En plus des pièces listées à l'article 5 la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à l'association Festival International du Cinéma Méditerranéen toute pièce justificative complémentaire jugée utile. L'association Festival International du Cinéma Méditerranéen s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin il pourra être demandé aux représentants de l'association Festival International du Cinéma Méditerranéen d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

## **Article 8 : Devoir d'information**

L'association Festival International du Cinéma Méditerranéen s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

## **Article 9 : Informations complémentaires éventuelles**

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.



## **Article 10 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée**

En cas de non-respect par l'association Festival International du Cinéma Méditerranéen des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. L'association Festival International du Cinéma Méditerranéen dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux\*,

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'association\*  
Festival International  
du Cinéma Méditerranéen

Monsieur le Maire

Le Président

*\*Parapher chaque page et faire précéder la signature de la mention « Lu et approuvé »*

### **Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789**

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

## Budget Prévisionnel global 2014

**Dépenses = Recettes** (Les dépenses doivent être égales aux recettes)

Inclure les dépenses et recettes afférentes au projet détaillé en fiche B le cas échéant

DEPENSES	Montant Prévisionnel(€)	RECETTES	Montant Prévisionnel(€)
<b>60 Achats</b>		<b>70 Ventes</b>	
- Achats d'études et de prestations de services	12050€	- Billeterie	204600€
- Achats non stockés de matières et fournitures	1500€	- Marchandises	127000€
- Fournitures non stockables (eau, énergie)	6250€	- Prestations de services	1100€
- Fournitures administratives	3500€	- Produits des activités annexes	48500€
- Autres fournitures...	800€	....	90000€
<b>61 Services extérieurs</b>	521350€	<b>74 Subventions d'exploitation (ou de fonct.)</b>	1085900€
- Sous traitance générale	89000€	Collectivités	
- Locations mobilières et immobilières	418800€	Conseil Régional	94000€
- Entretien et réparation	9050€	Conseil Général	4900€
- Assurances	4000€	Communauté d'Agglomération	470000€
- Documentation	2500€	Ville de Montpellier	217000€
- Divers...		- Fonctionnement :	20000€
<b>62 Autres Services externes</b>	401000€	- Projet :	3000€
- Rémunération intermédiaires et honoraires	29700€	Europe	
- Publicités, publications	116500€	Détailler	220000€
- Déplacements, missions et réceptions	176300€	Etat	
- Frais postaux et de télécommunication	12200€	Détailler	cnc 107000+olif 8000+educ nat 5000
- Services bancaires	2100€	Autres	
- Divers...	84200€	Détailler	
<b>63 Impôts, taxes et versements assimilés</b>	11200€	<b>75 Autres produits de gestion courante</b>	18200€
- Taxe sur les salaires	9800€	- Cotisations	
- Impôts locaux	900€	- Collectes...	18200€
- Impôts fonciers		<b>76 Produits financiers</b>	
- Autres taxes...	500€	<b>77 Produits exceptionnels</b>	
<b>64 Charges de personnel</b>	358100€	<b>78 Reprises sur amortissements et provisions</b>	0€
- Salaires bruts	250000€	<b>S/Total 1 des dépenses</b>	1308700€
- Charges patronales...	106100€	<b>S/Total 1 des recettes</b>	1308700€
<b>65 Autres charges de gestion courante</b>		<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</b>	
....		- 860 Secours en nature	
<b>66 Charges financières</b>		- 861 Mise à disp. gratuite de biens	
<b>67 Charges exceptionnelles</b>		- 862 Mise à disp. gratuite de prestations	
<b>68 Dotations aux amortissements et provisions</b>	7000€	- 864 Personnel bénévole	
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	1308700€	<b>TOTAL DES RECETTES</b>	1308700€
Résultat antérieur - Solde créditeur (Excédent)		Résultat antérieur - Solde débiteur (Déficit)	

← STRICTE EGALITE DES CHARGES ET DES PRODUITS →

Nom et signature du Président

2012

Nom et signature du Trésorier

\*Président ou responsable légal dûment habilité par une délégation de signature

## Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ.

## Journée technique "Gestion des eaux pluviales" Autorisation de demande de subventions

### Monsieur le Maire rapporte :

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse a lancé un appel à projet sur la thématique « réduire la pollution pluviale » pour l'année 2014. Dans ce cadre, l'Agence de l'Eau organise des journées techniques en partenariat avec les collectivités afin de mieux faire connaître les techniques alternatives de gestion des eaux pluviales. Compte tenu des divers aménagements réalisés sur le territoire de Montpellier, l'Agence de l'Eau a proposé à la ville de Montpellier d'être partenaire de cet événement.

Cette journée a eu lieu le 27 mai 2014 en présence d'une centaine de participants : collectivités, aménageurs, paysagistes... et a permis de mettre en avant les actions de la ville de Montpellier pour concilier l'aménagement urbain et la gestion intégrée des eaux pluviales.

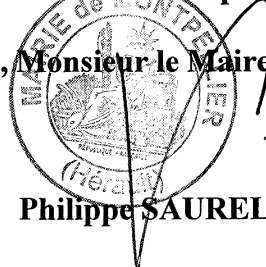
Le coût de cette manifestation s'élève à 5 760 € TTC pour la ville de Montpellier. Cette action d'animation, de communication et de sensibilisation est éligible aux aides financières de l'Agence de l'Eau à hauteur de 80%.

### En conséquence, nous vous proposons :

- de solliciter l'aide financière auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

## Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ.

## Restauration de la continuité écologique sur le Lez Approbation des projets de travaux sur les trois seuils Richter et le barrage du Pont l'Evêque Autorisation de demande de subvention

### Monsieur le Maire rapporte :

Le bassin versant du Lez est identifié par le Plan de gestion des poissons migrateurs du bassin Rhône Méditerranée (PLAGEPOMI 201-2014) comme une zone d'action prioritaire pour la reconquête d'axes de migration pour l'anguille. En effet, la présence des ouvrages transversaux dans les cours d'eau perturbe le déplacement des populations piscicoles. Des équipements spécifiques permettent de rendre ces ouvrages franchissables par les poissons.

Dans le cadre du Xème programme d'intervention de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, cette opération a été identifiée comme pouvant bénéficier d'une aide financière jusqu'à un taux potentiel de 80 % au titre de l'année 2014. Au-delà de 2014, l'aide financière pourrait être revue à la baisse en fonction des priorités d'interventions et des possibilités de financement de l'Agence de l'Eau. Pour bénéficier d'un taux d'aide maximum il convient donc de déposer une demande d'aide financière avant le mois de septembre 2014.

Dans ce contexte, le Syndicat du Bassin du Lez, en accord avec la ville de Montpellier, a réalisé en 2013 une étude concernant 4 ouvrages propriétés de la Ville, soit les 3 seuils « Richter » et le barrage à clapet du Pont l'Evêque en vue d'établir un projet de travaux d'amélioration des dispositifs de franchissement piscicole.

1- Les trois seuils dits de Richter se situent entre le barrage mobile en aval du pont Juvénal et le barrage du pont Trinquat. Ces seuils fixes béton droits de faible hauteur ne sont actuellement pas équipés de dispositifs de franchissement piscicole.

Le principe des ouvrages projetés consiste en la mise en place d'un support rugueux (dalles) sur le parement des berges bétonnées permettant d'assurer le franchissement des anguilles par reptation.

Coût des travaux : 124 000 € H.T.

2- Le barrage du Pont l'Evêque est composé de 3 clapets, il présente une hauteur de retenue de 2.5 m. Le dispositif actuel de franchissement pour les anguilles situé en rive gauche, constitué d'une prise d'eau et d'une rampe en 3 volées, n'est pas fonctionnel.

Les travaux d'aménagements projetés concernent la remise en état du dispositif actuellement dégradé. Les travaux visent à créer une nouvelle volée et un nouveau bassin de retournement permettant d'assurer le franchissement par reptation des anguilles.

Coût des travaux : 110 000 € H.T.

Les travaux devront être réalisés en période d'étiage et peuvent être réalisés en deux tranches distinctes : le barrage du Pont l'Evêque dans une première tranche et les seuils Richter dans une deuxième tranche.

Le montant total de l'opération s'élève à:

- Travaux : 234 000 € HT
- Prestations complémentaires (SPS, bureau de contrôle, ...) 30 000 € HT

Soit un montant total de 264 000 € HT (317 000 € TTC).

Compte tenu de ces aides la répartition du financement de l'opération sera la suivante :

- Agence de l'Eau (80 % du montant TTC) : 253 600 €
- Ville de Montpellier (20 % du montant TTC) : 63 400 €

Cette opération sera proposée à l'occasion des prochaines échéances budgétaires, sous réserve de l'obtention des aides financières.

**En conséquence, nous vous proposons :**

- d'approuver le projet d'aménagement des ouvrages de franchissement piscicole du barrage du pont l'Evêque et des seuils Richter,
- de solliciter l'aide financière auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : vendredi 25 07 2014**

## Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ.

## Lutte contre les inondations Travaux d'aménagement du Pont des Pradiers - Verdanson aval Approbation du dossier réglementaire relatif à la demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau Demande d'ouverture d'enquête publique

### Monsieur le Maire rapporte :

Le risque de débordement du Verdanson au niveau de la rue de la Pépinière a été mis en évidence lors des inondations d'octobre 2005. Lors de cet épisode (270 mm en 24h00) la cote d'alerte a été atteinte au niveau du pont des Pradiers. Les riverains ont observé qu'il restait moins de 50 cm de revanche avant débordement.

Ce risque a été confirmé par les modélisations hydrauliques réalisées en 2007 et en 2009. La capacité du pont des Pradiers est insuffisante pour une crue centennale. L'analyse du risque sur ce secteur indique un risque de débordement en rive gauche qui pourrait entraîner la submersion rapide des zones urbaines voisines fortement vulnérables.

Le projet d'aménagement du pont des Pradiers a pour but de réduire le risque d'inondation dans la zone urbaine voisine.

### Les travaux comprennent :

- La modification de l'entonnement au niveau du pont des Pradiers pour optimiser l'écoulement hydraulique
- La réalisation d'un dispositif anti-embâcle en amont de l'ouvrage,
- La réalisation d'un muret en haut des berges sur une hauteur suffisante pour empêcher le débordement sur un linéaire d'environ 300 m en amont du pont.

La réalisation de digues est soumise à autorisation au titre de l'article L 214-1 du Code de l'Environnement. De ce fait le dossier fera l'objet d'une enquête publique.

Le dossier d'autorisation au titre du Code de l'Environnement comprend :

- la présentation des travaux ;
- l'analyse des incidences du projet sur l'eau ;

- les mesures compensatoires et correctives ;
- l'analyse de compatibilité avec le SDAGE et le SAGE ;
- les mesures de surveillance ou d'évaluation.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

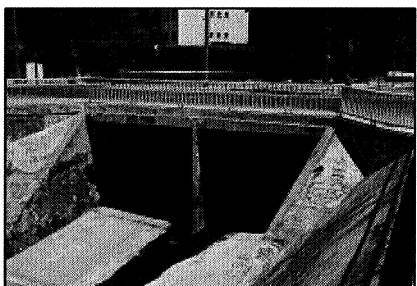
- d'approuver le dossier d'autorisation au titre des articles L.214-1 à 6 du Code de l'Environnement pour la réalisation des travaux d'aménagement du pont des Pradiers sur le Verdanson aval,
- de demander l'ouverture de l'enquête publique relative à la Déclaration Loi sur l'eau,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire**



**Publiée le : vendredi 25 07 2014**



# AMENAGEMENT DU PONT DES PRADIER

# Dossier Loi sur l'Eau (DLE)



**SAFEGE**  
*Ingénieurs Conseils*

SIÈGE SOCIAL  
PARC DE L'ILE - 15/27 RUE DU PORT  
92022 NANTERRE CEDEX  
Agence de MONTPELLIER : Bruyère 2000 bât.1 – 650 rue H. Becquerel – CS 75542 – 34 961 MONTPELLIER Cedex 2



## TABLE DES MATIERES

<b>Table des Matières .....</b>	<b>1</b>
<b>Table des illustrations.....</b>	<b>4</b>
<b>Table des Annexes.....</b>	<b>5</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>5</b>
<b>PREAMBULE .....</b>	<b>6</b>
<b>A - IDENTIFICATION DU DEMANDEUR.....</b>	<b>7</b>
<b>B - EMPLACEMENT DU PROJET .....</b>	<b>9</b>
<b>C - PRESENTATION DU PROJET .....</b>	<b>12</b>
1 Nature et objet de l'opération.....	13
1.1 Modification de l'entonnement .....	13
1.1.1 Pré-dimensionnement.....	13
1.1.2 Estimation des volumes .....	14
1.1.3 Modalités de réalisation .....	14
1.2 Réalisation d'un dispositif anti-embâcle en amont de l'ouvrage.....	14
1.2.1 Définition de la géométrie projetée.....	15
1.2.2 Modalités de réalisation .....	15
1.3 Réalisation d'un muret en haut de berge .....	15
1.3.1 Définition de la géométrie projetée.....	15
1.3.2 Pré-dimensionnement.....	16
1.3.2.1 Mode de fondation.....	16
1.3.2.2 Contraintes de calcul .....	16
1.3.2.3 Tassements prévisionnels .....	17
1.3.2.4 Modalités de réalisation.....	17
1.3.2.5 Réfection des abords des murets .....	18
2 Contexte réglementaire et nomenclature.....	19
2.1 Dossier "Loi sur l'Eau" .....	20
2.2 Autres documents réglementaires établis .....	20
2.2.1 Réglementation « Digues et barrages ».....	20
2.2.2 Dispositions applicables aux opérations soumises à autorisation .....	21
2.2.3 Dossier d'enquête publique.....	23
2.3 Synthèse .....	23
3 Appréciation sommaire du détail estimatif .....	24
4 Rapport coûts bénéfices de l'opération .....	25
5 Planning prévisionnel des travaux.....	27
<b>D - DOCUMENT D'INCIDENCE .....</b>	<b>29</b>
<b>D.1 - ETAT INITIAL.....</b>	<b>30</b>
1 Environnement physique.....	31

1.1	Climatologie .....	31
1.1.1	Températures.....	31
1.1.2	Précipitations.....	32
1.1.3	Vents .....	32
1.2	Contexte topographique.....	33
1.3	Contexte géologique.....	34
1.4	Contexte géotechnique .....	34
1.5	Contexte hydrogéologique.....	35
1.6	Occupation des sols .....	36
1.7	Contextes hydrologique et hydraulique .....	37
1.7.1	Contexte hydrologique.....	37
1.7.1.1	Contexte hydrographique général.....	37
1.7.1.2	Estimation des débits centennaux.....	38
1.7.2	Contexte hydraulique .....	38
1.7.2.1	Zones de débordement.....	39
1.7.2.2	Capacités hydrauliques des ouvrages d'art.....	40
1.8	Qualité de l'eau .....	41
1.8.1	Données hydrobiologiques et piscicoles .....	41
1.8.1.1	Objectifs de bon état écologique .....	41
2	Environnement naturel et patrimoine .....	42
2.1	Patrimoine naturel, historique et archéologique .....	42
2.1.1	Les monuments historiques.....	42
2.1.2	Les monuments et sites.....	42
2.1.3	Les sites et vestiges archéologiques .....	43
2.2	Espaces naturels sensibles - Natura 2000 .....	43
3	Environnement humain .....	45
3.1	Cadre routier.....	45
3.2	Cadre urbain .....	46
3.3	Contraintes techniques.....	48
3.3.1	Réseau pluvial.....	48
3.3.2	Réseau d'eaux usées .....	49
3.3.3	Gaz.....	50
3.3.4	Électricité.....	50
3.3.5	Éclairage public .....	50
3.3.6	Signalisation lumineuse .....	50
3.3.7	Mobilier urbain .....	50
<b>D.2</b>	<b>- EFFETS DU PROJET SUR L'EAU.....</b>	<b>51</b>
1	Eaux superficielles .....	52
1.1	Effets temporaires (en phase travaux) .....	52
1.1.1	Effets qualitatifs .....	52
1.1.2	Mesures en phase travaux .....	52
1.2	Effets permanents .....	53
1.2.1	Effets qualitatifs .....	53
1.2.2	Effets quantitatifs.....	53
1.2.2.1	Impacts hydrauliques du projet hors crue.....	53
1.2.2.2	Impacts hydrauliques du projet en crue .....	53
2	Eaux souterraines .....	69
2.1	Effets temporaires.....	69
2.2	Effets permanents .....	69

3 Milieu Aquatique - Zone humide .....	70
3.1 Effets temporaires.....	70
3.2 Effets permanents .....	70
4 Incidences sur les sites Natura 2000.....	71
<b>D.3 - MESURES COMPENSATOIRES ET CORRECTIVES PREVUES POUR LIMITER LES INCIDENCES.....</b>	<b>72</b>
1 Mesures en phase préparatoire et en phase travaux .....	73
1.1 Installations de chantier .....	73
1.2 Mesures contre le risque d'inondation.....	73
1.2.1 Mesures préventives.....	73
1.2.2 Mesures d'urgence en cas de crue.....	74
1.3 Eaux souterraines .....	74
1.4 Transport des matériaux .....	74
1.5 Opérations .....	75
<b>D.4 - COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE ET LE SAGE.....</b>	<b>76</b>
1 Compatibilité avec le SDAGE .....	77
2 Compatibilité avec le SAGE .....	80
2.1 Présentation du SAGE.....	80
2.2 Les enjeux du SAGE .....	81
2.3 Compatibilité du projet avec le SAGE .....	82
2.3.1 Enjeu 1 : Préservation des milieux aquatiques, des zones humides et des écosystèmes .....	83
2.3.2 Enjeu 2 : La gestion des risques d'inondation dans le respect des milieux aquatiques .....	84
<b>E - MESURES DE SURVEILLANCE OU D'EVALUATION .....</b>	<b>88</b>
<b>F - PIECES GRAPHIQUES .....</b>	<b>90</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>92</b>

## TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Localisation du projet (source : Google Maps ©).....	10
Figure 2 : Schéma d'implantation des murets en crête de talus .....	15
Figure 3 : MNT extrait aux abords de la rue de la Pépinière (source : ISL, 2009).....	25
Figure 4 : Secteur situé sous la cote 18,5 m NGF (source : ISL, 2009) .....	26
Figure 5 : Moyennes interannuelles 2000-2010 des précipitations (source : METEO France, Fréjorgues).....	32
Figure 6 : Carte topographique et contexte hydrographique (Source : CARMEN).....	33
Figure 7 : Carte géologique et zone d'étude (source : BRGM).....	34
Figure 8 : Zone de projet et masses d'eau souterraine (SDAGE).....	35
Figure 9 : Zone de projet et occupation du sol (Source : CORINE LAND COVER, 2006) .....	36
Figure 10 : Contexte hydrologique général (Source : CARMEN) .....	37
Figure 11 : Lits et obstacles artificiels (Source : CARMEN).....	39
Figure 12 : Zone inondable (base PPRI Héraults).....	39
Figure 13 : Capacités basses (m <sup>3</sup> /s) des ouvrages d'art existants (Source : ISL, 2009) .....	40
Figure 14 : Capacités hautes (m <sup>3</sup> /s) des ouvrages d'art existants (Source : ISL, 2009) .....	40
Figure 15 : Localisation des sites inscrits et classés (données carmen).....	43
Figure 16 : Localisation des espaces naturels sensibles (données carmen) .....	44
Figure 17 : Réseau viaire à proximité de la zone du projet (source : GEOPORTAIL ©) .....	45
Figure 18 : Extrait du plan des transports en commun aux abords du projet (source : TAM 2011).....	45
Figure 19 : Localisation cadastrale du site et du projet (source : GEOPORTAIL) .....	47
Figure 20 : Regards circulaires à proximité du muret projeté en rive gauche .....	49
 Photo 1 : Photographie de la rive gauche du Verdanson et de la rue de la Pépinière en contrebas	11
Photo 2 : Vue détaillée du bord du tablier destiné à accueillir la casquette.....	14
Photo 3 : Vue des murets (vers l'amont) depuis le pont des Pradiers .....	16
Photo 4 : Revêtements rencontrés le long du trottoir en rive droite du projet.....	18
Photo 5 : Arrivées pluviales en rive droite du Verdanson (vue vers l'amont).....	48
Photo 6 : Vue de deux types d'interférences avec le réseau pluvial prévues.....	48
Photo 7 : Exutoires pluviaux dans l'emprise des travaux d'optimisation de l'entonnement .....	49
 Tableau 1 : Estimatif prévisionnel de coût des travaux	24
Tableau 2 : Moyennes interannuelles 2000-2010 des températures (source : METEO France, Fréjorgues).....	31
Tableau 3 : Caractéristiques du sous bassin versant et masses d'eau superficielles concernées par le projet .....	38
Tableau 4 : Objectifs de bon état écologique : Milieu Superficiel (Source : SDAGE) .....	41
Tableau 5 : Problème et mesures du bon état écologique du Verdanson (Source : SDAGE).....	41

---

## TABLE DES ANNEXES

---

**Annexe 1 Etudes complémentaires**

**Annexe 2 Plans des travaux projetés**

**Annexe 3 Mesures préventives (DDTM34)**

---

## BIBLIOGRAPHIE

---

*Études antérieures :*

[1] HYDROLOGIK INGENIERIE, Avis hydraulique Verdanson Aval, Ville de Montpellier, version 1.2 du 05/07/2007, 14 p.

[2] ISL INGENIERIE, LUTTE CONTRE LES INONDATIONS « VERDANSON AVAL », Ville de Montpellier, rapport RM0-45\_B, septembre 2009, 23 p.

[3] CEBTP, Aménagement du Pont des Pradiers, Expertise du génie-civil, Ville de Montpellier, dossier CMO3.B.718, 16/03/2011, 51 p.

[4] FONDASOL, Aménagement du Pont des Pradiers, Mission géotechnique G12, Ville de Montpellier, rapport EMO.11.227-001-ind0, 26/01/2012, 66 p.

[5] SAFEGE, Aménagement du Pont des Pradiers, Rapport d'avant-projet (AVP), Ville de Montpellier, rapport v.2, mars 2012, 66 p.

*Documents généraux :*

[6] Surveillance, Entretien et Diagnostic des digues de protection contre les inondations – Meyriau, Royet & Folton – CEMAGREF – 2004

[7] Guide technique pour l'inspection visuelle détaillée des ouvrages de protection contre les crues torrentielles – CETE Méditerranée

## PREAMBULE

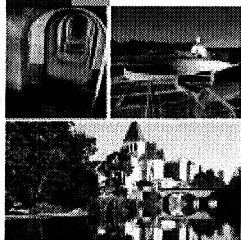
---

La ville de Montpellier est traversée par le Verdanson. Ce cours d'eau a connu de nombreuses crues qui ont inondé la zone urbaine située aux alentours.

**La ville de Montpellier** a pour mission la réalisation des études et travaux relatifs à la protection et à la gestion hydraulique sur son territoire.

Le but du projet est de réduire le risque inondation dans la zone urbaine en réaménageant le pont des Pradiers.

Le présent document constitue le dossier d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau pour l'aménagement du pont des Pradiers pour lutter contre le risque d'inondation du Verdanson. Il est constitué conformément aux dispositions de l'article 10 de la Loi sur l'Eau et de l'article R 214-32 du Code de l'Environnement.



## A - IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

**MAITRE D'OUVRAGE :**

Ville de Montpellier

**ADRESSE :**

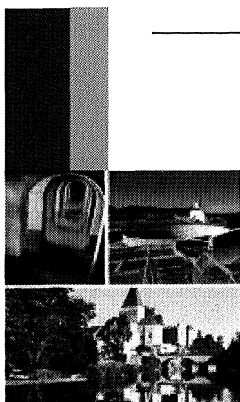
Service Hydraulique Urbaine

Hôtel de Ville

Place Georges FRÊCHE

34267 Montpellier





## B - EMPLACEMENT DU PROJET

### **Localisation administrative**

Commune de situation :

## Montpellier

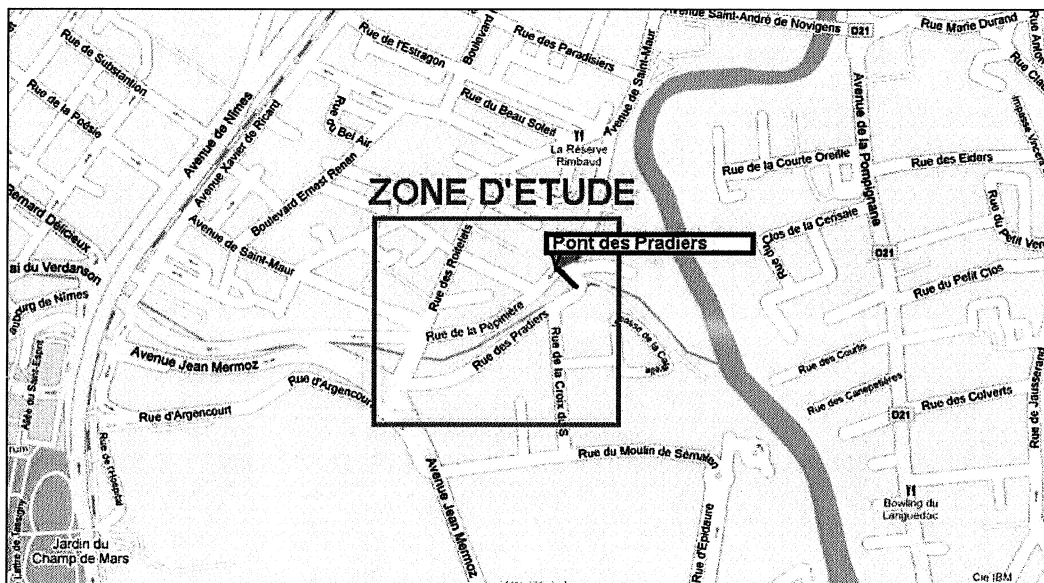
Projet concerné :

## Aménagement du pont des Pradiers pour lutter contre le risque d'inondation du Verdanson Aval.

Le projet se situe sur la commune de Montpellier, dans le département de l'Hérault.

Montpellier a une superficie de 56,9 km<sup>2</sup>. D'après le recensement de l'INSEE en 2008 la commune possédait 252 998 habitants soit une densité de population de 4 447,9 hab/km<sup>2</sup>. Son point culminant s'élève à 57 mNGF. (Parc du Peyrou)

Le tronçon du Verdanson concerné par ce projet se situe entre le pont reliant le carrefour Rimbaud à la rue de la Pépinière et le pont des Pradiers à Montpellier.

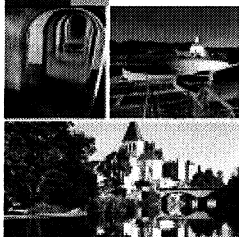


**Figure 1 : Localisation du projet**  
(source : Google Maps ©)

Les conditions d'écoulement sur ce tronçon sont affectées par le pont des Pradiers dont le fonctionnement hydraulique n'est pas optimal. En cas d'événements pluvieux extrêmes, il existe un risque de débordement sur la rive gauche (rue de la Pépinière), qui pourrait entraîner la submersion rapide des zones urbaines voisines fortement vulnérables.



**Photo 1 : Photographie de la rive gauche du Verdanson et de la rue de la Pépinière en contrebas**



## C - PRESENTATION DU PROJET

## 1

## Nature et objet de l'opération

Dans le détail, le projet comprend :

- **Modification de l'entonnement** : l'amélioration de la géométrie de l'entonnement est préconisée pour optimiser l'écoulement hydraulique. Ce type d'aménagement contribue à réduire la perte de charge sur la ligne d'eau au droit de l'ouvrage.
- **Réalisation d'un dispositif anti-embâcle en amont de l'ouvrage** : le projet prévoit d'améliorer écoulements et évacuation des embâcles grâce au profilage de la pile centrale de l'ouvrage (à l'aide d'une tôle pliée en « V ») d'une part, et à la mise en œuvre d'une casquette le long de l'arête amont du tablier d'autre part.
- **Réalisation d'un muret en haut de berge** : il s'agit de réaliser un muret auto-stable d'une hauteur suffisante pour empêcher tout débordement sur un linéaire d'environ 300 m depuis le pont des Pradiers jusqu'au carrefour Rimbaud. L'objectif de cet aménagement est double. D'abord, il doit permettre la mise en charge de l'ouvrage sans débordements latéraux.
- **Aménagement paysager** : le muret en haut de berge sera de hauteur constante égale à 1 m. Sa partie supérieure sera surmontée d'un garde-corps de 0,2 m de hauteur pouvant servir de main courante et portant l'ouvrage à une hauteur sécuritaire de 1,2 m.

### 1.1 Modification de l'entonnement

Les angles forts et saillants de l'entonnement existants créant des conditions d'écoulement défavorables au droit du pont, une modification de la géométrie de l'entonnement est nécessaire.

#### 1.1.1 Pré-dimensionnement

L'optimisation de l'étonnement se fera par la mise en place d'un chanfrein. Il s'agit de transformer l'angle de l'entonnement de manière à ce qu'il fasse un angle de 15°

avec l'axe d'écoulement. Cet aménagement n'impose pas de démolition de tout ou partie des actuels bajoyers. La résistance et le bon état structurel de l'ouvrage actuel seront conservés et comblés de béton de manière à obtenir la géométrie souhaitée.

Aucun dimensionnement de fondation ou d'ancrage géotechnique n'est donc nécessaire. Seul le dimensionnement des ferraillements et ancrages du béton de comblement seront nécessaires en phase d'exécution.

### 1.1.2 Estimation des volumes

La surface du chanfrein souhaitée étant de l'ordre de  $25 \text{ m}^2$  et sa géométrie complexe ayant une épaisseur moyenne de l'ordre de  $1 \text{ m}$ , le volume de béton à mettre en œuvre est estimée à  $25 \text{ m}^3$  par bajoyer, soit un total de  $50 \text{ m}^3$  pour l'ensemble de l'entonnement.

### 1.1.3 Modalités de réalisation

Les nouveaux bajoyers seront en béton XF1 de classe C25/30.

Le fait de réaliser ces travaux dans le lit du cours d'eau constitue une contrainte majeure. Cela induit au quotidien la problématique de l'accès au site du chantier, et en cas de risques orageux, le repli des équipements et des équipes. Une organisation spécifique devra être observée par l'entreprise durant toute la durée du chantier pour empêcher tous risques d'accident.

## 1.2 Réalisation d'un dispositif anti-embâcle en amont de l'ouvrage

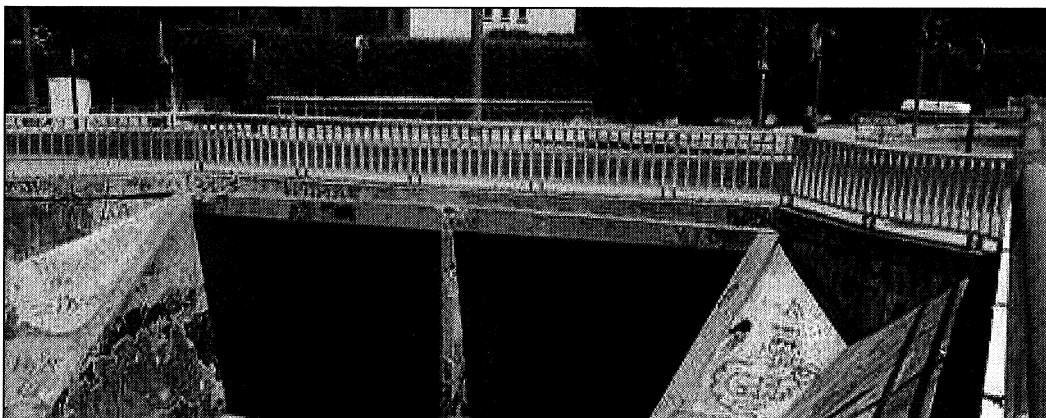


Photo 2 : Vue détaillée du bord du tablier destiné à accueillir la casquette

### 1.2.1 Définition de la géométrie projetée

La casquette et ses ancrages seront en acier inoxydable.

La casquette sera fixée préférentiellement à l'aide d'équerres assurant la liaison avec le tablier du pont des Pradiers. Son fruit sera de l'ordre de 1:2.

Afin d'éviter la stagnation d'eau, un espace vide est à aménager entre la bordure de la casquette et le tablier. Le cas échéant, la caquette devra être perforée de trous laissant l'eau s'écouler sans altérer sa résistance mécanique.

### 1.2.2 Modalités de réalisation

Le pont permet le passage d'une voie de circulation et du tramway.

La conception intègre que :

- la largeur du trottoir est limitée pour l'implantation du mur,
- le chantier ne devra pas perturber la circulation et le passage des tramways.

## 1.3 Réalisation d'un muret en haut de berge

### 1.3.1 Définition de la géométrie projetée

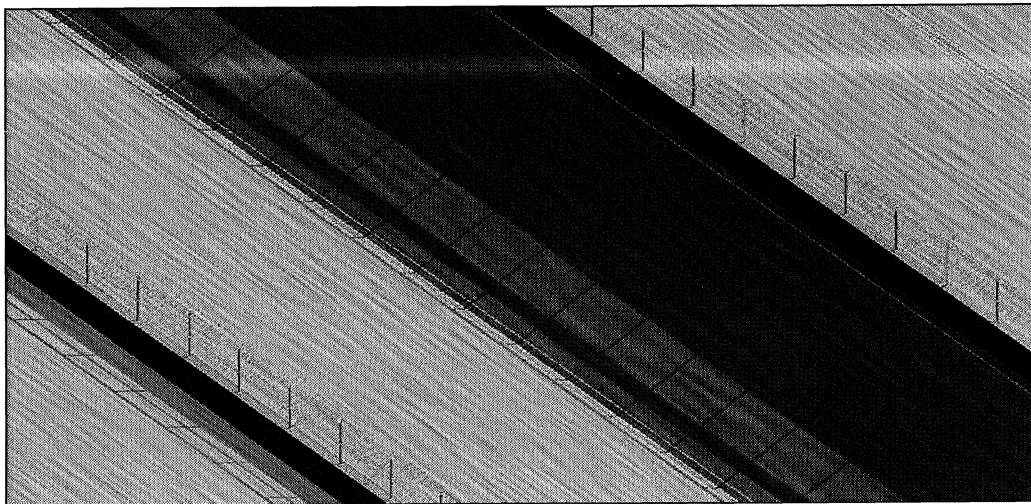


Figure 2 : Schéma d'implantation des murets en crête de talus

Le but du muret de protection est d'empêcher tout débordement sur chaque berge du Verdanson entre le pont Rimbaud et le pont des Pradiers.

La modélisation accomplie par SAFEGE met en évidence qu'un muret de hauteur constante égale à 1m au dessus des crêtes de berges et du pont des Pradiers, permet d'être supérieur à 100% de l'énergie spécifique correspondant à une crue de 130 m<sup>3</sup>/s en tous points et prémuni de ce fait contre les risques de débordement en cas de crue centennale.

Le muret de protection sera prolongé sur l'intégralité du pont des Pradiers de manière à assurer la continuité altimétrique et hydraulique entre rive gauche et rive droite.

Pour une protection optimale contre le risque de chute, le muret sera surmonté d'un garde de corps de 0,2 m de hauteur portant la hauteur de l'ouvrage à 1,2 m au dessus de l'actuelle côte de crête de berge.

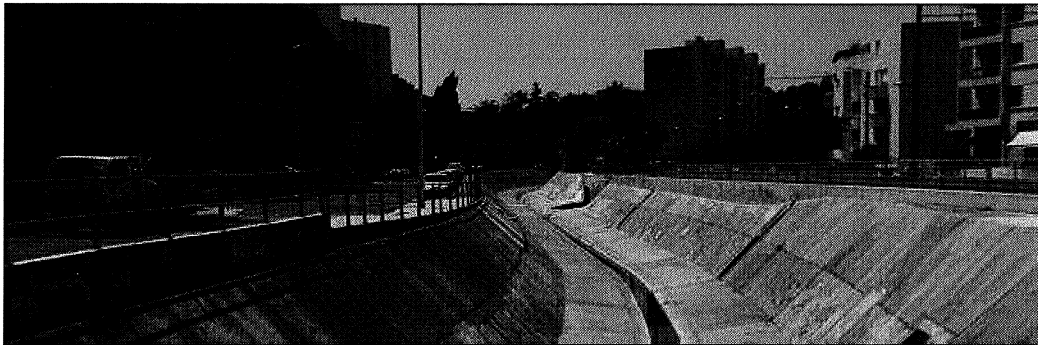


Photo 3 : Vue des murets (vers l'amont) depuis le pont des Pradiers

Cette solution de base offre l'avantage d'un dimensionnement et d'une apparence uniforme du muret tout au long de chacune des berges.

## 1.3.2 Pré-dimensionnement

### 1.3.2.1 Mode de fondation

Compte tenu de la nature des terrains rencontrés et des caractéristiques du projet, le muret de protection pourra reposer sur un système de fondations superficielles par semelles filantes ancrées d'au moins 0,30 m dans les remblais en respectant une profondeur d'assise d'au moins 0,50 m par rapport au niveau actuel et/ou final du terrain (mise hors-gel). Compte tenu de la nature des remblais des sols d'assise, on prévoira impérativement une purge de l'ensemble des éléments évolutifs ou poches molles présents en fond de fouille.

### 1.3.2.2 Contraintes de calcul

Les méthodes de calculs selon les règlements techniques en vigueur sont rappelées en annexe. Nous pouvons retenir dans notre cas :



- $p_{le} = 0,18 \text{ MPa}$
- $k_p = 0,85$  (en considérant une hauteur d'encastrement équivalente  $D_e \geq 0,5 \text{ m}$  et une largeur de fondation  $B \leq 1,0 \text{ m}$ )
- $\gamma D = 0,01 \text{ MPa}$

D'où la contrainte de rupture :  $q_u = 0,16 \times i_{\delta\beta} \text{ MPa}$

Il vient les contraintes de calculs suivantes :

- Aux États Limites de Services :  $q'_{ref} \leq 0,06 \times i_{\delta\beta} \text{ MPa}$
- Aux États Limites Ultimes :  $q'_{ref} \leq 0,08 \times i_{\delta\beta} \text{ MPa}$

Ces contraintes s'entendent pour des fonds de fouille non remaniés et propres.

Il conviendra notamment d'affecter le coefficient  $i_{\delta\beta}$  aux contraintes de calcul en fonction de la géométrie de la fondation, de la topographie du site et de l'inclinaison des charges (annexe F.1 du fascicule 62 titre V).

A titre indicatif, en considérant les hypothèses suivantes :

- angle de talus  $\beta = 45^\circ$
- hauteur d'encastrement équivalente  $D_e = 0,5 \text{ m}$
- largeur de fondation  $B = 0,5 \text{ m}$

Il vient un coefficient  $i_{\beta} = 0,5$ . Ce coefficient est « pessimiste ». En effet, dans notre cas l'inclinaison des charges étant dirigée vers l'intérieur du talus, on aura  $i_{\delta\beta} > i_{\beta}$

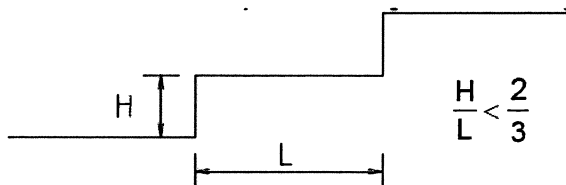
### 1.3.2.3 Tassements prévisionnels

Les tassements sont estimés selon les règlements en vigueur. A titre d'exemple, pour des semelles filantes de 0,40 m de large, ancrées selon les indications du paragraphe ci-avant, et sous une contrainte appliquée à l'ELS de 0,03 MPa, les tassements seront inférieurs ou de l'ordre du demi-centimètre.

### 1.3.2.4 Modalités de réalisation

- Les murets seront en béton XF1 de classe C25/30.
- L'entreprise titulaire du marché devra prendre toutes les précautions nécessaire afin de ne pas déstabiliser les existants tant en phase provisoire que définitive.
- Une précaution particulière sera accordée vis-à-vis du passage du muret sur l'ouvrage d'art existant en rive gauche.
- On veillera à ce que les fonds de fouille soient propres et homogènes. Tout matériau douteux sera purgé et remplacé par du gros béton.
- Les fouilles seront bétonnées à l'avancement et en pleine fouille.
- Les terrassements se feront à l'aide de moyens classiques dans les remblais. Pour les dalles béton, des moyens spécifiques seront nécessaires.
- On prévoira des joints de dilatation régulièrement répartis.

- Pour des fondations à niveaux différents, on respectera la règle des redans (DTU 13.12) :



- Les fondations auront une largeur minimale de 0,40 m pour des semelles filantes.
- Les eaux pluviales et de ruissellement seront collectées et conduites dans des zones éloignées des fondations.
- En rive gauche, la berge est longée par un chemin piétonnier longeant le tramway. En rive droite, la berge est longée par un trottoir et une voie de circulation. Le pont permet le passage d'une voie de circulation et du tramway. La conception intègre que :
  - o la largeur du trottoir est limitée pour l'implantation du mur,
  - o le chantier ne devra pas perturber la circulation et le passage des tramways.

### 1.3.2.5 Réfection des abords des murets

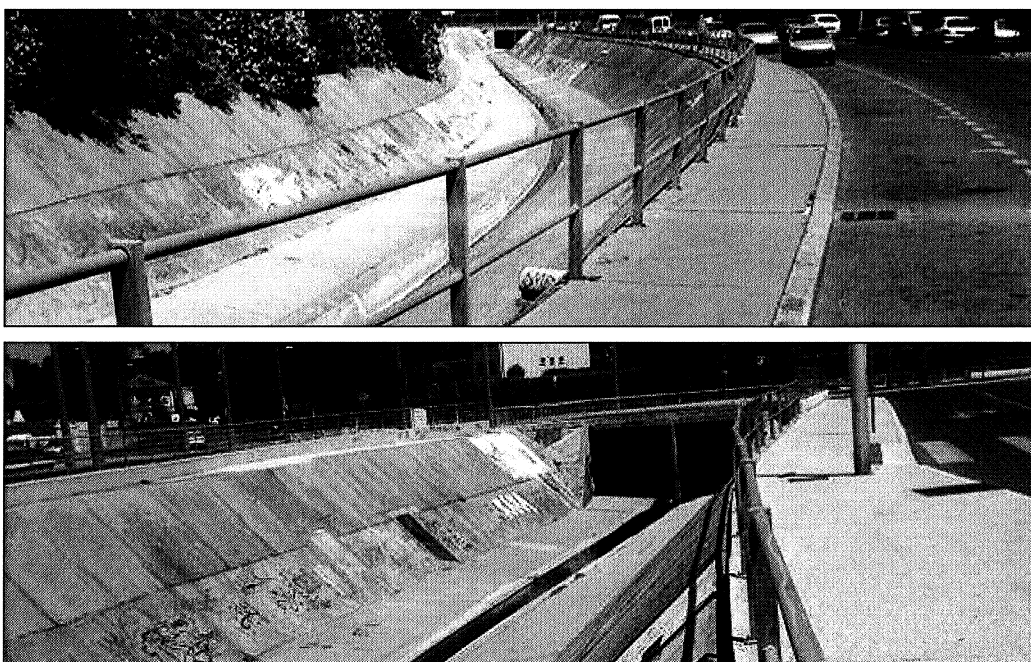


Photo 4 : Revêtements rencontrés le long du trottoir en rive droite du projet

Pour une esthétique accrue, le projet intègre la réfection de l'intégralité des trottoirs longés par les murets (en rive gauche comme en rive droite, y compris linéaires actuellement en enrobé rouge) en béton désactivé.

## 2

**Contexte réglementaire et nomenclature**

Les articles L 214-1 et suivants du Code de l'Environnement disposent que « *sont soumis à autorisation de l'autorité administrative les installations, ouvrages, travaux et activités susceptibles de présenter des dangers pour la santé et la salubrité publique, de nuire au libre écoulement des eaux, de réduire la ressource en eau, d'accroître notablement le risque inondation, de porter atteinte gravement à la qualité de l'eau ou à la diversité du milieu aquatique.* ».

Les travaux sont définis dans la nomenclature issue de l'article R 214-1 du Code de l'Environnement.

Rubrique	Intitulé	Projet	Régime
<b>3.1.2.0</b>	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3. 1. 4. 0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau:  1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) ;  2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D).  Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.	<b>Création de risbermes sur une longueur de 300 ml,</b>	<b>A</b>
<b>3.1.4.0</b>	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes :  1° Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m (A) ;  2° Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D).	<b>Mise en place de mur de soutènement sur 300 ml,</b>	<b>A</b>
<b>3.2.6.0</b>	Ouvrages construits en vue de prévenir les inondations et les submersions et constitutifs d'un système de prévention des risques précités qui est également appelé « digue » (digue de classe A, B ou C)	<b>Mise en place de mur de soutènement sur 300 ml,</b>	<b>A</b>

La réalisation de ce projet nécessite **donc une autorisation** au titre des rubriques concernées.

Selon l'article R 214-8 du code de l'environnement, le projet étant soumis à autorisation, il est soumis à enquête publique.

## 2.1 Dossier "Loi sur l'Eau"

L'article R 214-6 du Code de l'Environnement dispose que le dossier réglementaire doit comprendre les pièces suivantes :

- Le nom et l'adresse du demandeur ;
- La localisation des travaux ;
- La description des travaux ;
- Un document :
  - Indiquant les incidences du projet sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, en fonction des procédés mis en œuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations, de la nature, de l'origine et du volume des eaux utilisées ou affectées et compte tenu des variations saisonnières et climatiques ;
  - Justifiant, le cas échéant, de la compatibilité du projet avec le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux ;
  - Précisant s'il y a lieu les mesures correctives ou compensatoires envisagées ;
  - Les moyens de surveillance et d'intervention ;
  - Les pièces graphiques utiles à la compréhension du dossier. Dans le cas présent, elles sont intégrées au fil du document.

## 2.2 Autres documents réglementaires établis

### 2.2.1 Réglementation « Dignes et barrages »

L'article R 214-13 du code de l'environnement définit les classes des digues de protection contre les inondations et submersions et des digues de rivières canalisées, ci-après désignées "digues" selon l'importance et le contexte du projet. Ces classes sont définies dans le tableau ci-dessous :

CLASSE	CARACTÉRISTIQUES DE L'OUVRAGE ET POPULATIONS PROTÉGÉES
<b>A</b>	Ouvrage pour lequel : $H \geq 1$ et $P \geq 50\,000$
<b>B</b>	Ouvrage non classé en A et pour lequel : $H \geq 1$ et $1\,000 \leq P \leq 50\,000$
<b>C</b>	Ouvrage non classé en A ou B et pour lequel : $H \geq 1$ et $10 \leq P \leq 1\,000$
<b>D</b>	Ouvrage pour lequel soit $H < 1$ , soit $P < 10$

Au sens du présent article, on entend par :

- **"H"**, la hauteur de l'ouvrage exprimée en mètres et définie comme la plus grande hauteur mesurée verticalement entre le sommet de l'ouvrage et le terrain naturel du côté de la zone protégée à l'aplomb de ce sommet ;
- **"P"**, la population maximale exprimée en nombre d'habitants résidant dans la zone protégée, en incluant notamment les populations saisonnières.

**Au vu de la classification citée ci-avant, nous estimons que les futurs murets pourraient être considérés de classe B.**

## 2.2.2 Dispositions applicables aux opérations soumises à autorisation

L'article R214-6 du code de l'environnement, modifié par Décret n°2011-2019 du 29 décembre 2011 - art. 2, définit le contenu du dossier d'autorisation ainsi que les dispositions spécifiques, notamment l'étude des risques.

I.-Toute personne souhaitant réaliser une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité soumise à autorisation adresse une demande au préfet du département ou des départements où ils doivent être réalisés.

II.-Cette demande, remise en sept exemplaires, comprend :

- 1° Le nom et l'adresse du demandeur ;
- 2° L'emplacement sur lequel l'installation, l'ouvrage, les travaux ou l'activité doivent être réalisés ;
- 3° La nature, la consistance, le volume et l'objet de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou de l'activité envisagés, ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles ils doivent être rangés ;
- 4° Un document :
  - a) Indiquant les incidences directes et indirectes, temporaires et permanentes, du projet sur la ressource en eau, le milieu aquatique,

l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, en fonction des procédés mis en œuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations, de la nature, de l'origine et du volume des eaux utilisées ou affectées et compte tenu des variations saisonnières et climatiques ;

b) Comportant l'évaluation des incidences du projet sur un ou plusieurs sites Natura 2000, au regard des objectifs de conservation de ces sites. Le contenu de l'évaluation d'incidence Natura 2000 est défini à l'article R. 414-23 et peut se limiter à la présentation et à l'exposé définis au I de l'article R. 414-23, dès lors que cette première analyse conclut à l'absence d'incidence significative sur tout site Natura 2000 ;

c) Justifiant, le cas échéant, de la compatibilité du projet avec le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux et avec les dispositions du plan de gestion des risques d'inondation mentionné à l'article L. 566-7 et de sa contribution à la réalisation des objectifs visés à l'article L. 211-1 ainsi que des objectifs de qualité des eaux prévus par l'article D. 211-10 ;

d) Précisant s'il y a lieu les mesures correctives ou compensatoires envisagées.

III.- Les informations que doit contenir ce document peuvent être précisées par un arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV.- Lorsqu'une étude d'impact est exigée en application des articles R. 122-2 et R. 122-3, elle est jointe à ce document, qu'elle remplace si elle contient les informations demandées, et est accompagnée de l'avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement ;

5° Les moyens de surveillance prévus et, si l'opération présente un danger, les moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident ;

6° Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier, notamment de celles mentionnées aux 3° et 4.

V.-Lorsqu'il s'agit d'ouvrages mentionnés à la rubrique 3.2.6.0 du tableau de l'article R. 214-1 :

1° En complément des informations prévues au 5° du II, des consignes de surveillance de l'ouvrage en toutes circonstances et des consignes d'exploitation en période de crue ;

2° Une étude de dangers si l'ouvrage est de classe A, B ou C.

**Les opérations sont classées en B. Une étude de danger doit donc être effectuée.**

### 2.2.3 Dossier d'enquête publique

L'opération pour laquelle l'autorisation est sollicitée, est soumise à enquête publique dès que le dossier est complet et régulier.

A cette fin, le dossier est assorti de l'avis de l'autorité administrative compétente en matière d'environnement si cet avis est requis en application de l'article L. 122-1 et s'il est disponible. Le dossier est transmis au préfet de chacun des départements situés dans le périmètre d'enquête.

L'enquête publique est réalisée dans les conditions prévues par les articles R. 11-4 à R. 11-14.

## 2.3 Synthèse

Pour répondre à l'ensemble de ces procédures, le projet sera donc soumis à :

- **Autorisation** au titre des articles L.214-1 à 6 du Code de l'Environnement ;
- **Enquête publique** au titre du Code de l'environnement ;
- **Étude de danger** au titre de l'article R214-6 du Code de l'environnement ;
- **Dossier des incidences Natura 2000** au titre des articles L 414-1 à 7 et R 414-23 du Code de l'environnement.

## 3

**Appréciation sommaire du détail estimatif**

La synthèse des coûts estimés figure dans le tableau ci-dessous :

<b>RECAPITULATIF SOLUTION DE BASE</b>			
<b>N°</b>	<b>DESIGNATION DES POSTES</b>	<b>TOTAL H.T.</b>	<b>TOTAL T.T.C.</b>
0	TRAVAUX PREPARATOIRES	25k€	30k€
1	REPROFILAGE DE L'ENTONNEMENT	44k€	52k€
2	CASQUETTE LE LONG DU TABLIER	15k€	18k€
3	MURETS ANTI-DEBORDEMENT EN HAUT DES BERGES	306k€	366k€
4	PROFILAGE DE L'ARÊTE DE LA PILE	3k€	4k€
5	REMISE EN ETAT	50k€	59k€
6	EPREUVES ET ESSAIS	3k€	3k€
7	DIVERS ET IMPREVUS	44k€	53k€
<b>TOTAL en Euros</b>		<b>489k€</b>	<b>585k€</b>

**Tableau 1 : Estimatif prévisionnel de coût des travaux**

- ⇒ Le coût d'investissement des travaux projetés est estimé à environ **489 k€ HT**.
- ⇒ Il est important de souligner que ce chiffrage ne prend pas en compte les coûts d'études et de maîtrise d'œuvre.
- ⇒ Par ailleurs, un montant de 10% a été pris en compte afin d'intégrer les aléas et risques de plus-value en particulier du fait de l'absence d'intégration des études géotechniques en cours au stade actuel.



## 4

## Rapport coûts bénéfices de l'opération

**Le projet présente un fort intérêt dans la lutte contre les inondations. Les impacts dans le quartier sont positifs.**

- **le projet permet de mettre hors d'eau 100 % des bâtis inondés pour une crue centennale**

Une crue centennale dans l'état actuel de la géométrie du Verdanson a été simulée par ISL ingénierie en 2009. Il s'avère que les débits déversés en rive gauche vers la rue de la Pépinière entre le pont Rimbaud et le pont des Pradiers (profils P14 à P18) peuvent atteindre 10 à 20 m<sup>3</sup>/s.

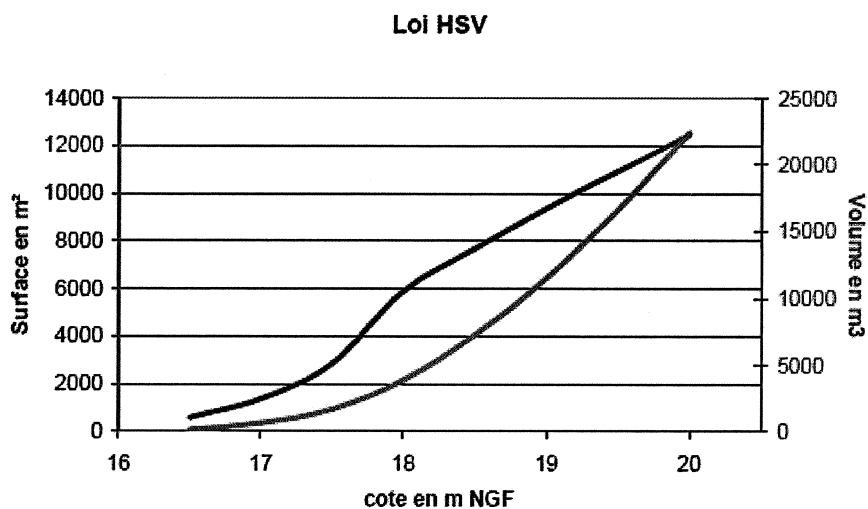
Sur la base du MNS fourni par la ville de Montpellier, ISL a réalisé des courbes de niveaux et calculé une courbe hauteur/surface/volume du secteur sensible proche de la rue de la pépinière.



Figure 3 : MNT extrait aux abords de la rue de la Pépinière  
(source : ISL, 2009)



Figure 4 : Secteur situé sous la cote 18,5 m NGF  
(source : ISL, 2009)



**Courbe hauteur/surface/volume**

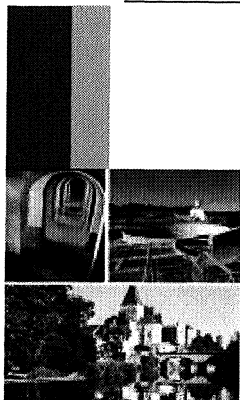
Sur la base de ces éléments et en prenant en compte un débit de surverse moyen en rive gauche de  $15 \text{ m}^3/\text{s}$ , il a été estimé qu'en environ 10 minutes tout le secteur riverain de la rue de la Pépinière pouvait être noyé sous des cotes équivalentes à celles transitant dans le lit mineur du Verdanson (soit environ 18,5 à 19,0 mNGF).

## 5

# Planning prévisionnel des travaux

Les écoulements du Verdanson sont forts en périodes pluvieuses intenses, plus précisément en fin d'été ou au début de l'automne (septembre, octobre, novembre).

280



## D - DOCUMENT D'INCIDENCE

## *D.1 - ETAT INITIAL*

---

## 1

**Environnement physique****1.1 Climatologie**

La ville de Montpellier est soumise principalement à l'influence du climat méditerranéen caractérisé par une faible pluviométrie, des températures relativement douces en hiver et des vents fréquents et violents.

**1.1.1 Températures**

La température moyenne annuelle est de 15,3°C, avec un maximum en été, de 24,3°C au mois de juillet, et une température minimale de 7,1°C en janvier (source : Météo France : moyennes interannuelles 2000-2010).

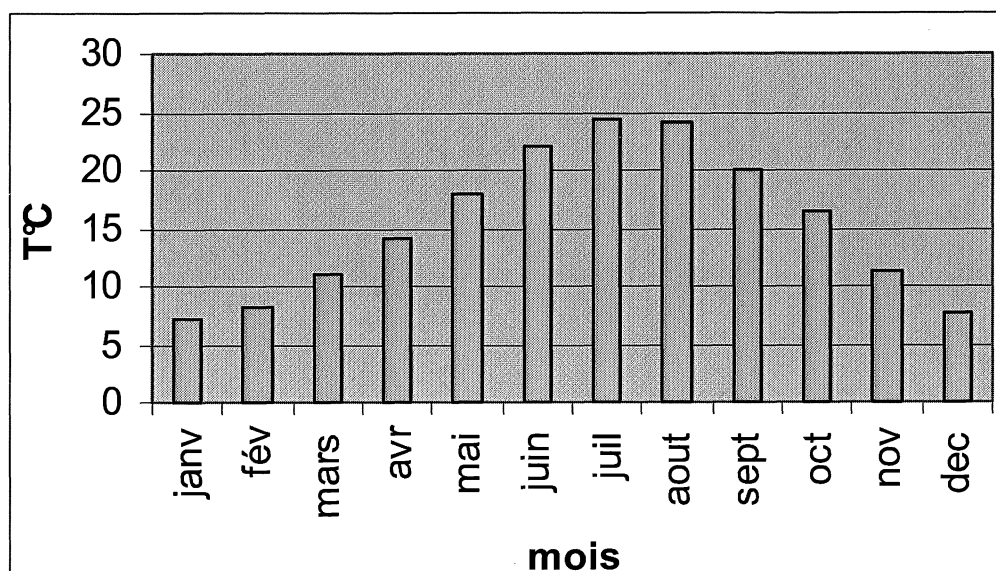


Tableau 2 : Moyennes interannuelles 2000-2010 des températures  
(source : METEO France, Fréjorgues)

## 1.1.2 Précipitations

La moyenne annuelle des précipitations sur le secteur de Montpellier est de 676.2 mm/an sur la période 2000-2010. Les précipitations sont caractérisées par de brefs orages intenses. Les pluies sont maximales en automne.

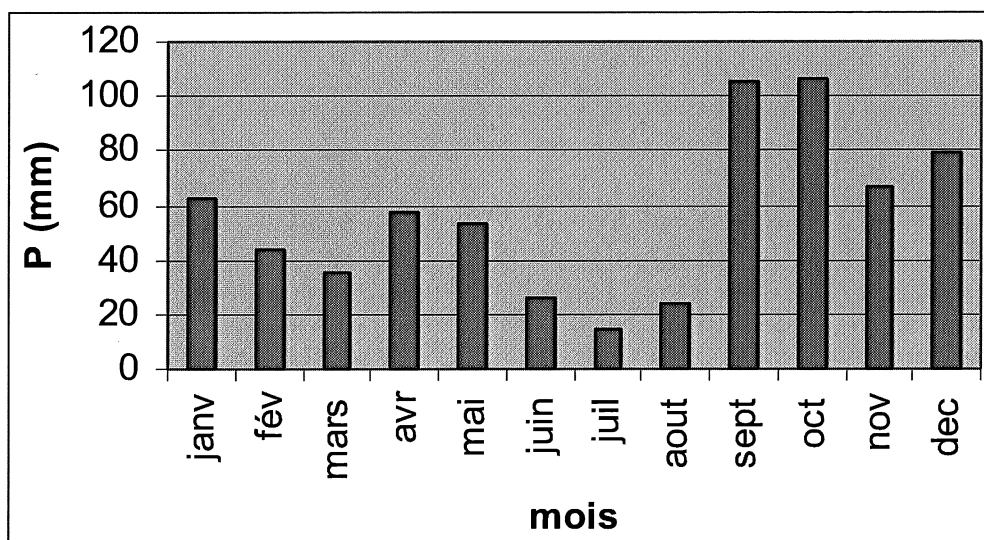


Figure 5 : Moyennes interannuelles 2000-2010 des précipitations  
(source : METEO France, Fréjorgues)

## 1.1.3 Vents

Les vents dominants sur le secteur sont :

- Ouest (tramontane) ;
- Sud-Est (marin) ;
- Nord-Est (mistral).

La vitesse moyenne des vents soufflants sur Montpellier est de 15,3 km/h sur la période 2000-2010.



## 1.2 Contexte topographique

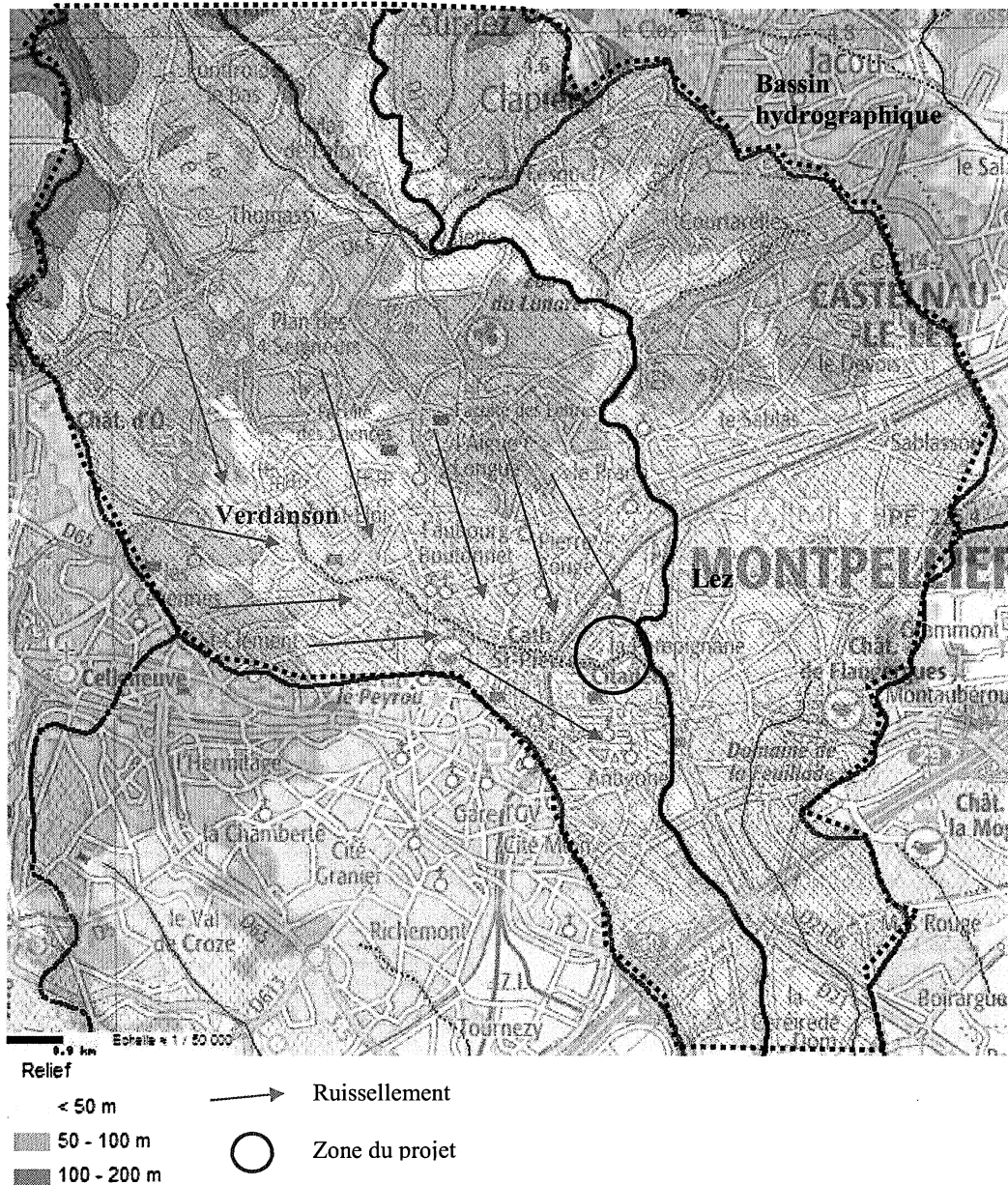


Figure 6 : Carte topographique et contexte hydrographique (Source : CARMEN)

Le Verdanson reçoit les eaux d'une grande superficie imperméabilisée. La pente est orientée Nord-Ouest / Sud-Est. Le milieu récepteur en aval du canal du Verdanson est le Lez.

### 1.3 Contexte géologique

Le contexte géologique est issu de la synthèse de la carte géologique au 1 / 100 000<sup>ème</sup> de Montpellier (source BRGM).

Montpellier se rattache à deux régions bien distinctes.

- La moitié Nord est constituée de collines à substrat calcaire (300 m d'altitude maximale).
- La moitié Sud est occupée par des plaines côtières (20 à 40 m d'altitude).

Les deux formations principales qui constituent Montpellier sont les pliocène et le miocène. Selon la carte géologique du secteur, les formations du site sont constituées d'alluvions récentes limoneuse. La zone surmonte les formations du Pliocène Astien.

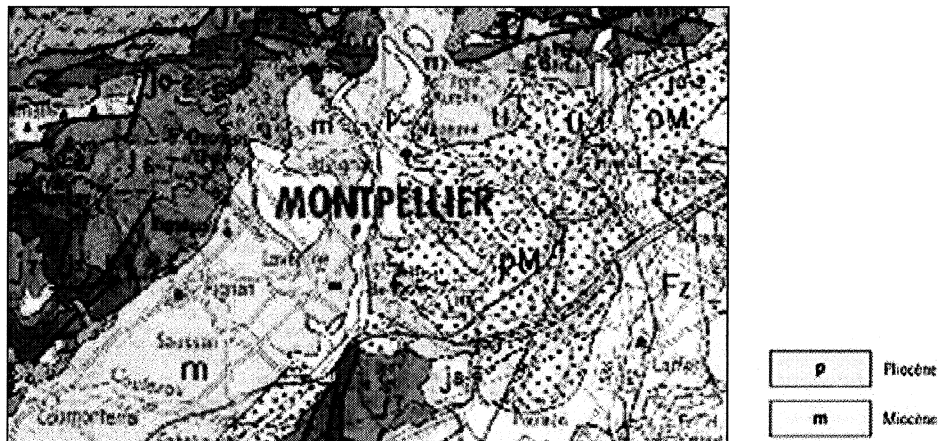


Figure 7 : Carte géologique et zone d'étude (source : BRGM)

### 1.4 Contexte géotechnique

Au niveau de la zone d'étude, les principales conclusions et données sont synthétisées ci-dessous.

Les sondages ont mis en évidence les terrains suivants :

- ✓ de la terre végétale en SP6 sur 10 cm d'épaisseur,
- ✓ du béton sur 10 à 70 cm d'épaisseur,
- ✓ des remblais jusqu'à 1,7 à 3,3 m de profondeur. Ces remblais sont constitués principalement de graves, sables et limons dans des proportions variables (SP1/SC1 à SP4/SC4). En SP5 et SP6, on distingue plutôt une dominante limoneuse et argileuse. Lorsqu'aucun élément singulier n'est rencontré (débris de verre, de briques, de béton, de faïence, ...), la distinction de ces remblais est délicate (SP6 par exemple). La base de ces remblais est donc également à considérer avec précaution.
- ✓ des alluvions jusqu'en fin des sondages SP1/SC1, SP2/SC2, SC4, SP5 et SP6 (4,0 à 6,0 m de profondeur) et jusqu'à 7,4 à 8,5 m de profondeur en SP3/SC3 et SP4. Ces alluvions sont constituées :

- de graves sableuses et limoneuses en SP5 et en SP4 de 3,3 à 4,5 m de profondeur,
  - d'argile graveleuse en SP4 de 6,5 à 8,5 m de profondeur,
  - de limons sableux à sable limoneux plus ou moins graveleux sur le reste des sondages.
- ✓ le substratum atteint uniquement en SP3/SC3 et en SP4, et reconnu jusqu'en fin de ces sondages entre 8 et 10 m de profondeur. Ce substratum est constitué :
- de sable fin beige gréseux en SP3/SC3,
  - de marne argileuse grise en SP4.

## 1.5 Contexte hydrogéologique

Le système aquifère auquel appartient la commune de Montpellier correspond à des formations pliocènes. Les roches sont composées majoritairement de calcaire.

Les points de captage sont situés en amont du Lez. Il n'y a pas de point de captage sur le Verdanson. La zone d'étude ne comporte pas de périmètre de protection.

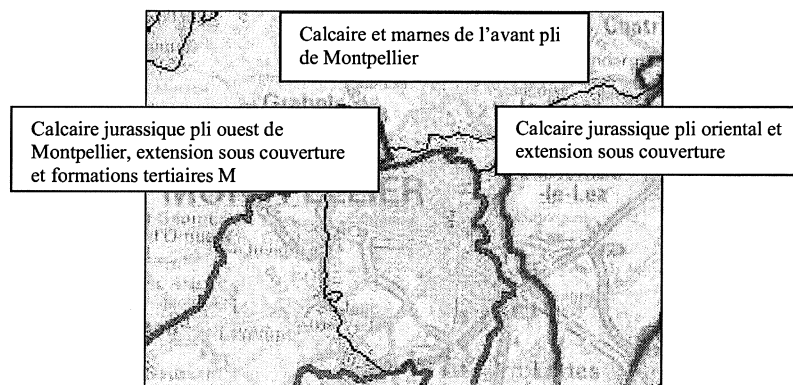


Figure 8 : Zone de projet et masses d'eau souterraine (SDAGE)

MASSES D'EAU		ÉTAT QUANTITATIF					ÉTAT CHIMIQUE						
N°	NOM	2009		OBJ. BE ①	MOTIFS DU REPORT①		TEND. ①	OBJ. BE ①	MOTIFS DU REPORT①				
		ÉTAT ①	NC ①		CAUSES	PARAMÈTRES			ÉTAT ①	NC ①	CAUSES	PARAMÈTRES	
FRDG206	Calcaires jurassiques pli oriental de Montpellier et extension sous couverture	BE		2015				BE			2015		

Superficie à l'affleurement (km<sup>2</sup>) : 17.0

Superficie sous couverture (km<sup>2</sup>) : 14.0

Territoire SDAGE : Côtiers ouest, lagunes et littoral

MASSES D'EAU		ÉTAT QUANTITATIF				ÉTAT CHIMIQUE				
N°	NOM	2009		OBJ. BE ①	MOTIFS DU REPORT ①		TEND. ①	OBJ. BE ①	MOTIFS DU REPORT ①	
		ÉTAT ①	NC ①		CAUSES	PARAMÈTRES			ÉTAT ①	NC ①
FRDG124A	Système ouest et sud Montpellier sous couverture	?								
FRDG124	Calcaires jurassiques pli ouest de Montpellier, extension sous couverture et formations tertiaires M	BE		2015				2015		

Superficie à l'affleurement (km<sup>2</sup>) : 408.0

Superficie sous couverture (km<sup>2</sup>) : 308.0

Territoire SDAGE : Côtiers ouest, lagunes et littoral

La qualité des eaux de sous-sol est bonne tant du point de vue qualitatif que quantitatif.

La surface de la zone d'étude est entièrement imperméabilisée. Il n'y a pas d'échange possible avec la ressource aquifère.

## 1.6 Occupation des sols

Le quartier du pont des Pradiers est urbanisé et majoritairement imperméabilisé. Le canal du Verdanson au niveau de la zone d'étude est bétonné.

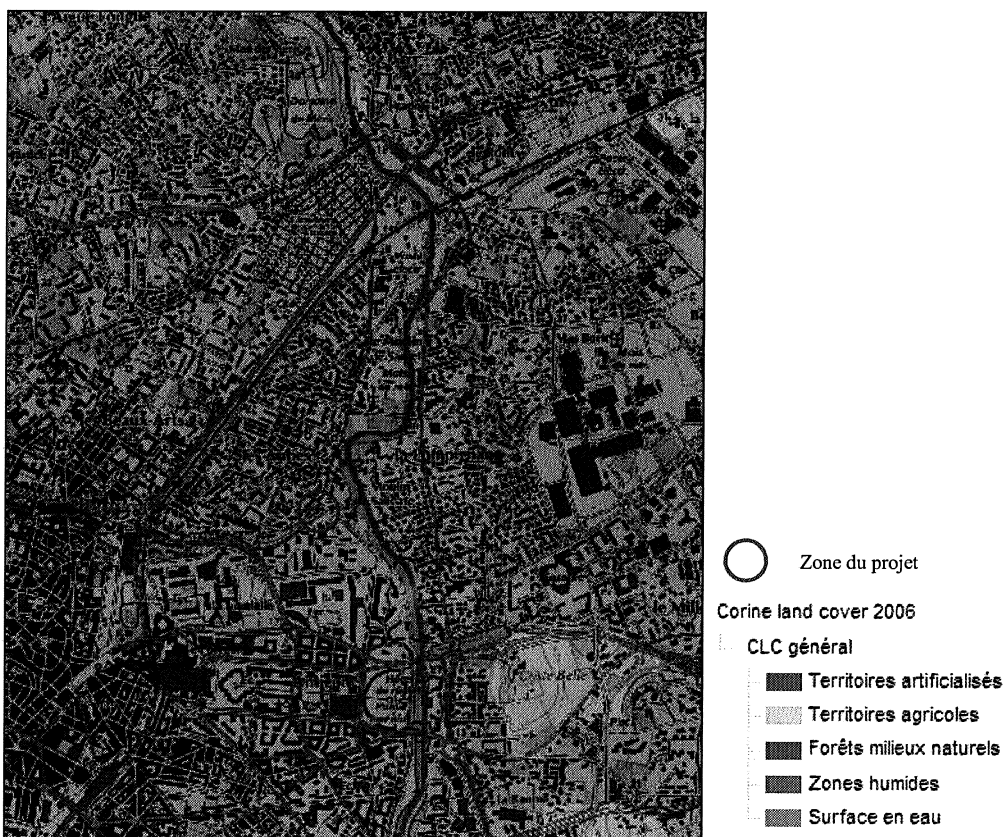


Figure 9 : Zone de projet et occupation du sol  
(Source : CORINE LAND COVER, 2006)

L'augmentation des surfaces artificielles et imperméabilisées augmente proportionnellement la quantité d'eau de ruissellement. Les eaux ne s'infiltrent plus dans le sol, mais ruissellent jusqu'à un exutoire, ici le Verdanson.

## 1.7 Contextes hydrologique et hydraulique

Le projet se situe à quelques centaines de mètres en amont de la confluence avec le Lez.

### 1.7.1 Contexte hydrologique

#### 1.7.1.1 Contexte hydrographique général

Le réseau hydrographique est assez dense sur la commune de Montpellier et en amont du projet. De nombreux ruisseaux prennent naissance en amont.

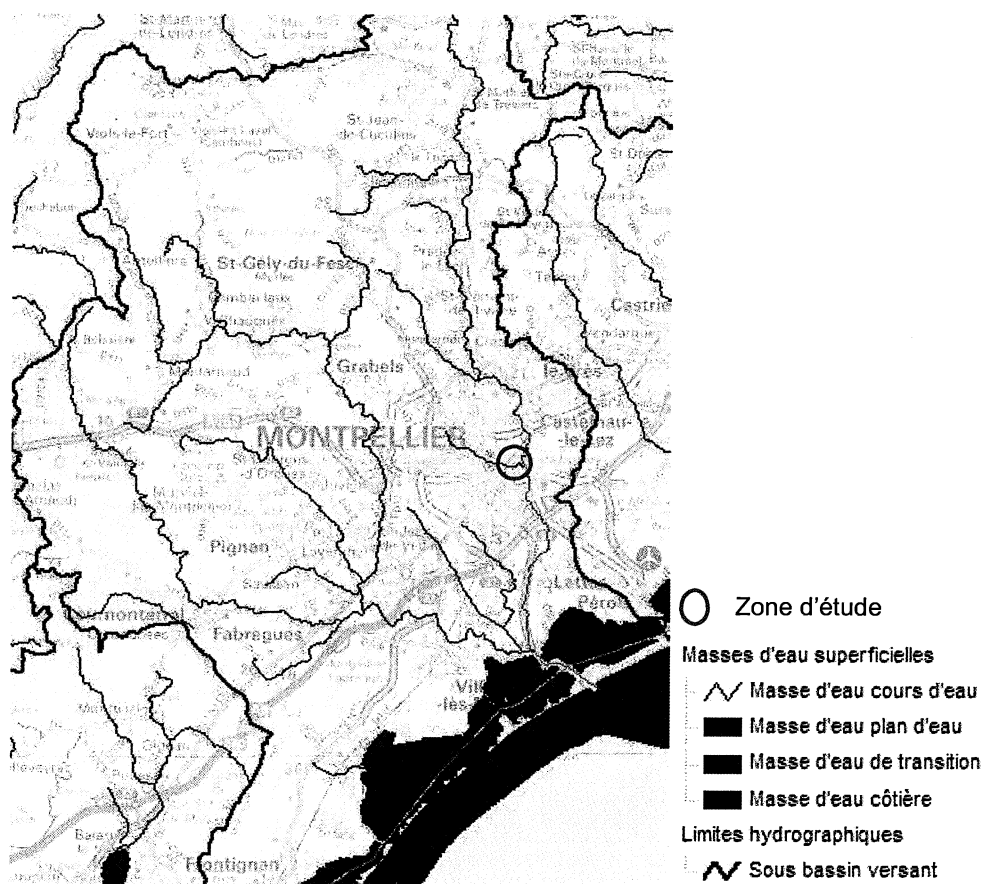


Figure 10 : Contexte hydrologique général (Source : CARMEN)

La carte du sous-bassin versant concerné est donnée dans le contexte hydrographique. Les caractéristiques sont données dans le tableau suivant :

Sous bassin versant	Situation vis à vis de la zone d'étude	Masses d'eau superficielles	Code masses d'eau
Lez Mosson étangs Pavallasiens (CO_17_09)	En amont de la zone d'étude	Ruisseau de la Lironde	FRDR 11764
		Lez de sa source à l'amont de Castelnau	FRDR 143
	En aval de la zone d'étude + zone d'étude	Lez à l'aval de Castelnau	FRDR 142
		Ruisseau du Verdanson	FRDR 10908

**Tableau 3 : Caractéristiques du sous bassin versant et masses d'eau superficielles concernées par le projet**

### 1.7.1.2 Estimation des débits centennaux

Un barrage mobile (seuil de l'Évêque) se situe à environ 500 m de la confluence Verdanson/Lez. Il a pour objectif de maintenir une cote de plan d'eau relativement fixe à l'étiage et pour de petites crues. En cas d'événement plus important, les clapets mobiles s'effacent pour éviter la montée des eaux. La cote contrôlée est alors voisine de 12,55 mNGF.

Pour l'estimation de la crue centennale, ISL a retenu en 2009 comme condition limite aval une cote du Lez de 15,45 mNGF qui correspond à une crue du Lez de période de retour comprise entre 10 à 20 ans. Cette hypothèse est analogue à celle formulée par HYDROLOGIK (étude 2007).

La gamme de débit retenue (pour l'analyse des capacités avant débordement notamment) est 60, 100, 110, 120, 130, 140 m<sup>3</sup>/s.

Il est précisé qu'au droit du pont des Pradiers, la composition des débits du Verdanson pour un événement centennal est la suivante :

- le débit centennal du Verdanson est de 97 m<sup>3</sup>/s,
- l'apport du Chambéry par l'ouvrage actuel est de 10 m<sup>3</sup>/s,
- l'apport supplémentaire par la dérivation du ruisseau du Chambéry en version aménagée est de 25 m<sup>3</sup>/s.

Soit un **débit centennal du Verdanson au droit du pont des Pradiers de 132 m<sup>3</sup>/s**. La gamme de débit retenue encadre bien la valeur du débit centennal du Verdanson.

### 1.7.2 Contexte hydraulique

Le Verdanson traverse le centre urbain de Montpellier selon un axe Nord-Ouest Sud-Est et conflue avec la rivière du Lez.

### 1.7.2.1 Zones de débordement

Les visites de terrain mettent en évidence des débordements potentiels du Verdanson.

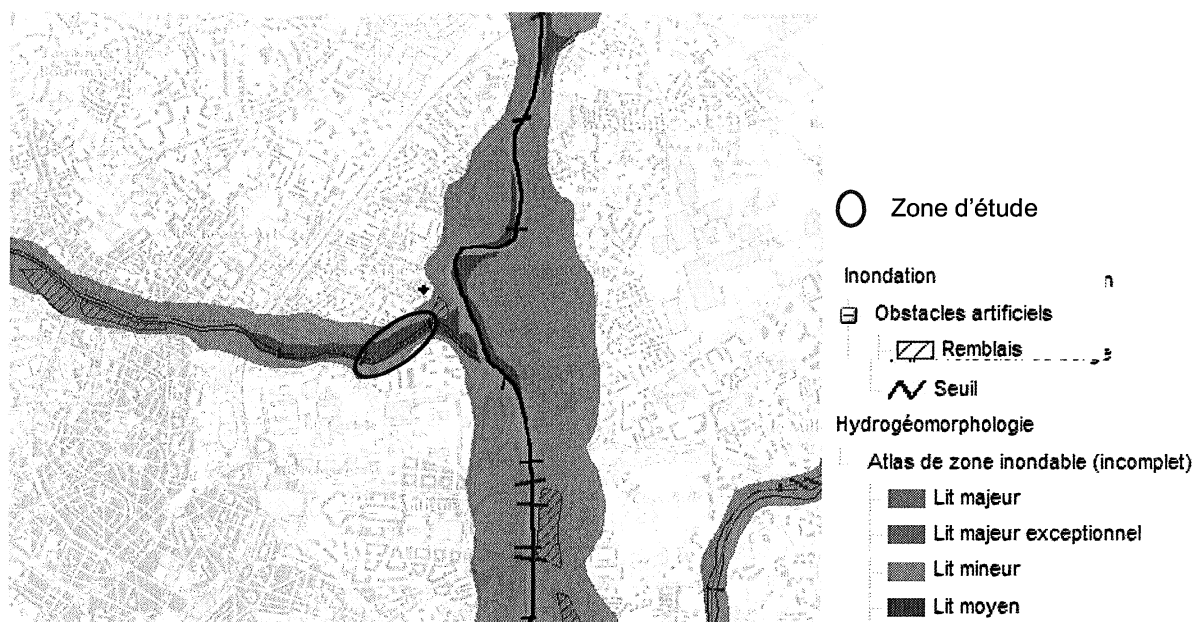


Figure 11 : Lits et obstacles artificiels  
(Source : CARMEN)

La zone du projet est incluse dans un PPRI (plan de prévention des risques inondation).

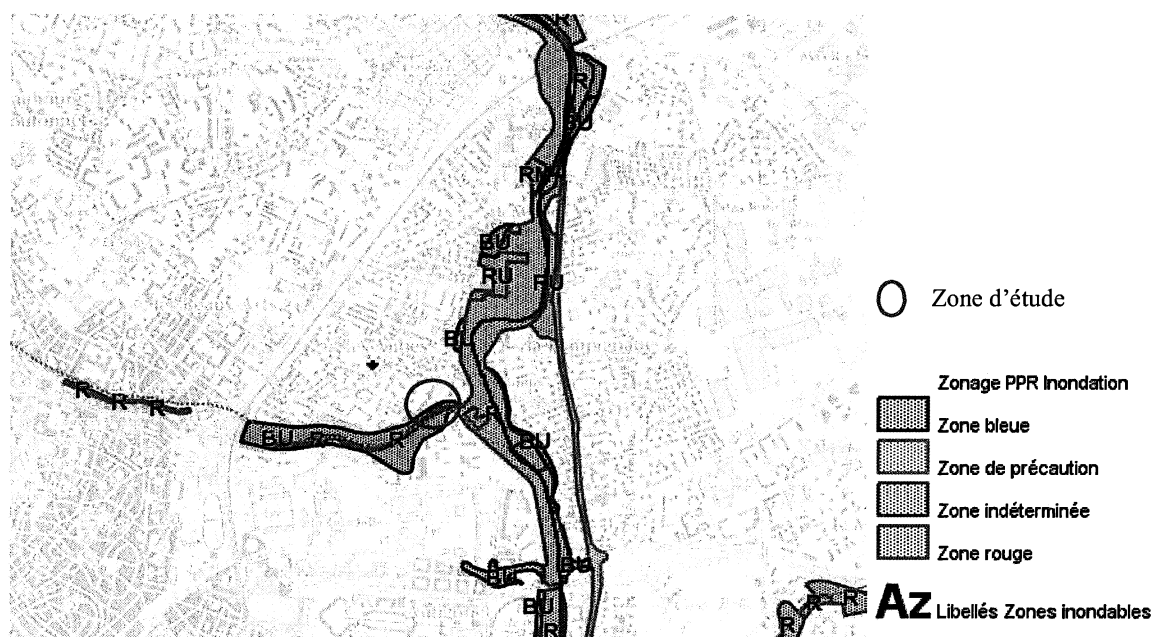


Figure 12 : Zone inondable (base PPRI Héraults)



### 1.7.2.2 Capacités hydrauliques des ouvrages d'art

ISL a également étudié les capacités des ouvrages existants. L'entreprise a estimé le débit maximal pouvant transiter via le pont des Pradiers avant sa mise en charge (à surface libre donc). Les résultats sont les suivants :

- en aval du pont Rimbaud jusqu'au pont des Pradiers (au droit de la rue de la Pépinière donc), la capacité avant débordement est significativement inférieure, de l'ordre de **90 à 110 m<sup>3</sup>/s**,
- en aval du pont des Pradiers, à la faveur d'une pente plus importante, la capacité augmente à une valeur de l'ordre de **130 à 140 m<sup>3</sup>/s**,
- sur les 100 derniers mètres, la berge rive gauche est largement abaissée et en communication avec le Lez, ce qui explique la capacité inférieure à **50 m<sup>3</sup>/s**.

Les cartes suivantes présentent successivement les capacités basses et capacités hautes en m<sup>3</sup>/s des ouvrages d'art existants.

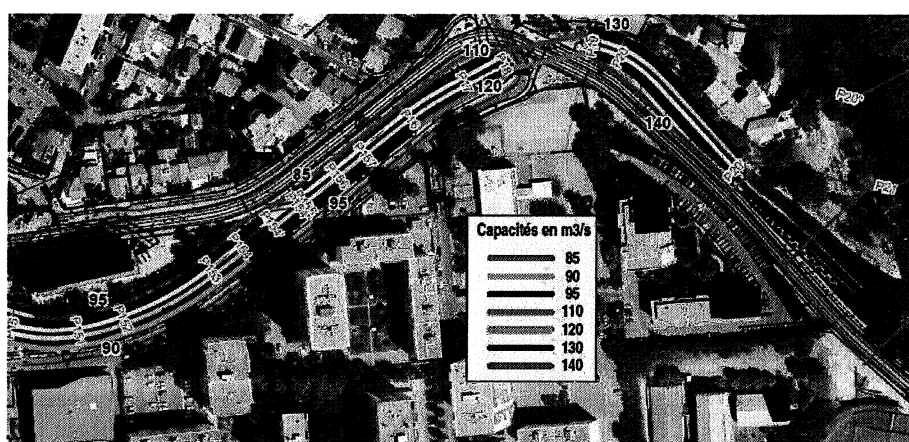


Figure 13 : Capacités basses (m<sup>3</sup>/s) des ouvrages d'art existants  
(Source : ISL, 2009)

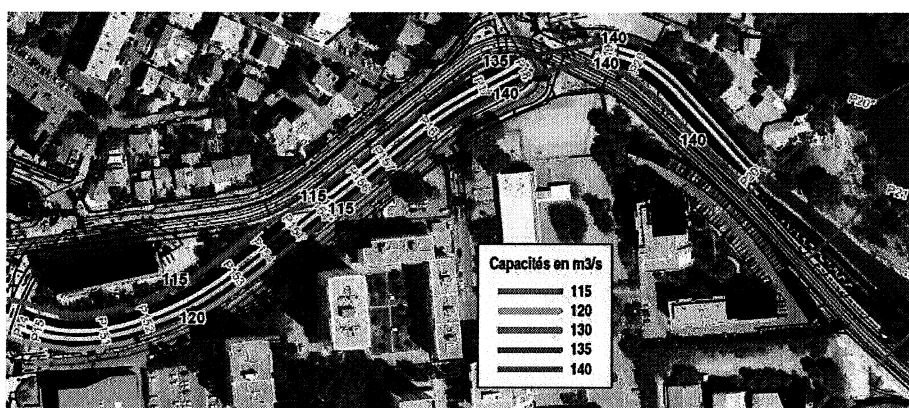


Figure 14 : Capacités hautes (m<sup>3</sup>/s) des ouvrages d'art existants  
(Source : ISL, 2009)



## 1.8 Qualité de l'eau

Le Verdanson possède des écoulements non-pérennes. Le niveau de qualité des eaux dépend essentiellement du niveau de pollution des eaux pluviales ruisselées. A ce titre, le bassin drainé ne présente pas d'activités polluantes (décharge, industrie, ...). Toutefois, le trafic routier est relativement important, et génère un ruissellement pollué. Ce ruisseau est répertorié dans les cartes régionales de qualité des cours d'eau, élaborées dans le cadre du réseau national de bassin par les Agences de l'eau.

### 1.8.1 Données hydrobiologiques et piscicoles

#### 1.8.1.1 Objectifs de bon état écologique

En vue de l'atteinte du bon état de l'ensemble des eaux superficielles et souterraines pour 2015, l'article L. 212-1 du code de l'environnement précise que les SDAGE fixent les objectifs à atteindre pour les différentes masses d'eau. Ces objectifs sont présentés sous forme d'un tableau de synthèse.

Pour chaque masse d'eau du bassin, sont ainsi proposés des objectifs d'état (chimique et écologique pour les eaux de surface ; chimique et quantitatif pour les eaux souterraines) à maintenir ou atteindre et un délai de réalisation, 2015 étant la 1<sup>ère</sup> échéance fixée. Les tableaux suivants précisent les objectifs, ainsi que le contenu du Programme de Mesures de bon état écologique pour le Verdanson (masse d'eau superficielle) et les masses d'eau liées.

Caractéristiques des masses d'eau, cours d'eau du sous bassin

MASSES D'EAU				ÉTAT ÉCOLOGIQUE						ÉTAT CHIMIQUE					
N°	NOM	STATUT	2009			OBJ. BE ①	MOTIFS DU REPORT ①		2009		OBJ. BE ①	MOTIFS DU REPORT ①			
			ÉTAT ①	NC ①	NR NQE ①		CAUSES	PARAMÈTRES	ÉTAT ①	NC ①		CAUSES	PARAMÈTRES		
FRDR10908	ruisseau le verdanson	MEN	MOY	1		2027	FTr	cond. morpholog./flore aquatique/ichtyofaune/param. géné. qual. phys-chim.		?		2015			
FRDR142	Le Lez à l'aval de Castelnau	MEFM	MAUV	3		2021	FTr	cond. morpholog./rég. hydrologique/ichtyofaune/continuité		BE	1	2015			

Tableau 4 : Objectifs de bon état écologique : Milieu Superficiel (Source : SDAGE)

Code problème	Libellé problème	Code mesure	Libellé mesure	Description mesure	Maîtrise d'ouvrage financement mesure
9	Dégradation morphologique	3C30	Réaliser un diagnostic du fonctionnement hydromorphologique du milieu et des altérations physiques et secteurs artificialisés	Cette mesure concourt à l'élaboration de l'état des lieux pour le plan de gestion 2016-2021. Elle peut aussi être déployée dans le cadre de l'amélioration de la connaissance sur les très petits cours d'eau	Maîtrise d'ouvrage : Collectivité locale, Etat, Etablissement public  Financements potentiels : Conseil Régional, Conseil Général, Agence de l'eau RM&C

Tableau 5 : Problèmes et mesures du bon état écologique du Verdanson (Source : SDAGE)

Le problème signalé quant au ruisseau du Verdanson concerne la dégradation de son état morphologique (imperméabilisation et artificialisation de son lit figurent parmi les principales causes). La mesure attendue repose sur l'élaboration de l'état des lieux en vu du plan de gestion 2016-2021.

## 2

## Environnement naturel et patrimoine

### 2.1 Patrimoine naturel, historique et archéologique

#### 2.1.1 Les monuments historiques

La loi du 13 décembre 1913 modifiée et les textes complémentaires régissent les servitudes de protection des monuments historiques et de leurs abords (Servitudes de type AC1 reportées au POS).

La législation définit en tant que monument historique, tout immeuble dont la conservation présente d'un point de vue historique ou artistique un intérêt suffisant pour en rendre la préservation nécessaire. Les immeubles nus ou bâtis situés dans le champ de visibilité d'un monument historique et dans un rayon de 500 m sont également concernés au titre de cette législation.

⇒ Il n'y a pas de monuments historiques situés dans un rayon de 500 m de la zone d'étude.

#### 2.1.2 Les monuments et sites

La loi du 2 mai 1930 modifiée par des décrets d'application (du 13 juin 1969 et du 15 décembre 1988) a pour objet de réorganiser la protection des monuments naturels et des sites à caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque (Servitude de type AC2 reportée au POS).

La carte ci-après présente les sites classés et inscrits présents dans un rayon de 800 m de la zone du projet (échelle 1/10 000<sup>ème</sup>).

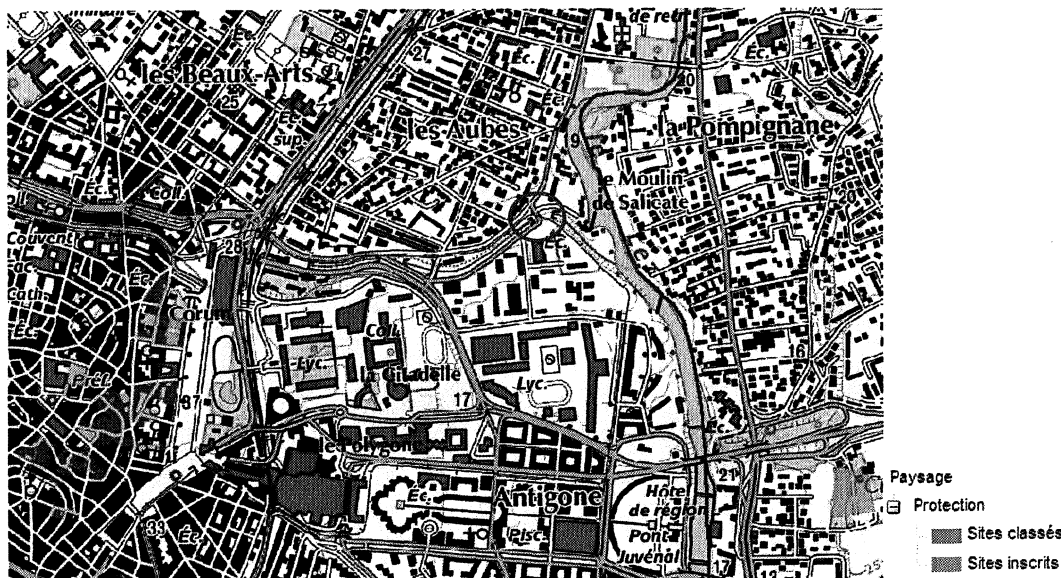


Figure 15 : Localisation des sites inscrits et classés (données carmen)

⇒ Le secteur d'étude n'est pas concerné par ce type de protection : aucun site classé ou inscrit n'est situé à moins de 100 m du projet.

### 2.1.3 Les sites et vestiges archéologiques

La loi du 27 septembre 1941 porte sur la réglementation des fouilles archéologiques.

⇒ Aucun vestige archéologique n'a été reporté au document d'urbanisme sur l'emprise du projet.

## 2.2 Espaces naturels sensibles - Natura 2000

Le secteur d'emprise du projet est en dehors de tout zonage réglementaire (site Natura 2000, ZNIEFF de type II). Le projet n'est concerné par aucun autre type de protection réglementaire de type ZNIEFF, ZICO, Arrêté de biotope, Zones Humides...



Figure 16 : Localisation des espaces naturels sensibles (données carmen)

La ZNIEFF la plus proche est située le long du Lez, à plus de 3 km en amont du projet. Il s'agit de la ZNIEFF de type II n°910009574 - Rivières du Lirou et du Lez.

La zone Natura 2000 la plus proche se superpose à la ZNIEFF de type II « Rivière du Lirou et du Lez ». Elle se situe donc également à plus de 3 km de la zone d'étude. Il s'agit d'un site d'importance communautaire au titre de la directive européenne habitats : SIC FR9101392 – le Lez.

⇒ La sensibilité écologique du secteur est donc très réduite.

## 3

**Environnement humain****3.1 Cadre routier**

La continuité du trafic devra être assurée : la rue des Pradiers et ligne 4 du tramway traversent le pont.

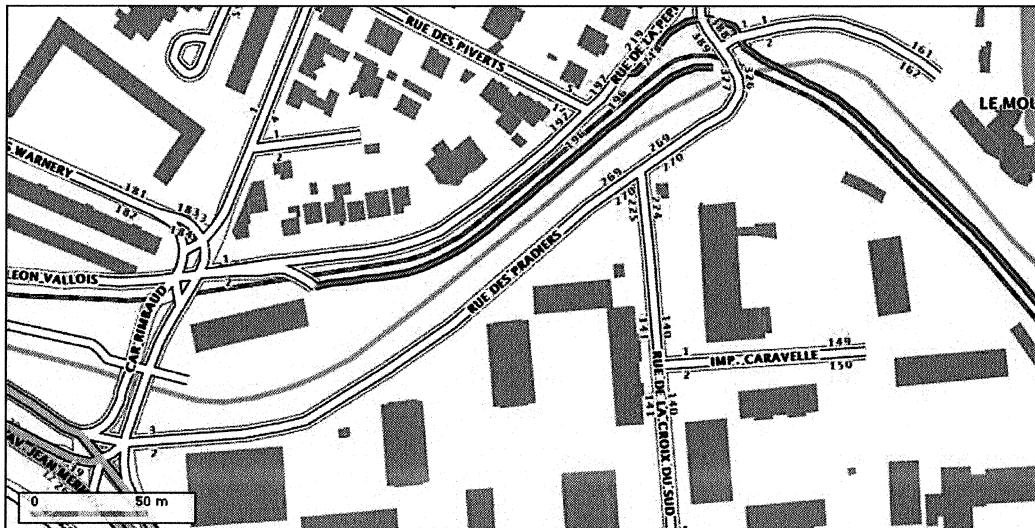


Figure 17 : Réseau viaire à proximité de la zone du projet  
(source : GEOPORTAIL ©)

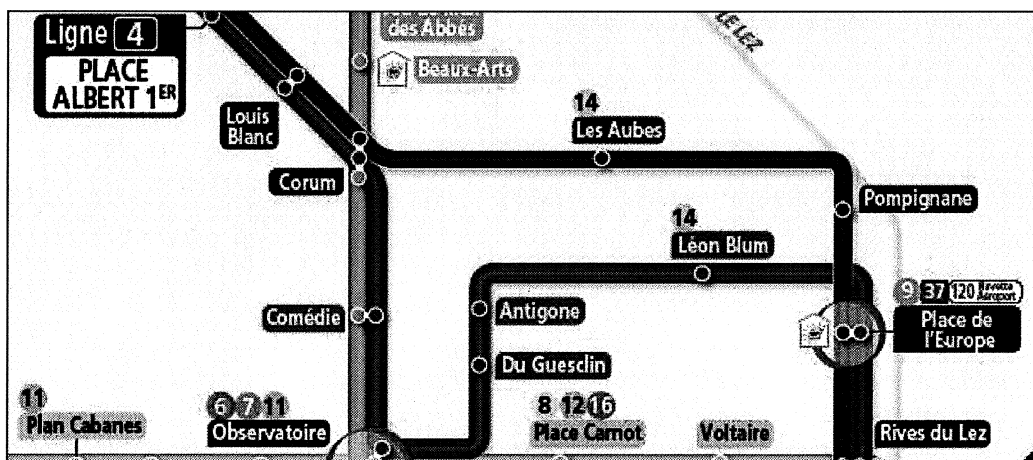


Figure 18 : Extrait du plan des transports en commun aux abords du projet  
(source : TAM 2012)

⇒ Le plan du réseau de transport en commun de la société montpellierain confirme que :

- le projet est longé par la ligne 4 du tramway (entre les stations « Les Aubes » et « Pompignane »),
- aucune ligne de bus ne traverse la zone du projet.

⇒ D'après les horaires affichés sur le site Internet TAM (<http://www.montpellier-agglo.com/tam/>), la ligne du tramway est circulée tous les jours de 5h à 1h du matin (2h le vendredi et le samedi).

## 3.2 Cadre urbain

Le projet est situé dans une zone possédant une forte densité de population. Les habitations concernées sont des maisons et immeubles. Le quartier est globalement récent.

Le linéaire du canal du Verdanson concerné par le projet et le pont des Pradiers concerne directement des parcelles privées. Trois parcelles privées sont longées par les travaux de création des murets en rive gauche sont les parcelles CL 667, 668 et 669 (cf. extrait de plan détaillé ci-dessous).

Les abords du projet ont attiré aux voiries et espaces suivants :

- **Amont** : Pont du Carrefour Rimbaud (double sens de circulation) ;
- **Rive gauche** : Trottoir de la rue de la Pépinière et tramway ;
- **Rive droite** : Trottoir de la rue des Pradiers ;
- **Aval** : Pont des Pradiers (double sens de circulation).

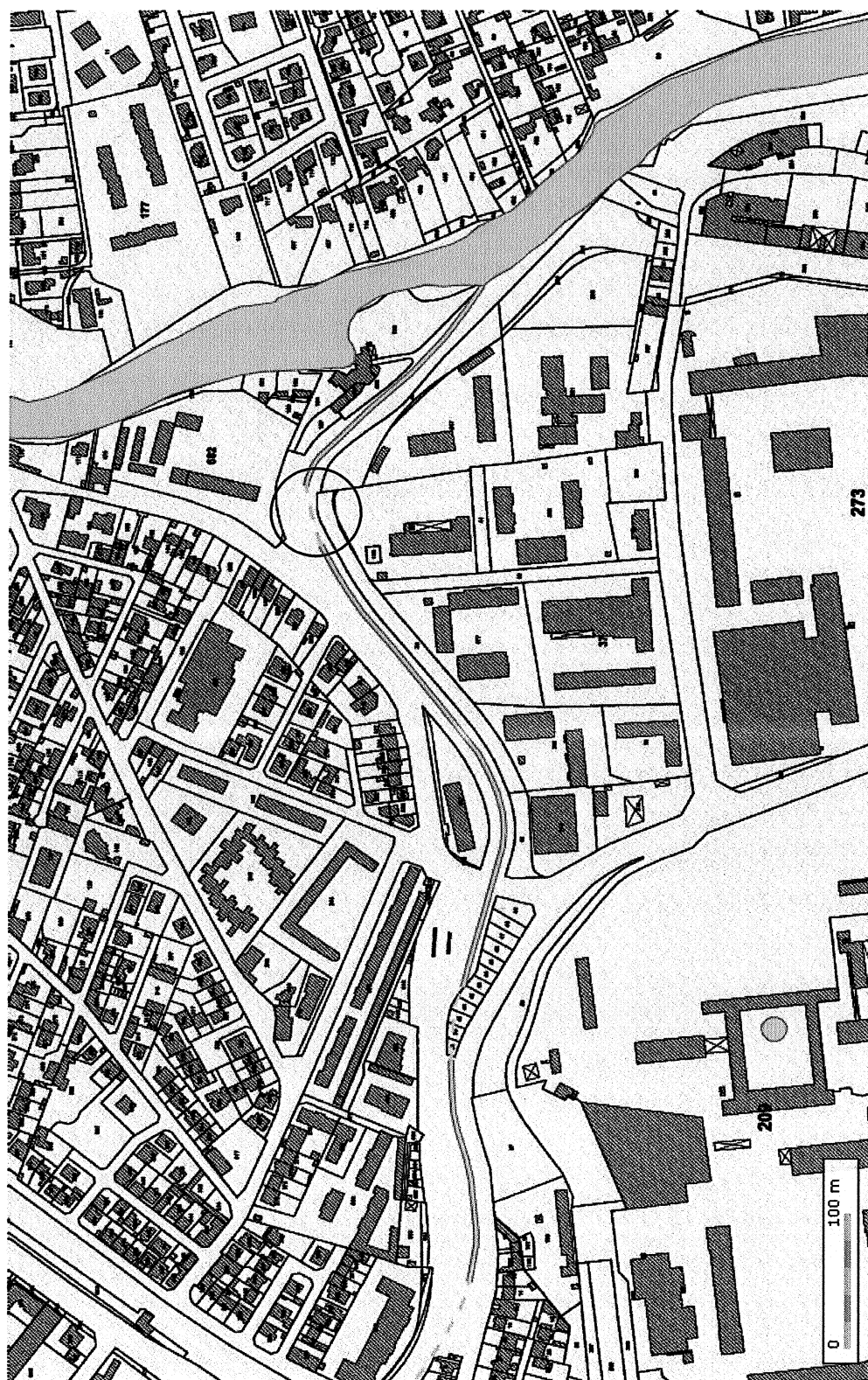


Figure 19 : Localisation cadastrale du site et du projet (source : GEOPORTAIL)



### 3.3 Contraintes techniques

Le projet étant situé en pleine zone urbaine, différents réseaux (eaux usées, réseaux secs...) sont susceptibles d'être rencontrés sur le secteur.

#### 3.3.1 Réseau pluvial

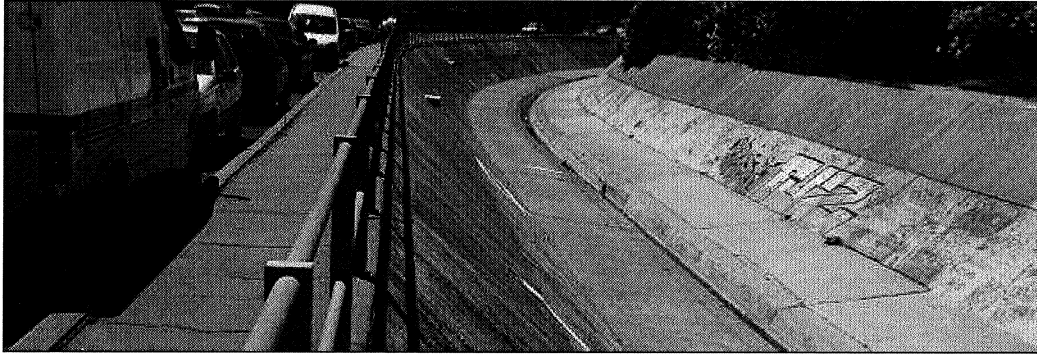


Photo 5 : Arrivées pluviales en rive droite du Verdanson (vue vers l'amont)

⇒ Bien que situés dans l'emprise des terrassements, les exutoires pluviaux ont une cote de génératrice supérieure inférieure aux fonds de fouilles nécessaires à la réalisation des murets. Les travaux de terrassement et d'exécution du muret n'impacteront donc pas directement les exutoires pluviaux en place.

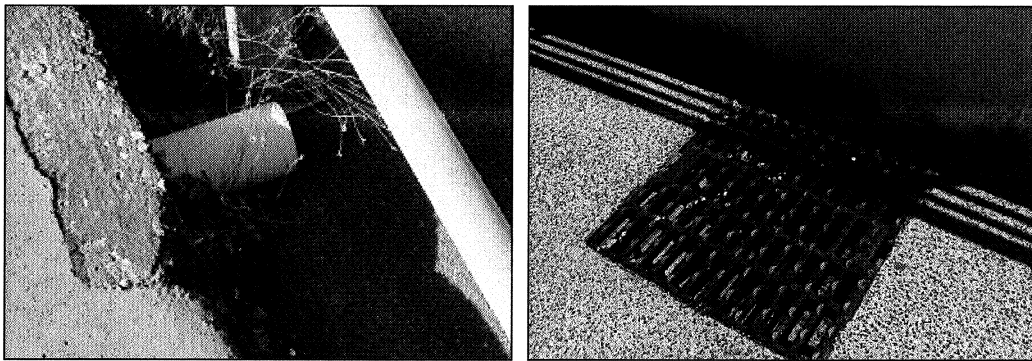


Photo 6 : Vue de deux types d'interférences avec le réseau pluvial prévues

⇒ Seul un exutoire pluvial en PVC arasant la crête de berge est à signaler en rive droite (cf. photo de gauche ci-dessus). La présence de 4 grilles avaloirs en pied de muret le long de la rive gauche est également à signaler. Ces grilles situées dans l'emprise des travaux relatifs au futur muret, devront être déposées et reposées à l'identique (regard y compris).



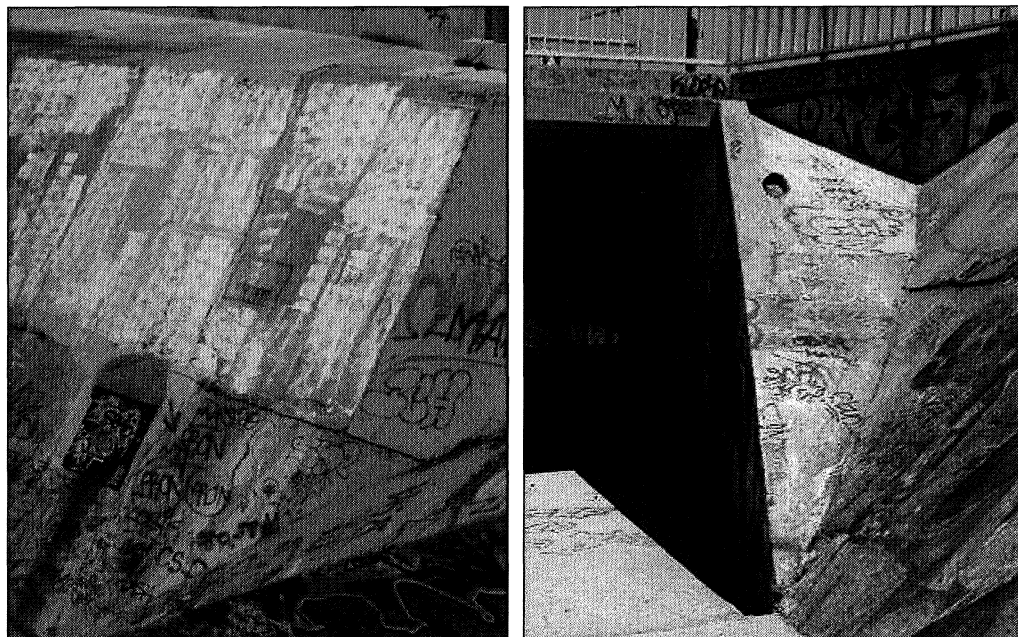


Photo 7 : Exutoires pluviaux dans l'emprise des travaux d'optimisation de l'entonnement

⇒ Il est également à signaler que deux exutoires pluviaux se situent dans l'emprise des travaux d'amélioration de l'entonnement (un en rive gauche et un en rive droite). Ces exutoires devront être *de facto* prolongés. Le clapet de l'exutoire situé en rive gauche devra être reposé au niveau de la nouvelle surface de l'entonnement projeté.

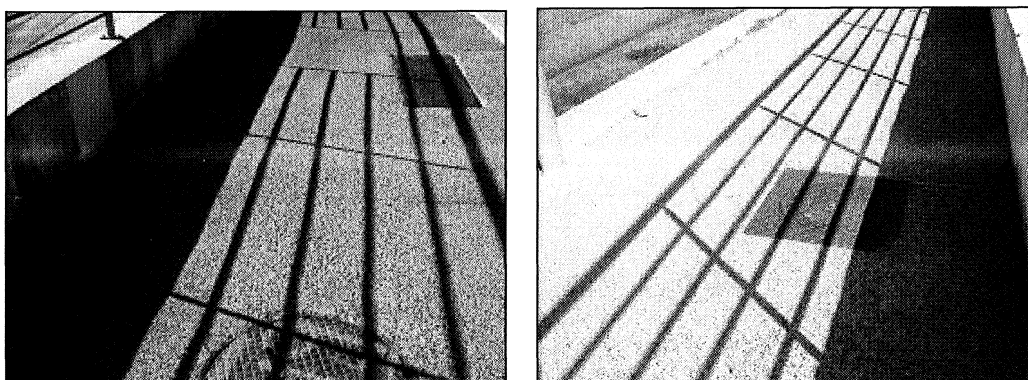


Figure 20 : Regards circulaires à proximité du muret projeté en rive gauche

⇒ Il est anticipable que 3 regards sous tampons fonte circulaire seront directement impactés par les travaux de terrassement et de réalisation du muret en rive gauche, alors que le réseau France Télécom à proximité ne devrait quant à lui, pas être impacté (distance suffisante).

### 3.3.2 Réseau d'eaux usées

Les constats ci-après sont établis sur la base des visites de site et d'un plan d'implantation du réseau d'eaux usées du secteur datant de 2003 en notre possession.

La présence d'une conduite de by-pass vers le Verdanson en rive gauche est visible sur site comme sur le plan de 2003 en notre possession.

Des précisions seront apportées dès qu'un plan plus récent ou des éléments de réponse aux DICT émises seront obtenus.

### **3.3.3 Gaz**

Le croisement d'un réseau de gaz en aval du pont du carrefour Rimbaud impliquera une vigilance accrue durant les travaux d'exécution du muret à proximité.

### **3.3.4 Électricité**

Les travaux de réalisation des murets croiseront deux réseaux HTA et un réseau BTA de part et d'autre du canal. Bien que la profondeur de terrassement relative aux fondations des murets ne devrait pas approcher ces réseaux, leur présence nécessitera également des sondages et une vigilance accrue.

### **3.3.5 Éclairage public**

La proximité de multiples candélabres nécessitera une vigilance accrue en phase travaux. La dépose et repose à l'identique de certains d'entre eux paraît d'ores et déjà nécessaire.

### **3.3.6 Signalisation lumineuse**

La dépose et repose de 2 feux de signalisation tricolores implantés dans l'emprise des travaux est provisionnée.

### **3.3.7 Mobilier urbain**

La dépose et repose à l'identique de certains parcmètre, panneau de signalisation et panneaux de nom de rue sera nécessaire.

## *D.2 - EFFETS DU PROJET SUR L'EAU*

L'article R 214-6/214-32 du Code de l'Environnement dispose que le dossier réglementaire doit comprendre « *une étude des incidences directes, indirectes, temporaires et permanentes du projet sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau de l'eau et la qualité de l'eau durant la phase de travaux et l'exploitation.* »

Dans cette partie on décrira d'abord l'incidence du projet *stricto sensu* sur l'environnement. Puis, au regard de la sensibilité du milieu, on en déduira l'impact réel.

### **Définitions<sup>1</sup>**

**Une incidence** décrit une conséquence d'un projet sur l'environnement indépendamment du territoire qui sera affecté.

**Un impact** est la transposition de cet événement sur une échelle de valeur. Il peut être défini comme le croisement entre l'effet et la sensibilité du territoire ou de la composante de l'environnement touchée par le projet.

**Un effet direct** traduit les conséquences immédiates du projet dans l'espace et dans le temps. Il peut être structurel (dû à la construction même du projet) ou fonctionnel (lié à l'exploitation et l'entretien).

**Un effet indirect** résulte d'une relation de cause à effet ayant à l'origine un effet direct. Il peut concerner des territoires éloignés du projet ou apparaître dans un délai plus ou moins long.

**Un effet temporaire** est un effet limité dans le temps soit parce qu'il disparaît immédiatement après cessation de la cause, soit parce que son intensité s'atténue progressivement jusqu'à disparaître.

**Un effet permanent** est dû à la construction même du projet ou à ses effets fonctionnels qui se manifesteront tout au long de sa vie.

---

<sup>1</sup> Ces définitions sont issues du guide méthodologique « *Étude d'impact sur l'environnement* » de MICHEL Patrick.

**1****Eaux superficielles****1.1 Effets temporaires (en phase travaux)****1.1.1 Effets qualitatifs**

Les incidences potentielles des travaux sur les eaux superficielles du Verdanson sont principalement liées aux engins de chantier, pouvant être sources de pollution.

- ✓ Risques liés aux engins :
  - ♦ les risques de pollution liés aux engins proviennent de fuites accidentelles d'hydrocarbures (fuite de réservoir, rupture de conduite hydraulique...). Ce type de pollution nécessite une intervention rapide pour limiter son extension et dépolluer le site,
  - ♦ le stockage des engins, leur ravitaillement et leur entretien constituent un risque de pollution du milieu naturel par les hydrocarbures.
- ✓ Risques liés aux laitances de béton.

**1.1.2 Mesures en phase travaux**

Toutes les précautions seront prises pour limiter les risques de pollutions accidentelles durant le chantier :

- ✓ Interdiction du dépôt de matériel et de matériaux hors de la zone prévue à cet effet ;
- ✓ Éviter le stationnement des engins ou au stockage éventuel d'hydrocarbures ; Si c'est le cas, ces zones devront faire l'objet d'une imperméabilisation par compactage du sol et mise en place d'une bâche imperméable ;
- ✓ Éviter le stockage de produits chimiques (huiles, graisses, hydrocarbures, solvants, produits chimiques, ...) sur le chantier ;
- ✓ Vérification régulière l'état de bon fonctionnement des engins. Un engin dont les circuits fuient même légèrement devra arrêter immédiatement son action pour réparation ;

- ✓ Interdiction de réaliser l'entretien des engins sur le chantier (vidange...) ;
- ✓ Ravitaillement en carburant des engins effectué en dehors du chantier et bord à bord avec des pistolets à arrêt automatique ;
- ✓ Des kits anti-pollution (produits absorbants, sacs poubelle, gants etc.) seront présents sur le chantier pour une intervention rapide.

En cas de déversement accidentel, des opérations de pompage et de curage du sol seront mises en place. Les eaux pompées dans les fouilles seront filtrées afin d'abattre la teneur en particules en suspension avant rejet.

## 1.2 Effets dus à l'exploitation et (ou) permanent

### 1.2.1 Effets qualitatifs

Le nouvel aménagement prévu n'engendrera aucun impact sur la qualité de l'eau.

### 1.2.2 Effets quantitatifs

#### 1.2.2.1 Impacts hydrauliques du projet hors crue

De par sa nature, le projet n'aura aucune incidence sur les écoulements du Verdanson hors-crue. Les travaux ne modifient en rien les profils en long et en travers bétonnés du cours d'eau. Aussi, l'incidence géomorphologique des travaux est nulle.

#### 1.2.2.2 Impacts hydrauliques du projet en crue

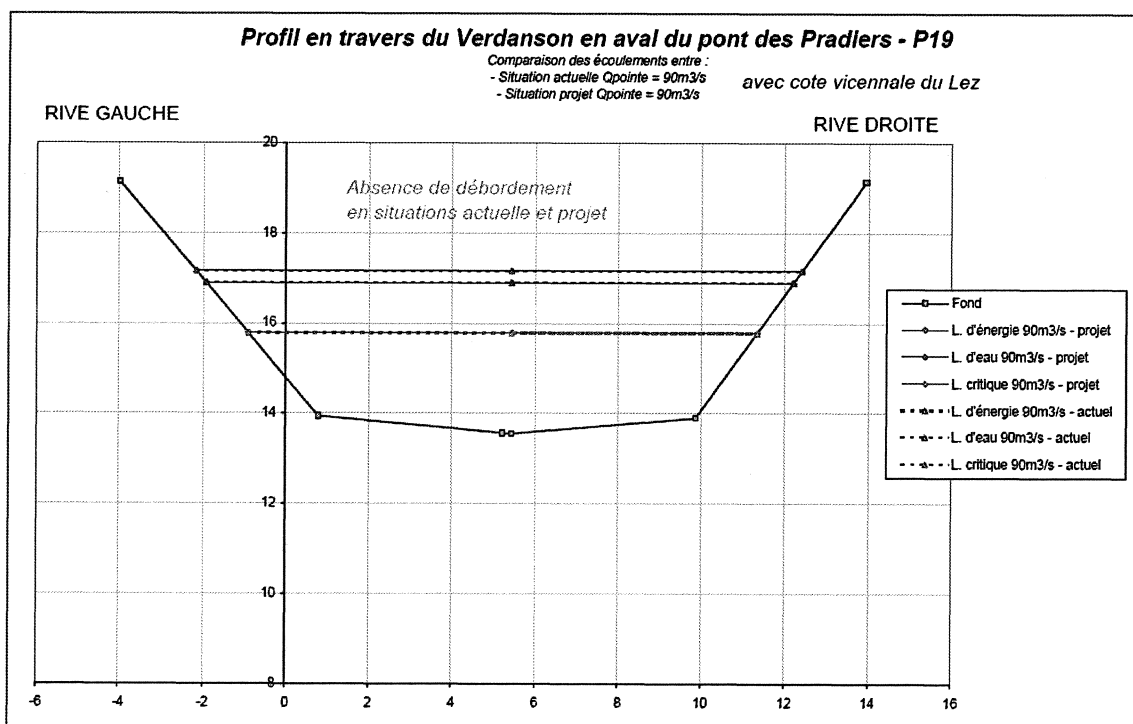
##### A- Analyse de l'impact de l'aménagement à l'aval du pont des Pradiers

##### a- Comparaison avant et après aménagement – Débit de 90 m<sup>3</sup>/s (crue centennale du Verdanson à l'état initial)

Les figures ci-après montrent les lignes d'eau maximales avant et après aménagements au niveau des profils suivants :



◆ Profil 19 :

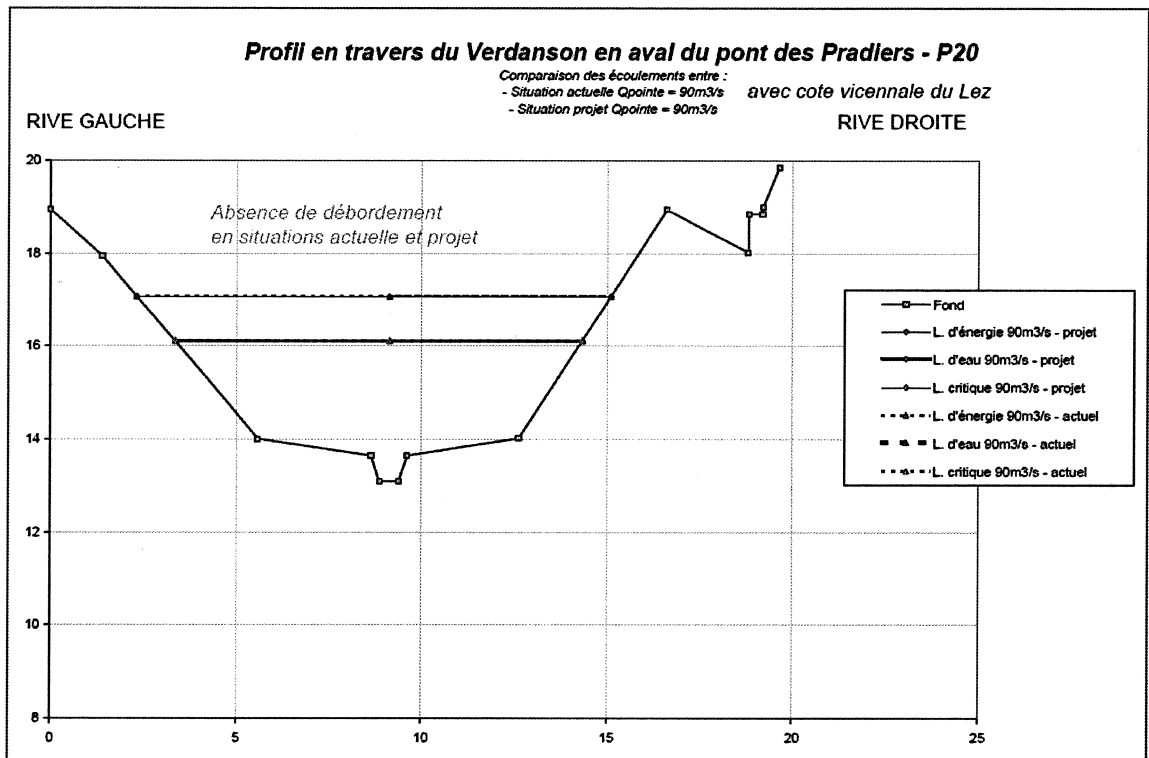


La cote ligne d'eau est d'environ 16,9 mNGF, elle reste constante avant et après travaux.

**L'aménagement n'a donc pas d'impact.**

306

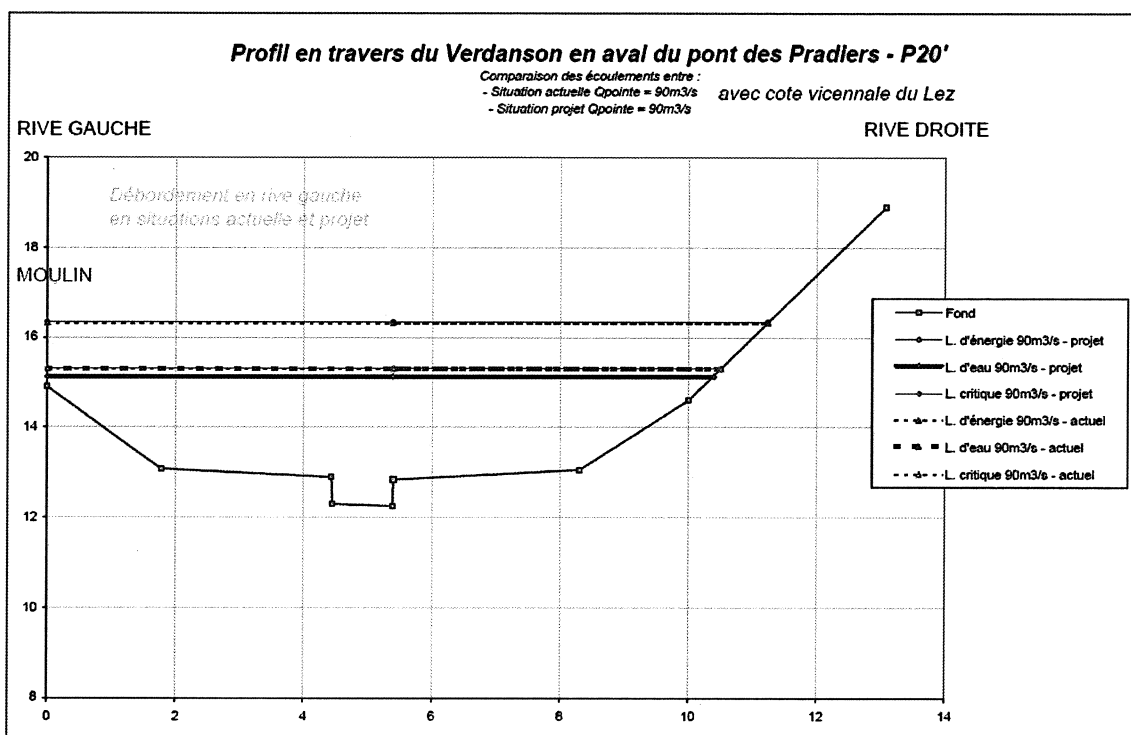
◆ Profil 20



La cote ligne d'eau est d'environ 16,1 mNGF, elle reste constante avant et après travaux. La cote du haut de berge en rive gauche est de 17,94 mNGF, il n'y a pas de débordement.

**L'aménagement n'a donc pas d'impact.**

## ♦ Profil 20'



La cote ligne d'eau est d'environ 15,1 mNGF, elle reste quasiment constante avant et après travaux.

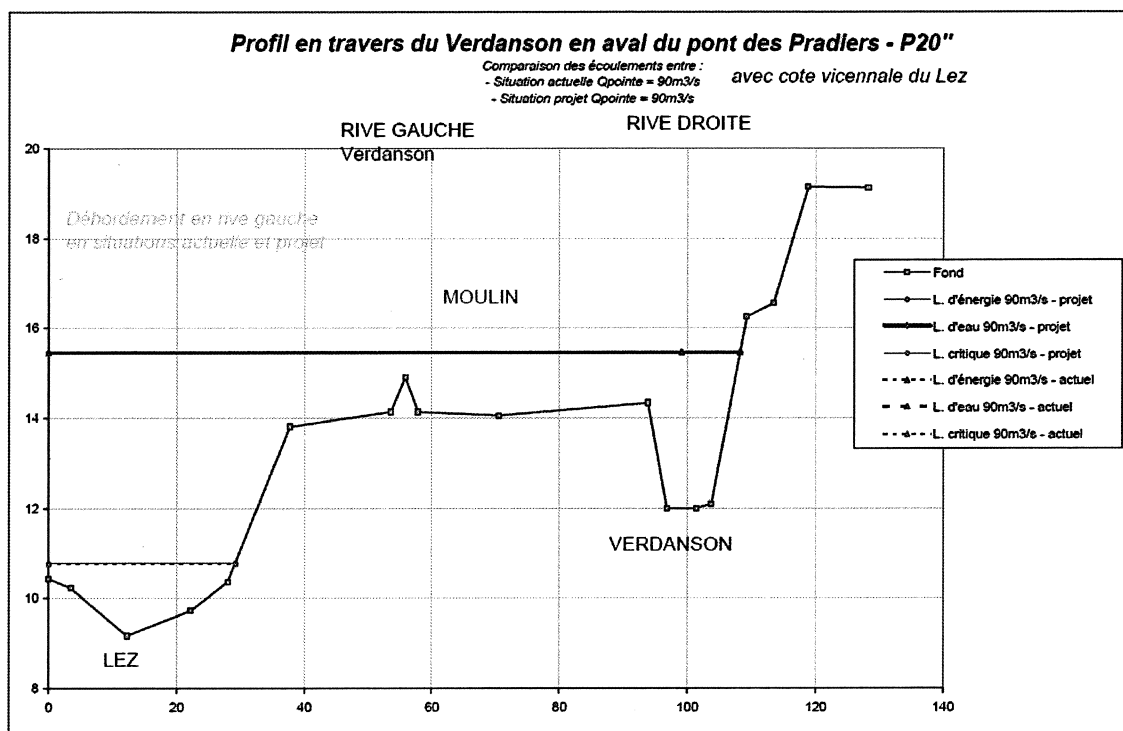
**L'aménagement n'a donc pas d'impact significatif.**

A noter :

- La cote du haut de berge en rive gauche est de 14,8 mNGF. La parcelle en bordure du moulin peut subir une submersion d'environ 0,3 m de hauteur d'eau. Toutefois le bâtiment ne comporte pas d'ouverture au niveau du sol. La première ouverture donnant sur une habitation se situe à une hauteur de plus de 4,5 m par rapport au niveau de la berge.
- Pour les deux habitations situées en amont du moulin, la cote du haut de berge varie entre 17 mNGF et 16,2m NGF. Ces deux habitations ne sont donc pas concernées par le débordement.



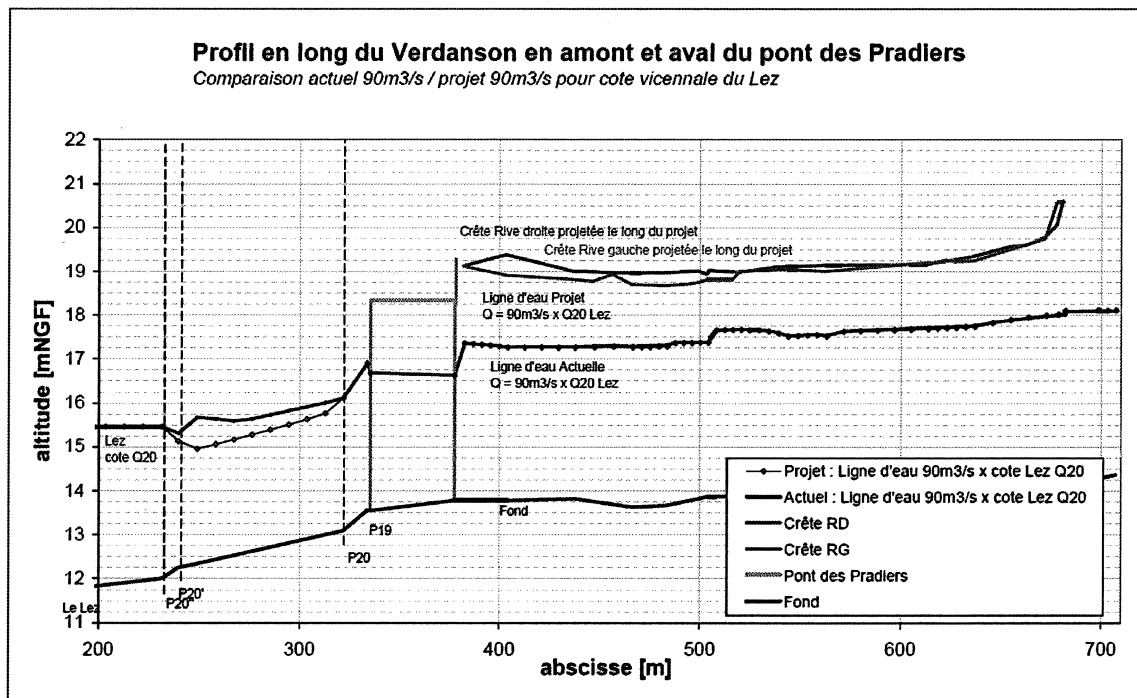
## ◆ Profil 20''



Ici la cote ligne d'eau est imposée par la contrainte aval du Lez : cote 15,45 m NGF, correspondant à l'occurrence vicennale retenue en phase d'étude.

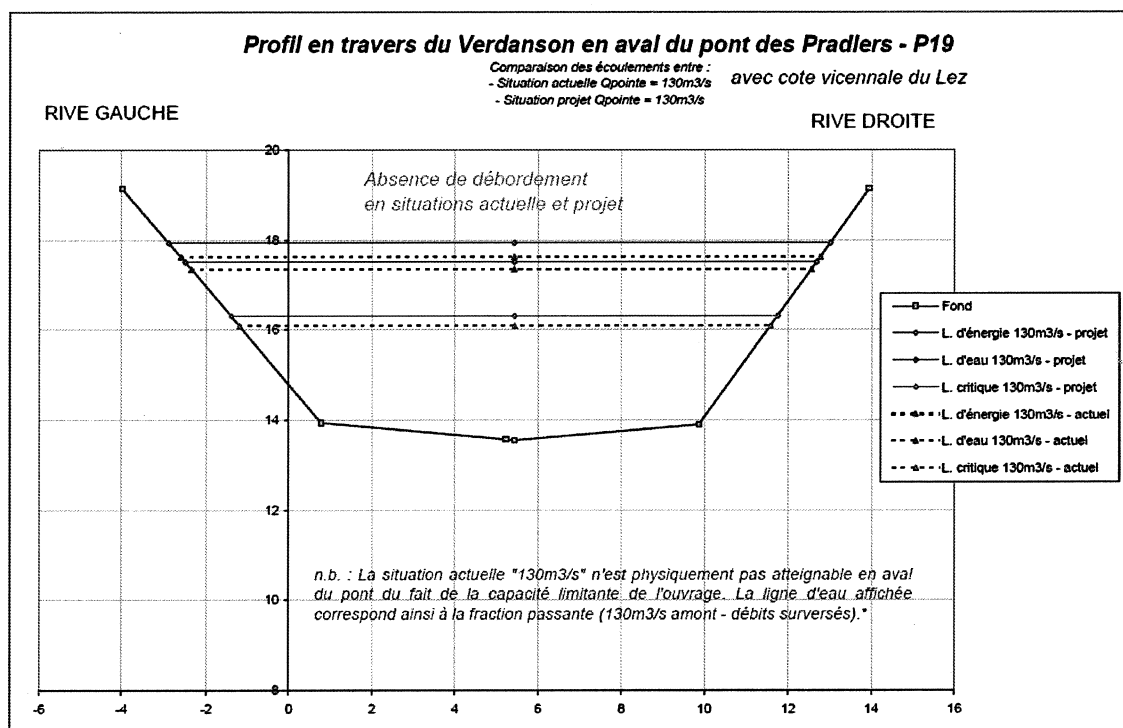
**L'aménagement n'a pas d'impact.**

La figure ci-dessous montre la ligne d'eau maximale sur le profil en long du Verdanson d'amont en aval.



## b- Comparaison avant et après aménagement – Débit de 130 m<sup>3</sup>/s (crue centennale du Verdanson en situation projetée)

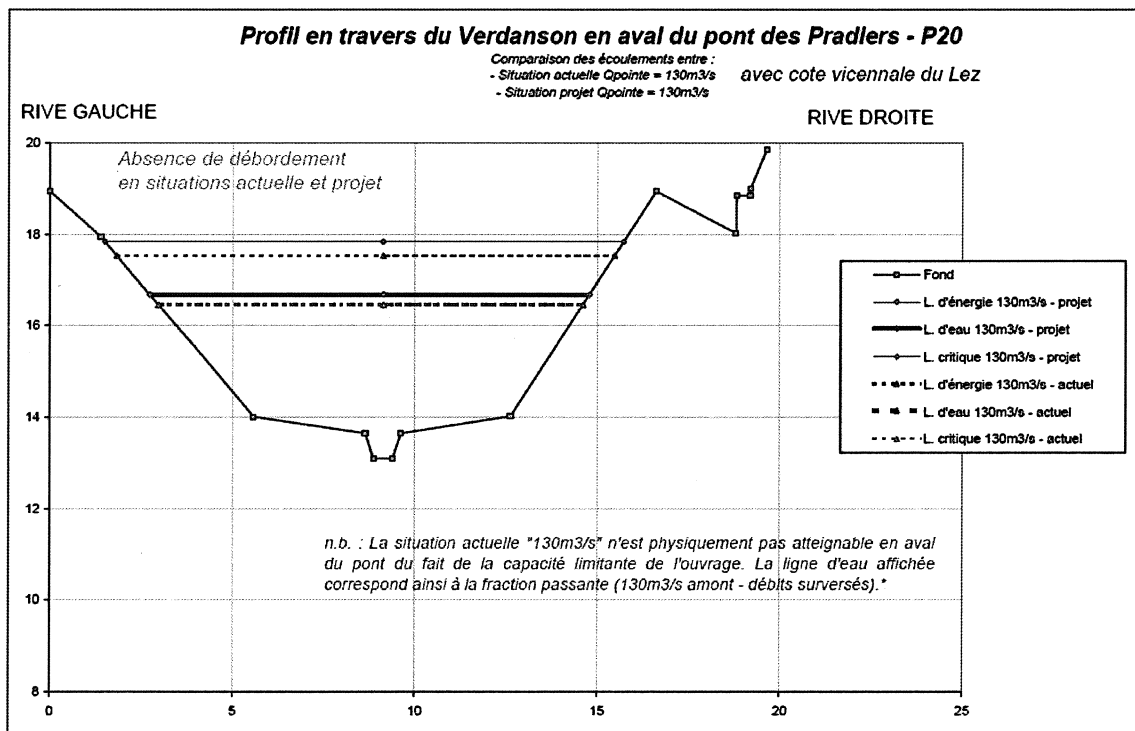
### ◆ Profil 19 :



Cote ligne d'eau avant travaux : 17,4 m NGF

Cote ligne d'eau après travaux : 17,6 m NGF

**Il n'y a aucun débordement. L'aménagement n'a donc pas d'impact significatif.**

◆ Profil 20

Cote ligne d'eau avant travaux : 16,45 mNGF

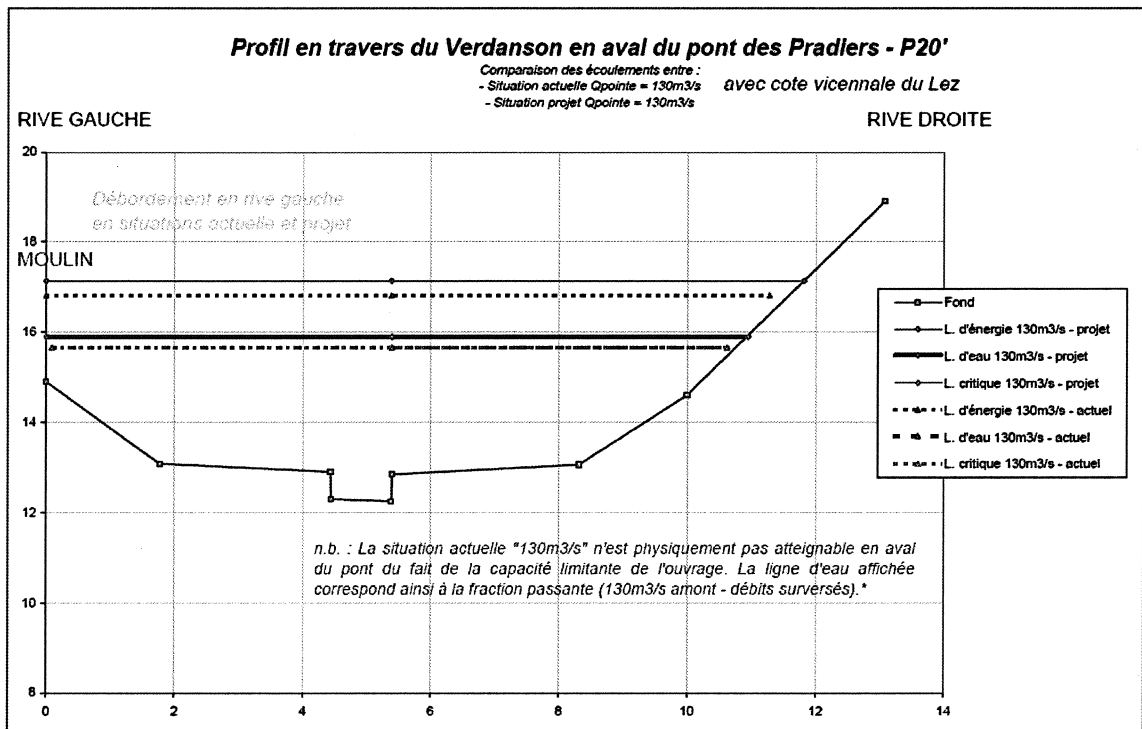
Cote ligne d'eau après travaux : 16,7 mNGF

La cote du haut de berge en rive gauche est de 17,94 mNGF, il n'y a pas de débordement. **L'aménagement n'a donc pas d'impact significatif.**

## **Mercato (2) Nyssen en partance**

Coup de tonnerre dans le ciel de Montpellier. Le DGS de la ville, Jules Nyssen, quitte ses fonctions. Cette figure de la galaxie locale devait pourtant rejoindre la direction générale des services de la communauté d'agglomération. La collaboration avec le nouveau patron des deux exécutifs, Philippe Saurel (ex-PS), s'arrêtera à la fin du mois de juillet.

## ◆ Profil 20'



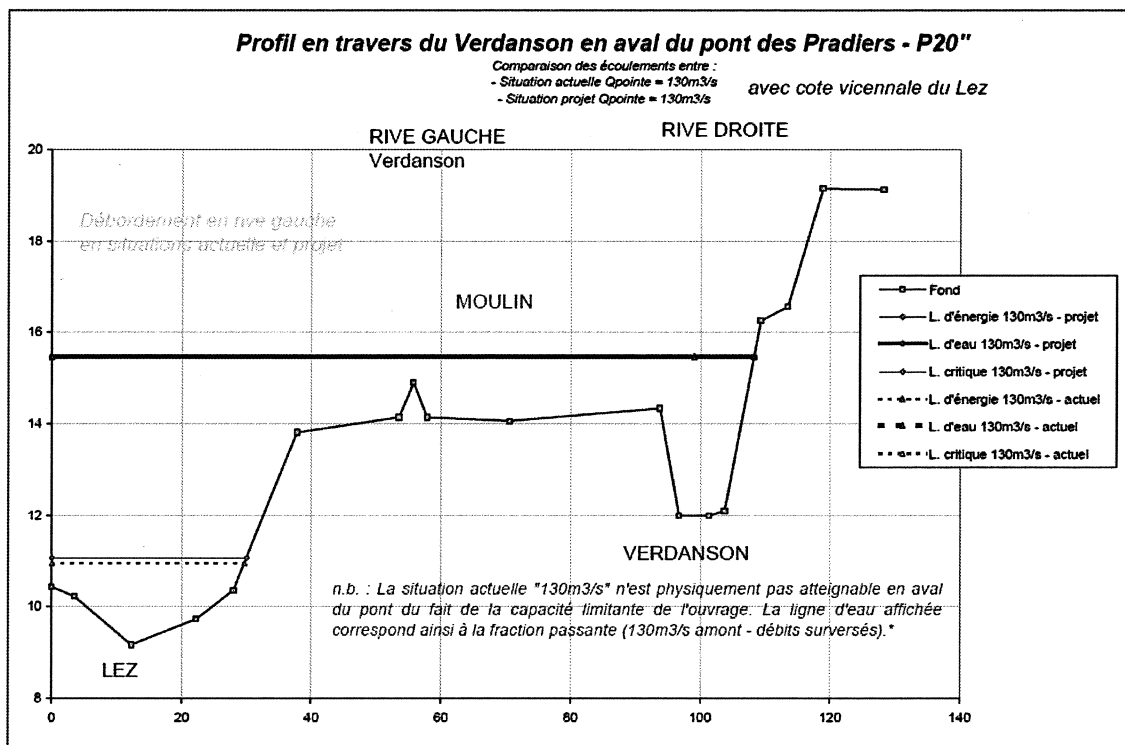
Cote ligne d'eau avant travaux : 15,7 mNGF

Cote ligne d'eau après travaux : 15,9 mNGF

- La cote du haut de berge en rive gauche est de 14,8 mNGF. La parcelle en bordure du moulin peut subir une submersion d'environ 1,1 m de hauteur d'eau. Toutefois le bâtiment ne comporte pas d'ouverture au niveau du sol. La première ouverture donnant sur une habitation se situe à une hauteur de plus de 4,5 m par rapport au niveau de la berge.
- Pour les deux habitations situées en amont du moulin, la cote du haut de berge varie entre 17 mNGF et 16,2 mNGF. Ces deux habitations ne sont donc pas concernées par le débordement.

**L'impact n'est donc pas significatif.**

## ◆ Profil 20''

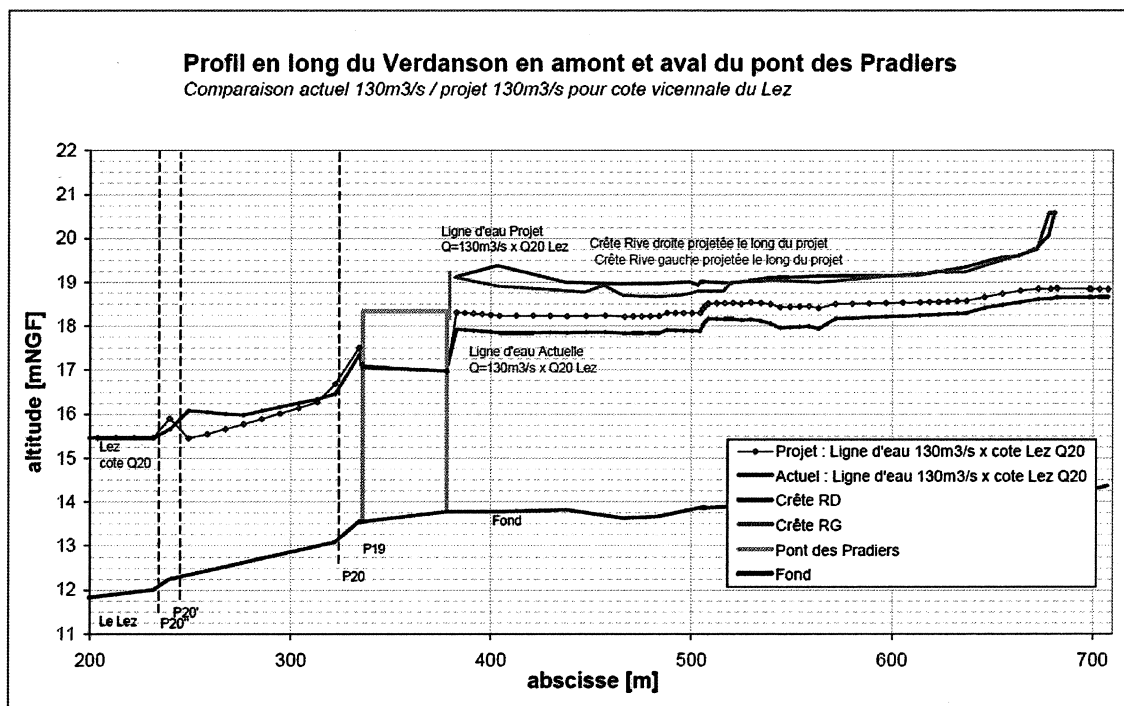


Ici la cote ligne d'eau est imposée par la contrainte aval du Lez : cote 15,45 mNGF, correspondant à l'occurrence vicennale retenue en phase d'étude.

**L'aménagement n'a donc pas d'impact.**

La figure ci-dessous présente la ligne d'eau maximale atteinte pour une crue centennale du Verdanson avant et après aménagement :

◆ Vue générale - profil en long





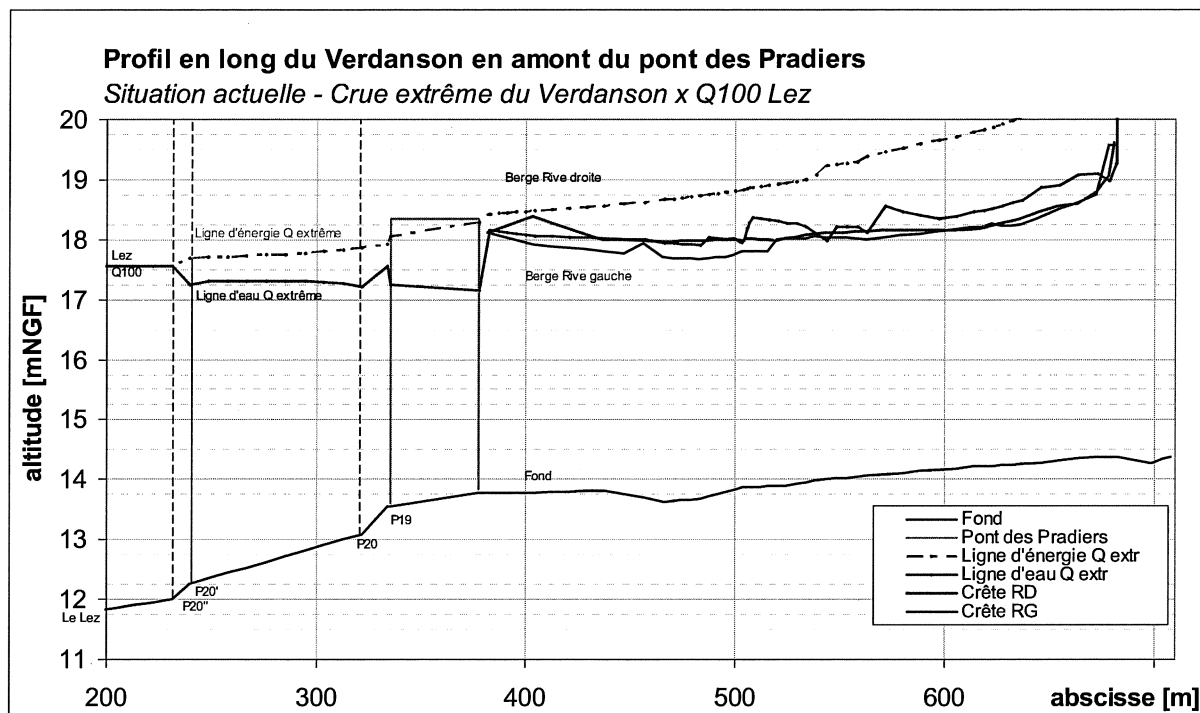
## B- Analyse de la conformité au PPRI – Étude de la crue exceptionnelle du Verdanson

Afin de vérifier l'incidence du projet sur les zones inondables, une modélisation des écoulements a été faite avec les hypothèses suivantes :

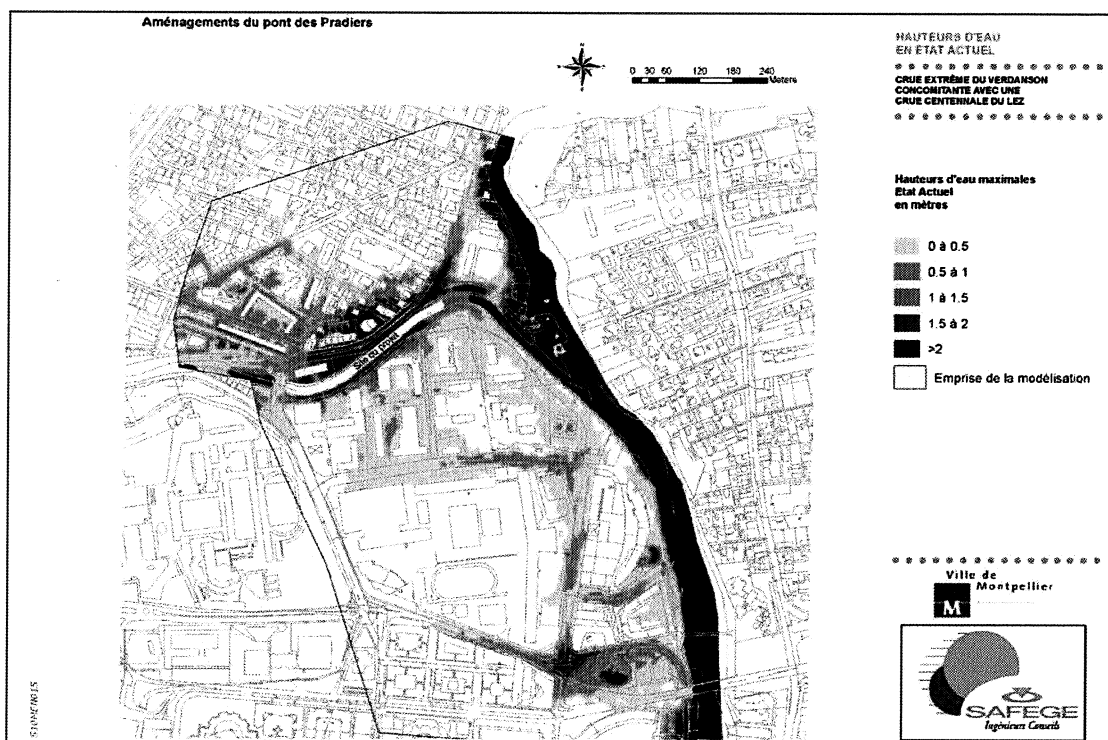
- Débit exceptionnel du Verdanson : 260 m<sup>3</sup>/s ( $> 1,8 \times Q_{100}$ ),
- Concomitance avec niveau centennal du Lez (17,55 mNGF) à la confluence du Verdanson.

### a- Etude de la crue extrême du Verdanson en situation initiale

La figure ci-après présente la ligne d'eau maximale du Verdanson pour crue extrême du Verdanson en concomitance avec une crue centennale du Lez :



La carte ci-après présente les hauteurs d'eau sur les zones inondées :



On note les éléments suivants :

Le débordement intervient en amont et en aval du pont.

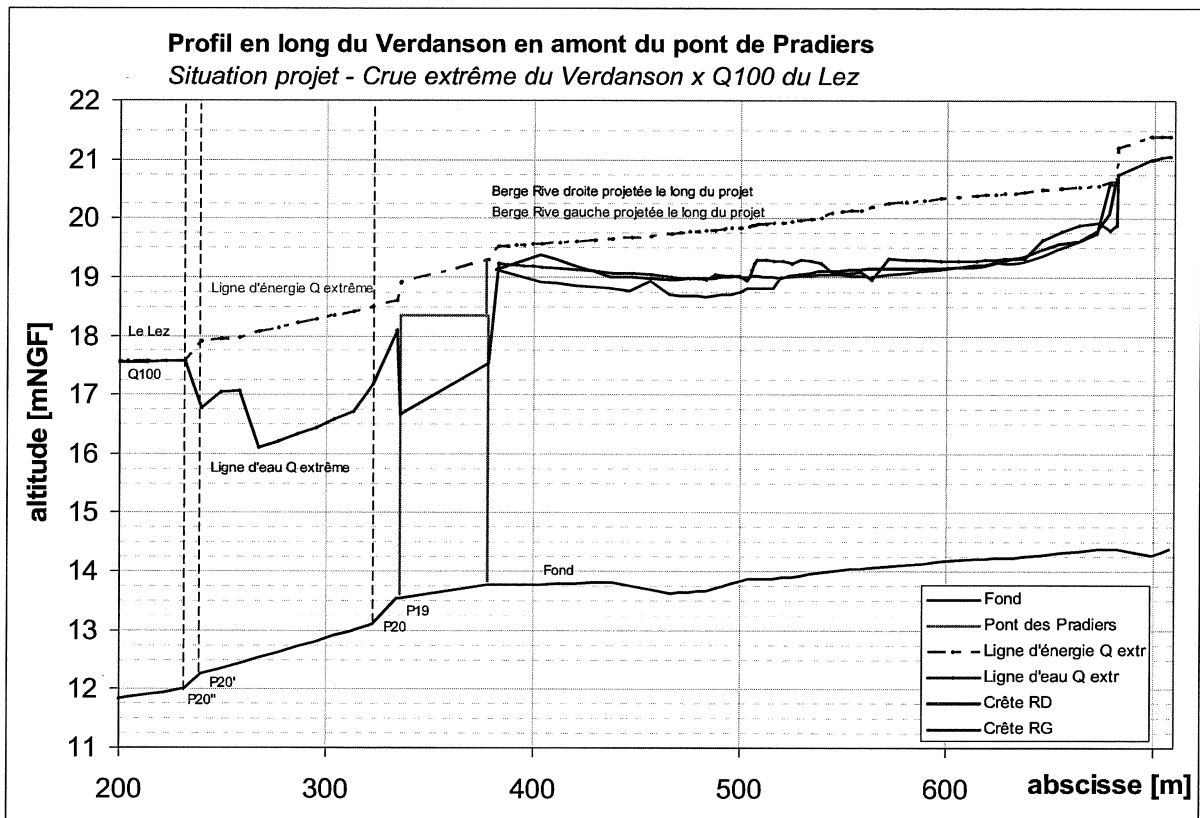
Le volume déversé est 1,6 Mm<sup>3</sup>.

Les hauteurs d'eau les plus importantes (> 2 m) se retrouvent dans le secteur entre la rue de la Pépinière, la rue des Roitelets et la rue des Piverts. L'objet du projet est notamment de mettre en sécurité ce secteur pour la crue centennale.

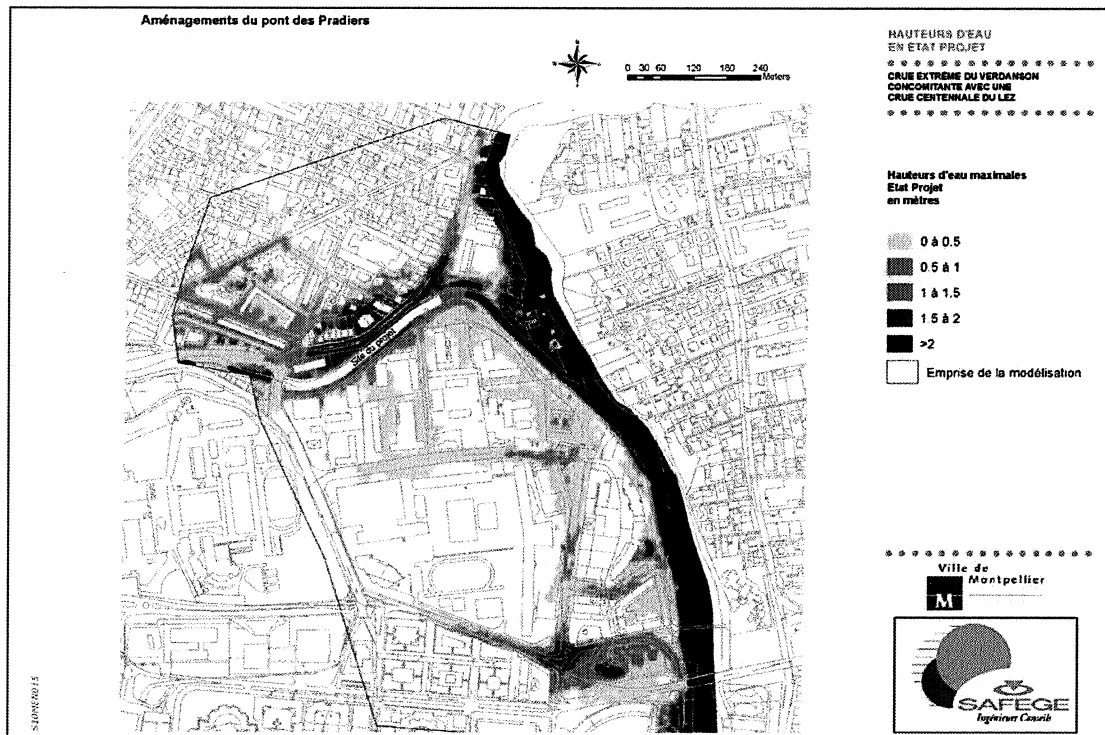
Des hauteurs d'eau également très importantes se retrouvent dans la rue du Moulin de Salicate, jusqu'au Lez.

**b- Étude de la crue extrême du Verdanson après travaux (situation projetée)**

La figure ci-après présente la ligne d'eau maximale du Verdanson pour crue extrême du Verdanson en concomitance avec une crue centennale du Lez :



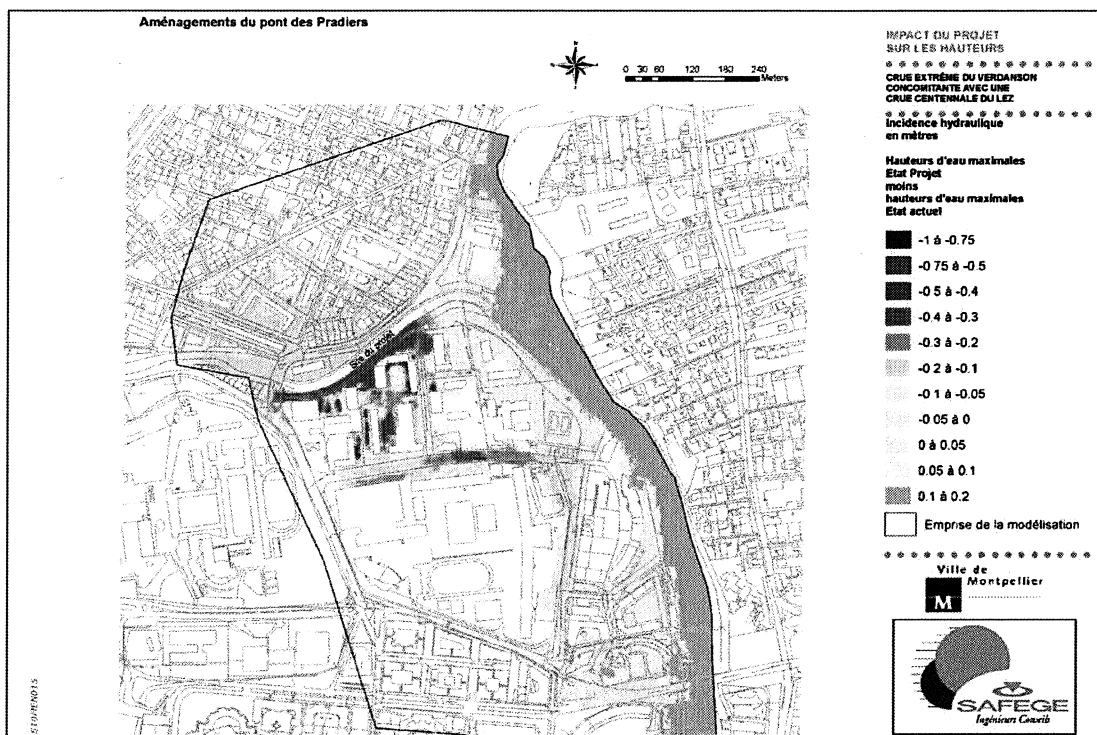
La figure ci-après présente les hauteurs d'eau sur les zones inondées :



On note que le débordement intervient là aussi en amont et en aval du pont et que le volume déversé est de  $1,2 \text{ Mm}^3$ .

Ce volume est légèrement inférieur dans l'état « après travaux ».

## c- Comparaison des états avant et après travaux



Les zones en vert témoignent d'une hauteur d'eau inférieure en état projet par rapport à l'état actuel :

- C'est principalement la rive droite qui « bénéficie » de la réduction du volume débordé puisque les hauteurs constatées sont diminuées de 30 à 40 cm. Elles restent néanmoins importantes : entre 50 cm et 1 m d'eau sur la chaussée.
- En rive gauche, les hauteurs d'eau diminuent également un peu, de l'ordre de 5 à 20 cm, mais elles restent considérables.

Les zones en orange témoignent d'une hauteur d'eau supérieure en état projet par rapport à l'état actuel. C'est la zone du Moulin de Salicate qui est concernée par cette réhausse de la ligne d'eau. Toutefois là encore, la réhausse est comprise entre 0,1 et 0,2 cm, pour une hauteur d'eau totale supérieure à 2m. Les deux habitations et le moulin qui sont impactés sont déjà en zone rouge du PPRI, et l'impact du projet d'aménagement reste faible par rapport à l'effet de la crue exceptionnelle.

De façon générale, on peut en conclure que dans le cas de la crue exceptionnelle, le projet d'aménagement n'entraîne pas d'aggravation significative par rapport à la situation actuelle, que l'on se situe en amont ou en aval du pont.

## 2

## Eaux souterraines

### 2.1 Effets temporaires

Des déversements accidentels de polluants peuvent avoir lieu lors du chantier. Ces déversements, s'ils s'infiltrèrent, peuvent polluer la nappe.

Toutefois, des dispositions seront prises pour réduire au maximum les risques de pollution, selon le plan d'intervention décrit en annexe.

### 2.2 Effets permanents

Le projet n'a pas d'effet sur les eaux souterraines.

⇒ **Le projet ne présente aucun impact sur les eaux souterraines, donc aucun impact sur la masse d'eau souterraine.**

## 3

## Milieu Aquatique - Zone humide

Le linéaire du Verdanson est actuellement bétonné. Il n'existe aucune flore ou faune particulière sur la zone du projet, à l'exception d'une haie d'arbres plantée en limite de clôture de la résidence en amont de la rive gauche du linéaire étudié. Les arbres impactés seront de plus remplacés par des essences identiques.

### 3.1 Effets temporaires

Des déversements accidentels de polluants peuvent avoir lieu lors du chantier. Ces déversements peuvent affecter la faune et la flore présentes sur le secteur et à l'aval (Lez).

La fréquentation du site pendant les travaux provoquera des nuisances sonores. Ces dérangements peuvent notamment conduire à un abandon du site pour certaines espèces.

Toutefois, des dispositions seront prises pour réduire au maximum les risques de pollution, selon le plan d'intervention décrit en annexe. En outre, le linéaire du Verdanson au niveau de la zone des travaux est entièrement artificialisé et bétonné ce qui limite considérablement l'impact sur la faune et la flore du projet.

### 3.2 Effets permanents

Le projet n'aura pas d'effet sur les milieux aquatiques et les zones humides.

#### Mesures associées

Le traitement de la végétation consiste à :

- Débroussailler et arracher la haie longeant la résidence en amont de la rive gauche sur une dizaine de mètre linéaire de manière à faciliter l'accès à la zone de travaux ;
- Remplacer à l'identique les essences arrachées à la fin des travaux.

Ces travaux seront réalisés manuellement avec équipements adéquates (débroussailleuses mécaniques, tronçonneuses).

## 4

**Incidences sur les sites Natura 2000**

Nous rappelons que le secteur d'emprise du projet est en dehors de tout zonage réglementaire (cf. 2.2). Le site le plus proche est situé à plus de 3 km. Il s'agit de :

- SIC FR9101392 – le Lez.

Dans la traversée de Montpellier et au droit du projet, le lit mineur du canal est sur sa plus grande partie artificialisé. Le débit d'étiage n'est pas propice au développement de la faune ou de la flore.

⇒ **La sensibilité écologique du secteur est donc très réduite.**



### *D.3 - MESURES COMPENSATOIRES ET CORRECTIVES PREVUES POUR LIMITER LES INCIDENCES*

---

L'article R 214-32 du code de l'environnement implique que le dossier réglementaire précise « *s'il y a lieu les mesures correctives ou compensatoires envisagées.* ».

**Les mesures correctives** visent à corriger les impacts négatifs du projet sur le lieu et au moment où ils se développent.

**Les mesures compensatoires** sont envisageables quand un impact dommageable ne peut être suffisamment réduit ou que les dommages causés sont irréversibles.

Les mesures à prendre pour ce type de travaux sont essentiellement liées aux impacts dus aux travaux.

**1****Mesures en phase préparatoire  
et en phase travaux**

Les travaux seront effectués les jours ouvrables à l'exception des nuits (sauf autorisation ou demande du Maître d'œuvre dans le cas de travaux nécessitant un arrêt temporaire des installations).

**1.1 Installations de chantier**

La phase d'installation du chantier inclura notamment :

- La protection du chantier contre les eaux de ruissellement et leur canalisation pendant la durée des travaux ;
- Les frais d'établissement et de suivi du Plan d'Assurance de la Qualité et notamment tous les essais et contrôles internes et externes ;
- L'entretien pendant toute la durée des travaux de l'ensemble des installations, y compris gardiennage 24h/24 durant la phase de travaux dans le lit mineur du Verdanson.

**1.2 Mesures contre le risque d'inondation****1.2.1 Mesures préventives**

Afin de réduire à minima le risque d'amplification du risque inondation lié aux travaux, il est choisi de mettre en place les mesures suivantes :

- Un contrat de vigilance pendant la période de travaux en zone inondable sera passé entre l'entreprise et Météo France pour :
  - anticiper sur le risque de crue ;
  - anticiper d'éventuels épisodes pluvieux avec 3 à 4 jours d'antécédence. Cela permettra à l'entreprise d'adapter ses moyens, de réaliser des aménagements (échancrures dans les remblais...) et de retirer son matériel ;

- déclencher une alerte crue avec une anticipation de 12 à 24 h. Cette alerte permettra de déclencher le rebouchage des tranchées (cf. procédure ci-après).
- Une astreinte de présence 24h/24 sur le chantier aux frais de l'Entrepreneur afin d'assurer les meilleurs délais d'intervention et une mise en œuvre optimale des mesures d'urgence en cas de crue ou d'obstruction du libre écoulement du Verdanson.

### 1.2.2 Mesures d'urgence en cas de crue

L'Entrepreneur sera tenu de soumettre à l'approbation du Maître d'œuvre les mesures d'urgence et les plans de repli prévu en cas de crue du Verdanson.

Toutes les mesures de repli et de sécurisation du chantier et des installations pouvant constituer des obstacles au libre écoulement du Verdanson en cas de crue seront à la charge de l'entrepreneur.

En cas de sinistre ou risque imminent, l'entrepreneur sera tenu d'intervenir et mettre en œuvre les mesures nécessaires dans un délai inférieur à 6 heures.

Tous dégâts et sinistres liés au manquement de telles obligations seront à la charge de l'entrepreneur.

## 1.3 Eaux souterraines

Toute activité sur le site pendant la réalisation du chantier sera, pour des raisons évidentes de sécurité, réglementée. Les aspects relatifs à la circulation des véhicules et à la sécurité feront l'objet d'un soin particulier, afin d'apporter toute garantie en la matière. Le charroi des camions définira des précautions relatives aux conditions d'accès et de sortie du site, ainsi qu'à celui du trajet emprunté. Une vigilance particulière sera déployée de manière à ne pas perturber la circulation du tramway et des véhicules le long du réseau viaire environnant.

## 1.4 Transport des matériaux

Les camions emprunteront les axes routiers définis et convenu au préalable entre les entreprises et le maître d'ouvrage. Le transport des matériaux s'effectuera durant les jours de semaine ouvrables (du lundi au vendredi) et les engins devront respecter les normes et réglementations en vigueur en matière de bruit et d'émission de poussière.

## 1.5 Opérations

Les travaux devront obligatoirement se réaliser en dehors des périodes de crue. Ils seront réalisés en période sèche afin de :

- ◆ Minimiser les effets du ruissellement ;
- ◆ Minimiser l'entraînement des matières en suspension dans le canal ;
- ◆ Éviter de travailler sur le site lorsque celui ci est inondé.

## *D.4 - COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE ET LE SAGE*

---

# 1

## Compatibilité avec le SDAGE

Le projet doit se soumettre aux prescriptions des directives et orientations prévues dans le SDAGE 2010-2015 du bassin Rhône Méditerranée approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 20 novembre 2009. Le SDAGE découle de la mise en application de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) 2000/60 du 23 octobre 2000, transposée en droit français en 2004.

Huit **orientations fondamentales** (OF) ont été définies et déclinées en plusieurs dispositions.

Le tableau ci-après met en évidence la comptabilité du projet avec ces orientations.

**SDAGE 2009 : Orientations fondamentales**

<b>Orientation Fondamentale (OF)</b>	<b>Application au projet</b>
OF1 – Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité.	<i>Le projet constitue une mesure de prévention contre les crues.</i>
OF2 – Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques.	<i>Des mesures de précaution seront prises pour réduire l'incidence des travaux.</i>
OF3 – Intégrer les dimensions sociales et économiques dans la mise en œuvre des objectifs environnementaux	<i>Le projet permet de protéger les biens et les personnes contre les inondations en milieu urbain.</i>
OF4 – Organiser la synergie des acteurs pour la mise en œuvre de véritables projets territoriaux garantissant une gestion durable de l'eau	<i>Sans objet dans le cadre de la présente opération.</i>
OF5 – Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé	
a – Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle	<i>Sans objet dans le cadre de la présente opération</i>
b – Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques	<i>Sans objet dans le cadre de la présente opération</i>
c – Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses	<i>Des mesures de précaution seront prises pour réduire l'incidence des travaux.</i>
d – Lutter contre les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles	<i>Sans objet dans le cadre de la présente opération</i>
e – Évaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine	<i>Sans objet dans le cadre de la présente opération</i>
OF6 – Préserver et redévelopper les fonctionnalités naturelles des bassins et des milieux aquatiques	<i>Sans objet dans le cadre de la présente opération.</i>
a – Agir sur la morphologie et le décroisement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques	<i>Sans objet dans le cadre de la présente opération.</i>

b – Prendre en compte, préserver et restaurer les zones humides	<i>Sans objet dans le cadre de la présente opération.</i>
c – Intégrer la gestion des espèces faunistiques et floristiques dans les politiques de gestion de l'eau	<i>Sans objet dans le cadre de la présente opération.</i>
OF7 – Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir	<i>Sans objet dans le cadre de la présente opération.</i>
OF8 – Gérer les risques d'inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau	<p><i>L'opération constitue une mesure de prévention contre les crues.</i></p> <p><i>La définition du projet est effectuée sur la base d'une modélisation mathématique prenant en compte les caractéristiques hydrologiques et hydrauliques du cours d'eau.</i></p>

⇒ **Ce projet est entièrement compatible avec les orientations définies par le SDAGE (notamment sur la gestion des inondations).**



## 2 Compatibilité avec le SAGE

### 2.1 Présentation du SAGE

Le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) est la traduction locale et opérationnelle du SDAGE sur un bassin versant plus restreint.

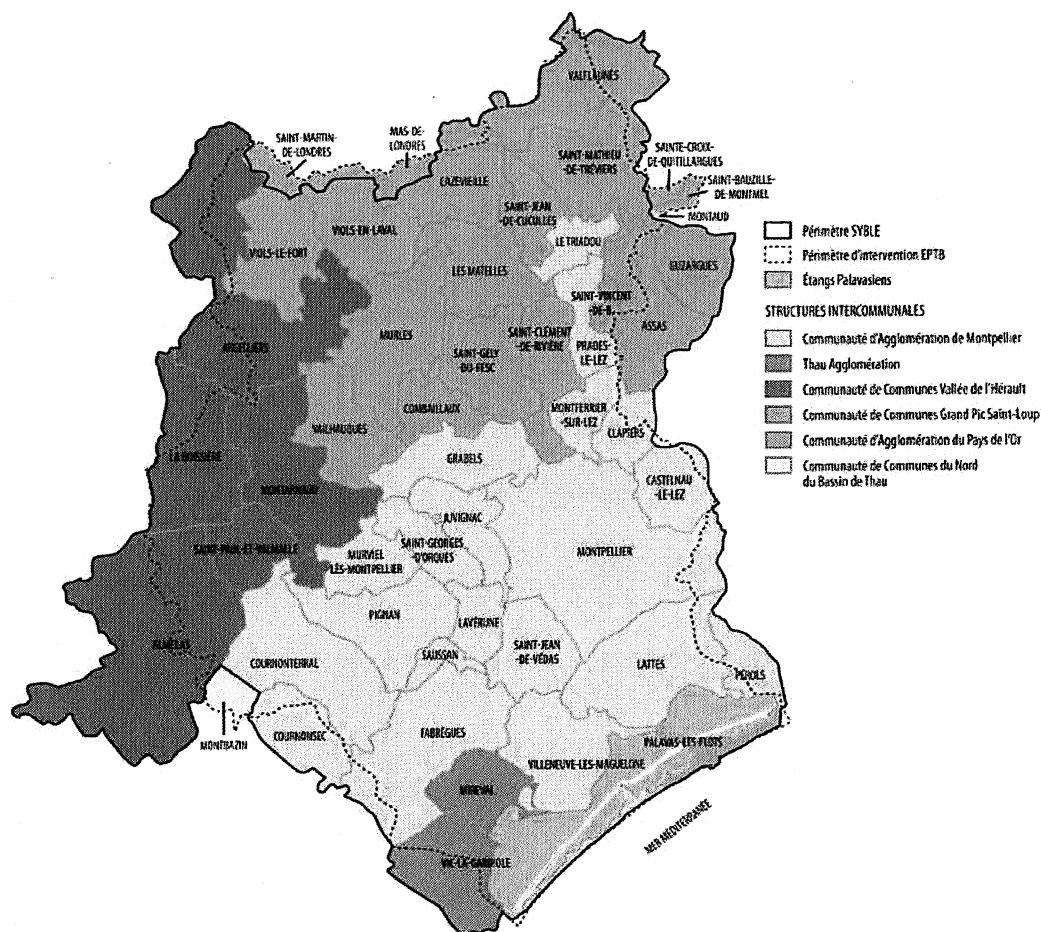
Le SAGE fixe les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection qualitative et quantitative des ressources en eaux superficielles, de transition et souterraines. En tant qu'outil stratégique de planification de l'eau, il se fonde sur les principes d'une gestion équilibrée et collective de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

La commune de Montpellier se situe sur le périmètre du SAGE LEZ-MOSSON-ETANGS PALAVASIENS.

Ce SAGE, approuvé par arrêté préfectoral le 29 juillet 2003, est en cours de révision (approbation prévu fin 2014 – début 2015). Par anticipation, c'est la version révisée qui a été étudiée dans le cadre de ce projet.

Le périmètre du SAGE Lez-Mosson-Étangs Palavasiens s'étend sur une superficie de 746 km<sup>2</sup> et couvre 43 communes du département de l'Hérault, dont celle de Montpellier.

**Figure 21: Périmètre du SAGE Lez-Mosson- Étangs Palavasiens**



## 2.2 Les enjeux du SAGE

La stratégie du SAGE Lez-Mosson- Étangs Palavasiens se décline autour de 7 grands enjeux validés par Commission Locale de l'Eau (CLE) :

◆ 4 enjeux majeurs :

## 1. La restauration et la préservation des milieux aquatiques, des zones humides et de leurs écosystèmes

*Les milieux aquatiques et les zones humides assurent des fonctions essentielles par leur capacité d'épuration, de régulation des ressources en eau – tant à l'étiage qu'en crue, et leur rôle dans le maintien de la biodiversité et des paysages.*

*L'un des enjeux du SAGE est d'assurer la préservation des milieux aquatiques, des zones humides et de leur fonctionnalité par un développement durable du territoire.*

334

## **2. La gestion des risques d'inondation dans le respect des milieux aquatiques**

*Face à l'urbanisation croissante du territoire, les modifications de l'occupation des sols peuvent perturber la dynamique de crue et augmenter l'exposition au risque. Pour réduire de manière significative et durable ce risque, le SAGE vise à concilier la préservation des lits majeurs des cours d'eau, de leur fonctionnement naturel et des zones d'expansion de crue.*

## **3. La préservation de la ressource naturelle et son partage entre les usages**

*Les usages sont fortement dépendants des ressources en eau, dont les ressources en eau superficielle. Le bassin versant doit faire l'objet d'une gestion équilibrée de la ressource pour assurer la pérennité des cours d'eau..*

*Le SAGE a pour enjeu de préserver la ressource en améliorant la connaissance sur le fonctionnement des principaux cours d'eau et des aquifères karstiques et assurant une concertation élargie entre les acteurs institutionnels, les élus et les usagers pour organiser le partage de la ressource.*

## **4. La restauration et le maintien de la qualité des eaux**

*Les efforts réalisés en matière d'assainissement ont permis d'améliorer la qualité de l'eau. Ces efforts doivent se maintenir et une vigilance doit être mise en place afin de veiller à ce que la pression anthropique, toujours en augmentation, ne dégrade pas la qualité de l'eau.*

*L'un des enjeux du SAGE est d'assurer la préservation, voire la reconquête de la qualité de l'eau, garante de l'économie du territoire à moyen et long terme.*

### **♦ 3 enjeux transversaux ;**

**1. La pérennité d'une gouvernance partagée entre les maîtres d'ouvrage des actions du SAGE ;**

**2. La sensibilisation et la mobilisation sur la valeur patrimoniale de la ressource de tous les publics ;**

**3. Le développement continu des connaissances liées à la gestion de l'eau et le suivi des opérations de gestion.**

## **2.3 Compatibilité du projet avec le SAGE**

Tout d'abord, il est à noter que le projet concerne le tronçon du Verdanson situé entre le pont reliant le carrefour Rimbaud à la rue de la Pépinière et le pont des Pradiers à Montpellier.

Le projet consiste en une série d'opérations (modification de l'entonnement du pont, mise en place d'un dispositif anti-embâcle et rehausse du muret présent sur les rives) visant à améliorer les écoulements au niveau du pont des Pradiers dans le but de réduire le risque de débordements en rive en gauche notamment.

### 2.3.1 Enjeu 1 : Préservation des milieux aquatiques, des zones humides et des écosystèmes

Concernant les projets d'aménagement, le SAGE indique que les nouvelles autorisations délivrées et les nouvelles déclarations acceptées soumises aux législations IOTA (article L. 214-1 du Code de l'environnement) ou ICPE (article L. 511-1 du Code de l'environnement) doivent être compatibles avec l'objectif de préservation des cours d'eau, de leur espace minimum de bon fonctionnement, des lagunes et des zones humides.

#### A- Zones protégées et zones humides

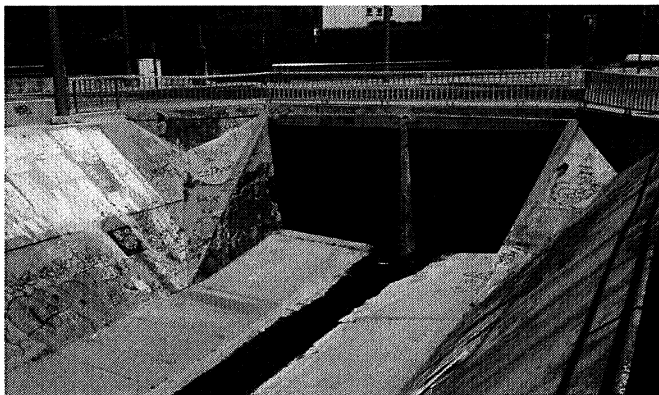
Comme indiqué dans la partie D-1 2.2 du présent rapport, le projet est en dehors de tout zonage réglementaire (site Natura 2000, ZNIEFF de type II). Le projet n'est concerné par aucun autre type de protection réglementaire de type ZNIEFF, ZICO, Arrêté de biotope, Zones Humides...

→ L'impact sur ces zones sera donc nul.

#### B- Espace minimum de bon fonctionnement

Le projet se situe dans l'espace minimum de bon fonctionnement du Verdanson. Néanmoins sur ce tronçon du cours d'eau les enjeux liés à la préservation des milieux naturels et de cet espace sont très faibles pour les raisons suivantes :

- Le cours d'eau a fait l'objet d'un recalibrage très important,
- Il n'y a pas de ripisylve de part et d'autre des rives qui sont totalement bétonnées.
- Le tronçon fait l'objet d'aménagements (dignes classées) avec présence d'enjeux liés à la sécurité des personnes et des biens à proximité immédiate des cours d'eau.



→ Le projet n'impactera pas la qualité de l'espace minimum de bon fonctionnement du Verdanson.

### 2.3.2 Enjeu 2 : La gestion des risques d'inondation dans le respect des milieux aquatiques

Au titre de cet enjeu, le SAGE définit plusieurs dispositions à prendre en compte dans le cadre des projets d'aménagements :

#### A- - Préserver les Zones d'Expansion de Crue

Le SAGE indique que l'ensemble des projets d'aménagement doivent respecter les zones d'expansion de crue.

La carte ci-dessous localise les zones d'expansion de crue du bassin versant :

Figure 22: Extrait carte des Zones d'expansion de crue à préserver

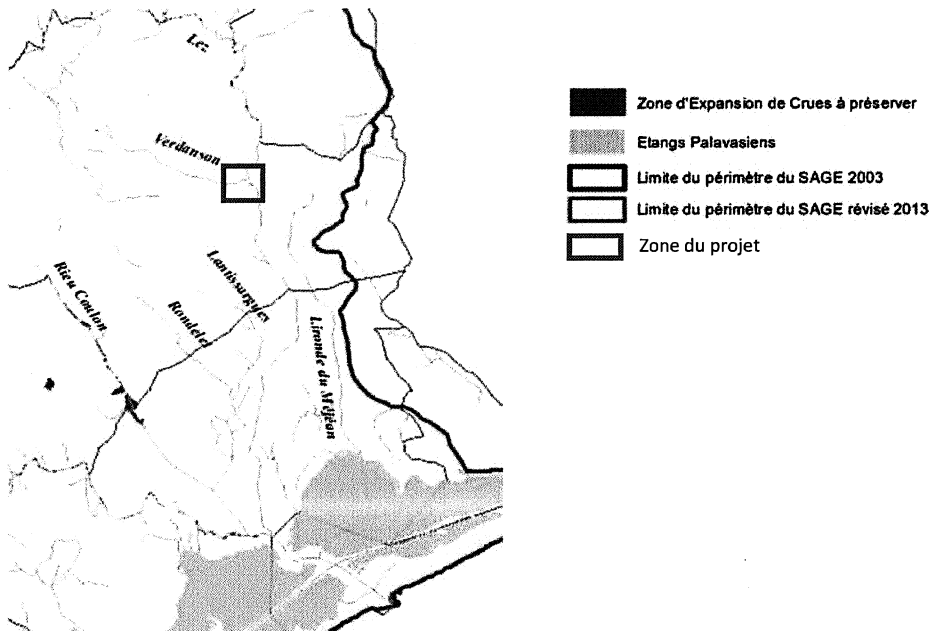
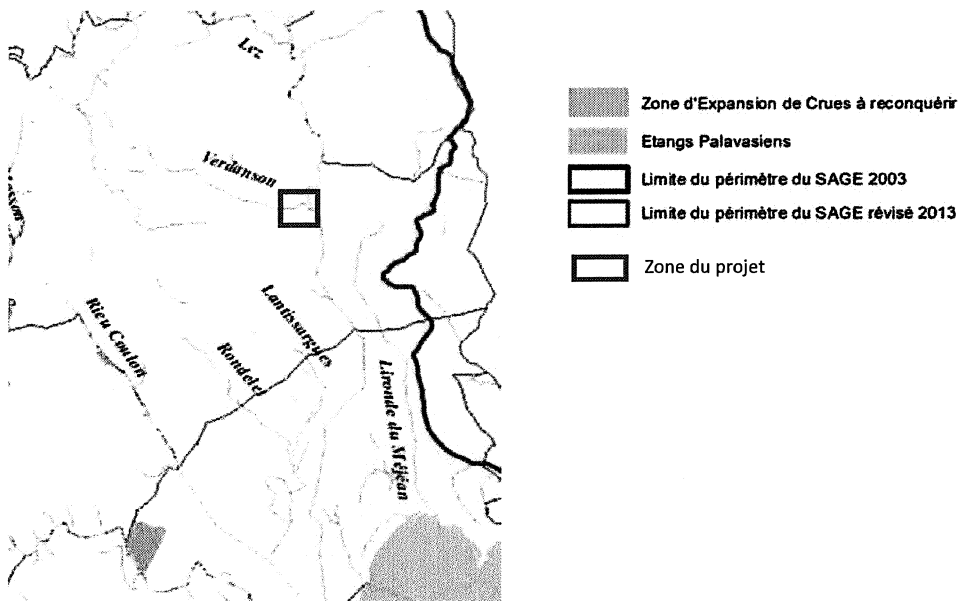


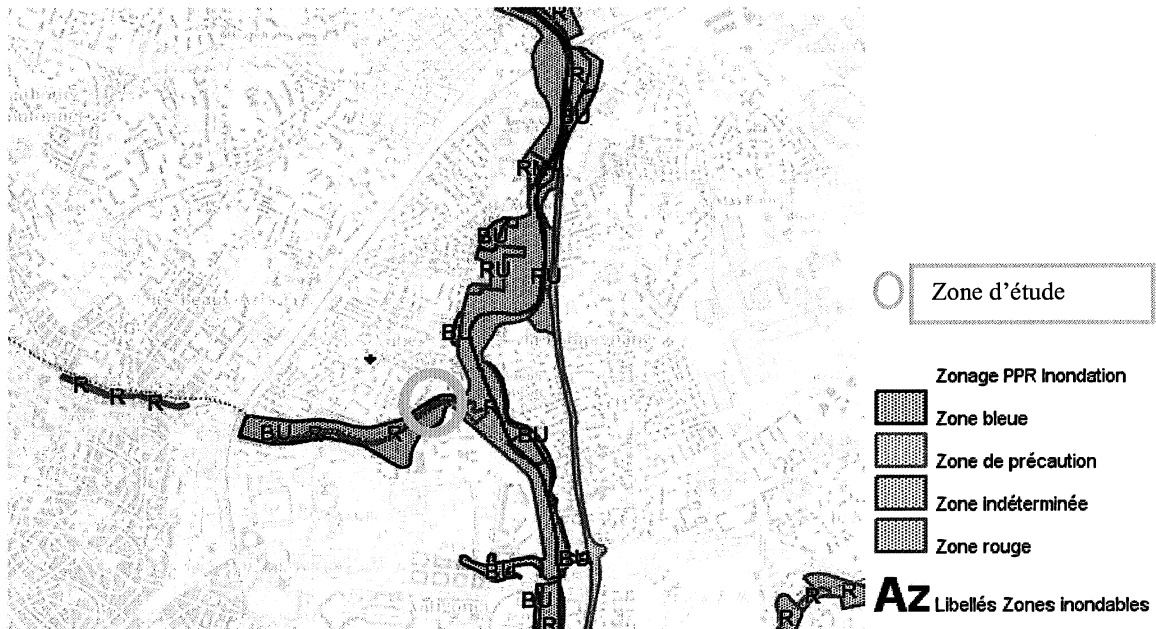
Figure 23: Extrait - carte des Zones d'Expansion de Crue à reconquérir



→ L'emprise du projet n'est donc pas concernée par ce type de zone.

## B- - Préserver les zones inondables

La zone du projet est incluse dans un PPRI (plan de prévention des risques inondation).



Le SAGE indique que les plans d'aménagement et les décisions administratives relatives au domaine de l'eau doivent prendre en compte la préservation des zones bleues des PPRI et limiter tout aménagement dans ces secteurs.

Certaines exceptions sont toutefois prévues et notamment les travaux et aménagements de protection contre les inondations des lieux densément urbanisés avec présence d'enjeux liés à la sécurité des personnes et des biens.

→ **Le projet est donc compatible avec cet enjeu.**

## **C- Contrôler les remblais dans les zones inondables**

### **a- Réalisation d'une étude hydraulique**

Le SAGE recommande que les nouveaux projets d'aménagements fassent l'objet d'une étude hydraulique vis-à-vis de la ligne d'eau et des volumes soustraits aux capacités d'expansion de crue\* afin de s'assurer de l'absence d'impact sur les zones à enjeux pour la crue de référence.

Cette étude a été réalisée (partie D-2 1.2 du présent dossier) et indique la conclusion suivante :

**Dans le cas de la crue exceptionnelle, le projet d'aménagement n'entraîne pas d'aggravation significative par rapport à la situation actuelle, que l'on se situe en amont ou en aval du pont.**

### **b- Compensation des remblais**

Le SAGE recommande que l'ensemble des remblais réalisés en zone bleue soit compensé à hauteur de 100% pour la crue de référence.

Le SAGE recommande que la compensation respecte l'objectif de transparence et d'absence d'impact sur la ligne d'eau ; la compensation sur site sera par conséquent privilégiée.

En cas d'impossibilité due à la disponibilité foncière, la compensation se fera sur un autre site et correspondra à 100 % du volume prélevé.

Outre le reprofilage de l'entonnement à hauteur d'environ 25m<sup>3</sup> de béton de part et d'autre du pont des Pradiers et la création d'un muret continu en crête de berges, le projet ne comprend aucune opération de remblais en zone bleue à proprement parler.

Le reprofilage de l'entonnement est limité à l'amont direct du pont des Pradiers et compensé par l'amélioration de l'engouffrement sous le pont qu'il permet.

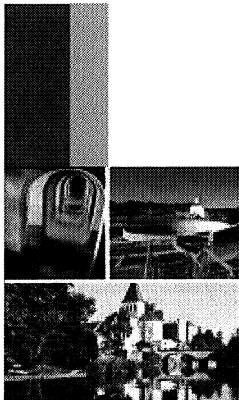
Le muret projeté en crête de berge entre le pont du carrefour Rimbaud et le pont des Pradiers a une emprise en tous lieux inférieure à 400m<sup>2</sup> (de l'ordre de 120m<sup>2</sup>) destiné à constituer une digue protégeant les quartiers environnants. La faible emprise de cette digue limitée à un simple muret en béton est jugée acceptable en l'état.

### **D- Intégrer le bon fonctionnement des milieux aquatiques dans les projets hydrauliques**

Comme indiqué précédemment (partie 1.2.2.1), hors crue, le projet n'a aucun impact sur l'écoulement du Verdanson ni sur le milieu aquatique.

<b>Le projet est compatible avec les prescriptions du SAGE</b>
--





## **E - MESURES DE SURVEILLANCE OU D'EVALUATION**

L'article R 214-32 du Code de l'Environnement exige que le dossier réglementaire comprenne les moyens de surveillance et d'intervention prévus, et si l'opération présente un danger, les moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident.

**Pendant le chantier :**

Les dispositions destinées à protéger les milieux aquatiques et les zones humides, ainsi qu'à la sécurisation du chantier vis à vis des crues sont décrites dans le chapitre des mesures correctrices.

Les entreprises devront s'engager dès le stade de la consultation et durant toute la durée des travaux, à mettre en place un plan d'intervention rapide des équipes de secours, en cas de crue ou de pollution accidentelle.

Pour le cas où une pollution accidentelle surviendrait, l'entreprise élaborera en étroite collaboration avec la maîtrise d'ouvrage, un plan d'intervention avant le démarrage des travaux. Ce plan devra comporter les points suivants :

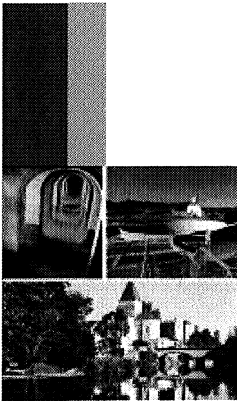
- La liste des personnes et organismes à prévenir en priorité en cas de problème (pollution accidentelle ou autre) : Protection civile, services de la police de l'eau, maître d'ouvrage, gestionnaires de milieux aquatiques...,
- Un plan d'accès au site permettant une intervention rapide,
- Les modalités d'identification de l'accident (nature des matières concernées, volume...),
- Les modalités de récupération et d'évacuation des substances polluantes ainsi que le matériel adapté aux opérations (pompes, bacs de stockage...).

Afin de pouvoir réagir efficacement contre les crues, l'entreprise mettra en place une surveillance du risque de crue fine permettant d'anticiper l'évacuation des engins présent dans la Zone d'Expansion de Crue.

Les zones de stockage temporaires seront placées en dehors des zones sensibles.

- L'entrepreneur devra dans son offre garantir et s'engager à être opérationnel, avec le personnel et le matériel suffisants directement opérationnels et disponibles, en cas d'annonce de crue.
- Le plan d'action d'urgence sera défini dès le stade de la consultation.

342



## F - PIECES GRAPHIQUES

L'article R 214-6/32 du Code de l'Environnement dispose que le dossier réglementaire doit comprendre les documents graphiques utiles à la compréhension du dossier.

En l'espèce, les documents graphiques nécessaires ont été insérés dans le corps du document.

344

# ANNEXES

## ANNEXE 1

# **ETUDES COMPLEMENTAIRES**

---

## ANNEXE 2

# **PLANS DES TRAVAUX PROJETES**

---

## ANNEXE 3

### **MESURES PREVENTIVES (DDTM34)**

---



## Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ.

## Modification des statuts de TaM – Transports de l'Agglomération de Montpellier

### Monsieur le Maire rapporte :

Créée en 1978, TaM est une Société Anonyme d'Economie Mixte Locale au capital de 4 286 000 €, détenue à 55% par les collectivités locales Ville de Montpellier et Communauté d'Agglomération de Montpellier

TaM intervient aujourd'hui sur 3 activités complémentaires :

- L'exploitation des services de transport public
- La réalisation de toute étude et/ou de toute infrastructure transport
- La réalisation et la gestion d'ouvrages publics ou privés de stationnement

Pour tenir compte des remarques de la Chambre Régionale des Comptes et faire évoluer ses droits en terme de création de filiale, il convient de modifier les statuts de la société.

La mise à jour porte notamment sur les points suivants :

- Reprise générale de la mise en page et intégration d'un sommaire
- Dans le cadre de la délégation de service public du futur parking Saint-Roch, à laquelle la société TAM est candidate, il convient d'ajouter un amendement spécifique dans l'objet social permettant la création d'une filiale
- Intégration des références au Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)
- **Article 7** : le % maximal des actions pouvant être détenues par les collectivités territoriales a été porté à 85% du capital en application du CGCT

- **Article 14** : intégration de la disposition du Code de commerce sur la représentation équilibrée entre hommes et femmes et précisions sur la répartition des sièges d'administrateurs entre collectivités territoriales et actionnaires privés (7/12 sièges pour les collectivités territoriales)
- **Article 15** : Fixation de la limite d'âge des administrateurs à 70 ans (et non pas 80 ans comme pour le Président) ; mais le dépassement de l'âge limite par des administrateurs « collectivités » n'est pas pris en compte dans le calcul du seuil générant une démission d'office
- **Article 19** : rajout de la possibilité de participer aux conseils d'administration par des moyens de visioconférence
- **Article 21-2** : rajout de la limite d'âge du DG (disposition issue des statuts types)
- **Article 22** : création d'un article « Rémunération des dirigeants » (issu des statuts types).
- **Article 23** : création d'un article sur les conventions réglementées (en application du Code de commerce et pour tenir compte de la remarque de la CRC)
- **Article 28** : création d'un article « Rapport annuel des élus » (issu des statuts types)
- **Article 30** : concernant les convocations des assemblées générales, les dispositions ont été précisées (compléments issus des statuts types)
- **Article 34** : concernant les modifications statutaires ajout de la nécessité d'une délibération préalable de l'assemblée délibérante de chacune des collectivités territoriales approuvant la modification
- **Article 38** : création d'un article « capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social » (issu des statuts types)

Il vous est proposé de donner un accord sur ce projet de modification.

**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver le projet de modification des statuts de TaM;
- D'approuver la tenue d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de TaM portant notamment sur ce point ;
- D'autoriser ses représentants à voter en faveur de ces dispositions.

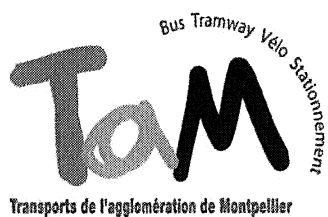
**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : vendredi 25 07 2014**



## **TRANSPORTS DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**TaM**

# **STATUTS**

**Les modifications apportées au texte initial sont en caractère gras**

Mise à jour suite à l'Assemblée Générale en date du XX/XX/XXXX

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 <sup>er</sup> – FORME .....	3
ARTICLE 2 – OBJET .....	3
ARTICLE 3 – DENOMINATION .....	4
ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL .....	5
ARTICLE 5 – DUREE .....	5
ARTICLE 6 – CAPITAL SOCIAL .....	5
ARTICLE 7 – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL .....	5
ARTICLE 8 – COMPTES COURANTS .....	6
ARTICLE 9 – LIBERATION DES ACTIONS .....	6
ARTICLE 10 – DEFAUT DE LIBERATION .....	6
ARTICLE 11 – FORME DES ACTIONS .....	7
ARTICLE 12 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS .....	7
ARTICLE 13 – CESSION DES ACTIONS .....	7
ARTICLE 14 – COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION .....	8
ARTICLE 15 – DUREE DU MANDAT DES ADMINISTRATEURS – LIMITE D'AGE .....	10
ARTICLE 16 – QUALITE D'ACTIONNAIRE DES ADMINISTRATEURS .....	11
ARTICLE 17 – CENSEURS .....	11
ARTICLE 18 – BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION .....	12
ARTICLE 19 – REUNIONS – DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION .....	13
ARTICLE 20 – POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION .....	14
ARTICLE 21 – PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION – DIRECTION GENERALE – DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES .....	15
ARTICLE 21-1 – LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION .....	16
ARTICLE 21-2 – DIRECTION GENERALE – DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES .....	16
ARTICLE 22 – REMUNERATION DES DIRIGEANTS .....	17
ARTICLE 23 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR, UN DIRECTEUR GENERAL, UN DIRECTEUR GENERAL DELEGUE OU UN ACTIONNAIRE .....	18
ARTICLE 24 - SIGNATURES .....	19
ARTICLE 25 – COMMISSAIRES AUX COMPTES .....	19
ARTICLE 26 – REPRESENTANT DE L'ETAT - INFORMATION .....	19
ARTICLE 27 – DELEGUE SPECIAL .....	20
ARTICLE 28 – RAPPORT ANNUEL DES ELUS .....	20
ARTICLE 29 - DISPOSITIONS COMMUNES AUX ASSEMBLEES GENERALES .....	20
ARTICLE 30 - CONVOCATION DES ASSEMBLEES GENERALES .....	21
ARTICLE 31 - PRESIDENCE DES ASSEMBLEES GENERALES .....	21
ARTICLE 32 - QUORUM ET MAJORITE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE .....	21
ARTICLE 33 - QUORUM ET MAJORITE A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE .....	22
ARTICLE 34 – MODIFICATIONS STATUTAIRES .....	22
ARTICLE 35 – EXERCICE SOCIAL .....	23
ARTICLE 36 - COMPTES SOCIAUX .....	23
ARTICLE 37 - BENEFICES .....	23
ARTICLE 38 – CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL .....	24
ARTICLE 39 – DISSOLUTION - LIQUIDATION .....	24
ARTICLE 40 - CONTESTATIONS .....	25
ARTICLE 41 - PUBLICATIONS .....	25

## **TITRE PREMIER**

### **FORME, OBJET, DENOMINATION, SIEGE, DUREE**

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> – FORME**

La société est une Société Anonyme d'Economie Mixte Locale, régie par les dispositions du Code de Commerce relatives aux sociétés anonymes, du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment ses articles L.1521-1 à L.1525-3, par les présents statuts ainsi que par tout règlement intérieur qui viendrait les compléter.

Dans ce qui suit, les collectivités territoriales et leurs groupements sont désignés par l'expression « les collectivités territoriales ».

#### **ARTICLE 2 – OBJET**

La Société a pour objet :

- l'exploitation des services de transport public qui lui sont confiés par l'Autorité Organisatrice à l'intérieur du périmètre des transports urbains,
- **l'étude et la commercialisation, et la mise en œuvre, de tout produit en lien avec la mobilité (transport, stationnement, location de vélo, autopartage,...),**
- la réalisation de toutes études et/ou de toutes infrastructures de transport, et la réalisation d'ouvrages sur voirie et tous autres travaux, achats, ventes ou échanges de biens immobiliers de quelque nature que ce soit, rendus nécessaires dans ce cadre, notamment en vue de la mise en œuvre d'un transport en commun en site propre,
- la réalisation et la gestion d'ouvrages publics ou privés de stationnement,
- la vente et/ou distribution d'objets promotionnels liés à l'activité de la société.

La Société réalise, pour son compte ou pour le compte d'autrui, son objet au moyen:

- de ses salariés,
- des biens qu'elle acquiert, qu'elle loue ou qui sont mis à sa disposition par l'Autorité Organisatrice,
- des travaux, fournitures et services extérieurs qu'elle pourra commander à des tiers.

De plus, la société pourra effectuer toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales, industrielles et financières se rapportant aux objets définis ci-dessus, ou à des objets similaires ou connexes.

Elle pourra en outre réaliser de manière générale toutes les opérations qui sont compatibles avec son objet social et qui contribuent à sa réalisation. **Elle pourra ainsi créer des filiales dont l'activité est comparable ou au moins complémentaire à celle qui lui est propre.**

Elle exercera l'ensemble de ses activités tant pour son propre compte que pour celui d'autrui ; en particulier elle pourra exercer ses activités dans le cadre de conventions passées dans les conditions définies aux articles L.1523-2 à L.1523-4 du CGCT. Cependant, toute activité extérieure au périmètre de compétence des Autorités Délégantes, est soumise à l'accord exprès de celles-ci.

### **ARTICLE 3 – DENOMINATION**

La dénomination sociale est :

Transports de l'agglomération de Montpellier (TaM)

Dans tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination devra toujours être précédée ou suivie des mots "Société Anonyme d'Economie Mixte Locale" ou des initiales "S.A.E.M.L" et de l'énonciation du montant du capital social.

#### **ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL**

Le siège social de TaM est situé au, 125 rue Léon Trotski à Montpellier.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision du conseil d'administration, sous réserve de la ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire et partout ailleurs, en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

#### **ARTICLE 5 – DUREE**

La durée de la société initialement fixée à 30 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés a été prorogée de 50 ans par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 Juin 1992. En conséquence, la Société prendra fin le 19 Mars 2059, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

### **TITRE DEUXIEME**

#### **CAPITAL SOCIAL, ACTIONS**

#### **ARTICLE 6 – CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de 4.286.000 Euros. Il est divisé en 34 288 actions de 125 Euros chacune, souscrites en numéraire ou émises en représentation d'apports en nature, et dont plus de 50 % **et au maximum 85%** doivent appartenir aux collectivités territoriales.

#### **ARTICLE 7 – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL**

Le capital social peut être augmenté ou réduit conformément à la loi, en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, sous réserve que les actions appartenant aux collectivités territoriales représentent toujours plus de 50 % du capital **et au maximum 85%** de celui-ci conformément aux articles L.1522-1 et suivants du CGCT.

## **ARTICLE 8 – COMPTES COURANTS**

**Les actionnaires peuvent mettre ou laisser à la disposition de la Société, toutes sommes produisant ou non intérêts, dont celle-ci peut avoir besoin.**

**Les collectivités territoriales actionnaires de la société pourront faire des apports en compte courant, dans le respect des dispositions de l'article L.1522-5 du CGCT.**

## **ARTICLE 9 – LIBERATION DES ACTIONS**

En cas de retard de versements exigibles sur les actions non entièrement libérées à la souscription, il est dû à la société un intérêt au taux de l'intérêt légal calculé au jour le jour, à partir du jour de l'exigibilité et cela sans mise en demeure préalable.

Cette pénalité n'est applicable aux collectivités territoriales actionnaires que si elles n'ont pas pris, lors de la première réunion ou session de leur assemblée suivant l'appel de fonds, une délibération décidant d'effectuer le versement demandé et fixant les moyens financiers destinés à y faire face ; l'intérêt de retard sera décompté du dernier jour de la session ou du jour de la séance.

## **ARTICLE 10 – DEFAUT DE LIBERATION**

L'actionnaire qui ne s'est pas libéré du montant de ses souscriptions aux époques fixées par le Conseil d'Administration est soumis aux dispositions des articles L.228-27, L.228-28 et L.228-29 du Code de Commerce sauf si cet actionnaire défaillant est une collectivité territoriale.

Dans ce dernier cas, il est fait application des dispositions de l'article L.1612-15 du CGCT.

L'agrément du cessionnaire des actions vendues en application du présent article et des articles L.228-27, L.228-28 et L.228-29 du Code de Commerce doit être donné conformément à l'article L.228-24 du même Code et à l'article 13 des présents statuts.



## **ARTICLE 11 – FORME DES ACTIONS**

Les actions sont toutes nominatives. Elles sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Conformément à la législation en vigueur, les actions ne sont pas créées matériellement ; la propriété des actions résulte de l'inscription au crédit du compte ouvert au nom de chaque propriétaire d'actions dans les écritures de la Société.

## **ARTICLE 12 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

Les droits et obligations attachés aux actions suivent les titres dans quelque main qu'ils passent.

Chaque action donne droit à une part égale de la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices s'il y a lieu et dans le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions des Assemblées Générales.

Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

## **ARTICLE 13 – CESSION DES ACTIONS**

La cession des actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement est enregistré le même jour de sa réception sur un registre coté et paraphé dit « registre de mouvements ».

Toute cession d'actions, qu'elle ait lieu à titre gratuit ou onéreux, est soumise à l'agrément de la Société dans les conditions de l'article L.228-24 du Code de commerce.

Le conseil d'administration se prononce à la majorité des administrateurs présents ou représentés sur l'agrément dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande formulée par le cédant et adressée au Président du conseil d'administration.

Les mêmes règles sont applicables, en cas d'augmentation du capital, à la cession des droits préférentiels de souscription.

Conformément à l'article 34 des présents statuts, toute cession d'action doit, au préalable, être autorisée par décision des organes délibérants des Collectivités Territoriales, en plus d'être soumise à l'agrément du Conseil d'administration.

Tous les frais résultant du transfert sont à la charge du cessionnaire.

## TITRE TROISIEME

### **ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE**

#### **ARTICLE 14 – COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil d'Administration est composé de 12 membres. Le nombre de sièges d'administrateurs est réparti, d'une part, entre l'ensemble des collectivités territoriales, et d'autre part, entre l'ensemble des actionnaires privés en fonction du capital social détenu.

**Le Conseil d'Administration est composé en recherchant une représentation équilibrée des femmes et des hommes, conformément à l'article L.225-17 du Code de Commerce.**

Toute collectivité territoriale a droit au moins à un représentant au conseil d'administration désigné en son sein par l'organe délibérant conformément aux articles L.1524-5 et R.1524-2 à R.1524-6 du CGCT.

La représentation de l'ensemble des collectivités territoriales ne doit pas dépasser la proportion de capital leur appartenant. Le nombre de ces représentants peut toutefois être arrondi à l'unité supérieure.

Pour permettre la représentation directe de chaque collectivité territoriale, le nombre de 12 administrateurs peut être dépassé jusqu'à concurrence de 18.

Si le nombre de 18 membres du conseil d'administration, prévu à l'article L. 225-17 du Code de Commerce, ne suffit pas à assurer la représentation directe des collectivités territoriales ayant une participation réduite au capital, celles-ci sont réunies en assemblée spéciale, laquelle aura droit à au moins un poste d'administrateur.

Le nombre de sièges d'administrateurs est fixé à 12 dont 7 pour les collectivités territoriales. Celles-ci répartissent entre elles les sièges qui leur sont globalement attribués, en proportion du capital qu'elles détiennent respectivement.

Les représentants des collectivités territoriales au Conseil d'Administration sont désignés par leur assemblée délibérante, parmi ses membres, et éventuellement relevés de leurs fonctions dans les mêmes conditions, conformément à la législation en vigueur.

Conformément à l'article L.1524-5 du CGCT, la responsabilité civile résultant de l'exercice du mandat des représentants des collectivités territoriales au sein du Conseil d'Administration incombe à ces collectivités et groupements. Lorsque ces représentants ont été désignés par l'assemblée spéciale, cette responsabilité incombe solidairement aux collectivités territoriales, membres de cette assemblée.

La responsabilité civile des représentants des autres personnes morales détenant un poste d'administrateur est déterminée par l'article L.225-20 du Code de Commerce.

Les administrateurs autres que les collectivités territoriales sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire.

Un administrateur personne physique ou le représentant d'une personne morale administrateur, ne peut appartenir simultanément à plus de cinq conseils d'administration ou conseils de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français, sauf les exceptions prévues par la loi, notamment au profit des administrateurs représentant des collectivités territoriales.

Tout administrateur personne physique qui, lorsqu'il accède à son nouveau mandat se trouve en infraction avec les dispositions de l'alinéa précédent, doit, dans les trois mois de sa nomination, se démettre de l'un de ses mandats. A défaut, il est réputé s'être démis de son nouveau mandat.

#### **ARTICLE 15 – DUREE DU MANDAT DES ADMINISTRATEURS – LIMITE D'AGE**

La durée des fonctions des administrateurs autres que ceux représentant les collectivités territoriales est de six ans en cas de nomination par les assemblées générales et de trois ans en cas de nomination dans les statuts. Ils sont rééligibles.

Ces fonctions prennent fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

Le mandat des représentants des collectivités territoriales prend fin avec celui de l'assemblée qui les a désignés.

Toutefois, en cas de démission ou de dissolution de l'assemblée délibérante, ou en cas de fin légale du mandat de celle-ci, le mandat des représentants des collectivités territoriales au conseil d'administration est prorogé jusqu'à la désignation de leurs remplaçants par la nouvelle assemblée, leurs pouvoirs se limitant à la gestion des affaires courantes. A ce titre, le Président sortant a le pouvoir de convoquer le conseil d'administration qui procèdera à l'élection du nouveau Président. Les représentants sortants sont rééligibles.

En cas de vacance des postes réservés aux collectivités territoriales, les assemblées délibérantes pourvoient au remplacement de leurs représentants dans le délai le plus bref. Ces représentants peuvent être relevés de leurs fonctions au conseil d'administration par l'assemblée qui les a désignés.

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de **70 ans**, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du conseil le nombre d'administrateur ayant dépassé cet âge. Si cette limite est atteinte, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire.

Les représentants des collectivités territoriales doivent respecter la limite d'âge prévue à l'alinéa ci-dessus au moment de leur désignation. Il n'est pas tenu compte de ces personnes pour le calcul du nombre des administrateurs qui peuvent

demeurer en fonction au delà de la limite d'âge légal (ou statutaire), si elles viennent à dépasser cet âge pendant leur mandat.

Ces personnes ne peuvent être déclarées démissionnaires d'office si, postérieurement à leur nomination, elles dépassent la limite d'âge statutaire ou légale.

#### **ARTICLE 16 – QUALITE D'ACTIONNAIRE DES ADMINISTRATEURS**

Pour chaque siège au Conseil d'administration, l'administrateur doit justifier de la propriété pendant toute la durée de son mandat d'au moins une action. Si, au jour de sa nomination, ou au cours de mandat, un administrateur n'est pas ou plus propriétaire de ce nombre d'actions, il dispose d'un délai de six mois pour régulariser sa situation ; à défaut, il est réputé démissionnaire d'office.

Les représentants des personnes morales, et en particulier des collectivités territoriales, membres du Conseil d'administration, ne doivent pas être personnellement propriétaires d'actions.

#### **ARTICLE 17 – CENSEURS**

L'Assemblée Générale Ordinaire peut nommer un ou plusieurs censeurs. Le nombre maximal de censeurs est fixé à trois. Les censeurs sont choisis parmi les actionnaires ou en dehors d'eux.

Ils sont nommés pour une durée maximale de six ans, prenant fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenu dans l'année au cours de laquelle expirent leurs fonctions.

En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs postes de censeurs, le Conseil d'administration peut procéder à des nominations à titre provisoire. Ces nominations sont soumises à la ratification de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Les censeurs sont chargés de veiller à la stricte application des statuts. Ils sont convoqués aux séances du Conseil d'administration avec voix consultative sans toutefois que leur absence puisse nuire à la validité de ces délibérations.

Le poste de censeur ne donne lieu à aucune rémunération.

## **ARTICLE 18 – BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil d'administration élit parmi ses membres un Président.

Le Président du Conseil d'administration peut être une personne physique, soit une collectivité territoriale. Dans ce dernier cas, elle agit par l'intermédiaire d'un représentant qu'elle désigne pour occuper cette fonction.

Il est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Le Président du Conseil d'administration organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le Conseil d'administration nomme s'il le juge utile, un ou plusieurs vice-présidents, élus pour la durée de leur mandat d'administrateur, dont les fonctions consistent, en l'absence du Président, à présider la séance du conseil ou les assemblées. En l'absence du Président et des vice-présidents, le conseil désigne celui des administrateurs présents qui présidera la séance.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président, le Conseil d'administration peut se réunir afin de déléguer un administrateur dans les fonctions du Président. La convocation doit alors être effectuée par un tiers au moins des membres du Conseil d'administration. En cas d'empêchement, cette délégation est donnée pour une durée limitée et renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau Président.

Selon les dispositions prévues à l'article 21 des présents statuts, le Président ne peut être âgé de plus de 80 ans au moment de sa désignation. S'il vient à dépasser cet âge au cours de son mandat, il est déclaré démissionnaire d'office, sauf si c'est une collectivité territoriale.

Le Conseil peut nommer à chaque séance, un secrétaire qui peut être choisi même en dehors de ses membres.

## **ARTICLE 19 – REUNIONS – DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation de son Président, soit au siège social, soit en tout endroit indiqué par la convocation.

**En cas d'absence ou d'empêchement du Président, le Directeur Général est habilité à convoquer le Conseil d'Administration.**

Lorsque le Conseil d'administration ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins de ses membres peut demander au Président de convoquer celui-ci sur un ordre du jour déterminé.

Le Directeur Général peut également demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

Le Président est lié par les demandes qui lui seront adressées en vertu des deux alinéas précédents.

Le règlement intérieur du Conseil pourra prévoir que les administrateurs ont la faculté de participer et de voter aux réunions du Conseil par des moyens de visioconférence tels que déterminés par décret en Conseil d'Etat.

L'ordre du jour, accompagné du dossier de séance, est adressé à chaque administrateur 5 jours au moins avant la réunion. Hors le cas des réunions sollicitées par le Directeur Général ou par le tiers des administrateurs, le Conseil d'administration pourra se saisir en séance de toute question intéressant la bonne marche de la société. Ces nouveaux points ajoutés à l'ordre du jour devront être acceptés à la majorité des membres présents ou représentés.

Tout administrateur peut donner, par lettre ou par télécopie, pouvoir à l'un des administrateurs de le représenter à une séance du Conseil, mais chaque administrateur ne peut représenter qu'un seul autre administrateur. Le représentant d'une collectivité territoriale ne peut donner mandat qu'à un autre représentant d'une collectivité territoriale.

La présence effective de la moitié au moins des membres composant le Conseil d'administration, y compris la moitié des représentants des collectivités territoriales, est toutefois nécessaire pour la validité des délibérations.

Sauf dans les cas prévus par la loi et par les statuts, les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur disposant d'une voix et l'administrateur mandataire d'un autre administrateur de deux voix. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Les représentants des collectivités territoriales siègent et agissent *ès qualité* avec les mêmes droits et pouvoirs que les autres membres du Conseil d'administration, tant vis-à-vis de la société que vis-à-vis des tiers.

## **ARTICLE 20 – POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

En application des dispositions de l'article L.225-35 du Code de Commerce, et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires, le Conseil d'administration, dans la limite de l'objet social :

- détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre.
- se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée, même par les actes du Conseil d'Administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Le Président ou le Directeur Général de la société est tenu de communiquer à chaque administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Le Conseil d'administration peut consentir à tout mandataire de son choix toute délégation de ses pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts.

Sous réserve des pouvoirs attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires, le Conseil d'administration exerce, en outre, les pouvoirs suivants :



1. Il consent toutes hypothèques et antichrèses, tous nantissements sur les biens de la société;
2. A la majorité des trois quarts, il décide, dans le cadre de l'objet social, la création de toutes sociétés ou de tous groupements d'intérêt économique ou concourt à la fondation de ces sociétés ou groupements;
3. A la majorité des deux tiers comprenant la moitié au moins des représentants de collectivités territoriales, il décide de toutes opérations immobilières demandées par des personnes publiques ou privées non-actionnaires lorsque leur financement n'est pas assuré dans les conditions fixées par l'article L.1523-1 du CGCT;
4. Il arrête les états de situations, les inventaires et les comptes qui doivent être soumis aux Assemblées Générales; il statue sur toutes propositions à faire à ces Assemblées et arrête leur ordre du jour;
5. Il convoque les Assemblées Générales.

## **ARTICLE 21 – PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION – DIRECTION GENERALE – DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES**

Conformément aux dispositions légales (Loi n°2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques, dite Loi « NRE »), la direction générale de la société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'administration, soit par une personne physique nommée par le Conseil d'administration et portant le titre de Directeur Général. Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale est effectué par le Conseil d'administration qui doit en informer les actionnaires et les tiers dans les conditions réglementaires.

Les représentants des collectivités territoriales ne peuvent, dans l'administration de la société, remplir des mandats spéciaux, ni accepter de fonctions telles que celles de Président du Conseil d'administration ou de Président assumant les fonctions de Directeur général qu'en vertu d'une délibération de l'assemblée qui les a désignés.

La délibération du Conseil d'administration relative au choix de la modalité d'exercice de la direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés.

Le changement de modalités d'exercice de la direction générale n'entraîne pas de modification des statuts.

En fonction du choix opéré par le Conseil d'administration, la direction générale est assurée soit par le Président, soit par une personne physique nommée par le Conseil d'administration et portant le titre de Directeur Général. Lorsque le Conseil d'administration choisit la dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général, il procède à la nomination du Directeur Général, fixe la durée de son mandat, qui ne peut être inférieure à 1 an, détermine sa rémunération, et, le cas échéant, ses limitations de pouvoirs. Cette durée de mandat de 1 an est tacitement renouvelable sauf dans l'hypothèse d'un changement de Directeur Général **ou de Président**.

#### **ARTICLE 21-1 – LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Président représente le Conseil d'Administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci dont il rend compte à l'assemblée générale et exécute ses décisions. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le Président du Conseil d'Administration reçoit communication par l'intéressé des conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales conformément aux dispositions de l'article L 225-39 du Code du Commerce. Le Président communique la liste et l'objet desdites conventions aux membres du conseil et aux commissaires aux comptes.

La limite d'âge prévue à l'article L225-48 du Code de Commerce est fixée à 80 ans.

#### **ARTICLE 21-2 – DIRECTION GENERALE – DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES**

Pour l'exercice de ses fonctions, le Directeur Général ne doit pas être âgé de plus de **70 ans**. S'il vient à dépasser cet âge au cours de son mandat, il est réputé démissionnaire d'office, à moins que cette fonction soit assurée par une collectivité territoriale assurant également la présidence, auquel cas la limite d'âge s'apprécie lors de la nomination et le fait de l'atteindre en cours de mandat n'entraîne pas la démission d'office.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le conseil d'administration. Lorsque le Directeur Général n'assume pas les fonctions de Président du conseil d'administration, sa révocation peut donner lieu à des dommages et intérêts si elle est intervenue sans juste motif.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société. Il exerce ses pouvoirs dans les limites de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration.

Le Directeur Général représente la société dans ses rapports avec les tiers. La société est engagée, même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait l'objet social, ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer la preuve.

**Sur proposition du Directeur Général, que cette fonction soit assumée par le Président du conseil d'administration ou par une autre personne, le conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs autres personnes physiques, chargées d'assister le directeur général avec le titre de directeur général délégué.**

**Le nombre maximum de directeurs généraux délégués est fixé à cinq.**

**En accord avec le Directeur Général, le conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux directeurs généraux délégués.**

**Envers les tiers, le ou les directeurs généraux délégués disposent des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.**

**En cas de cessation de fonction ou d'empêchement du Directeur Général, les directeurs généraux délégués conservent leurs fonctions et attributions jusqu'à la nomination d'un nouveau Directeur Général.**

## **ARTICLE 22 – REMUNERATION DES DIRIGEANTS**

L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs en rémunération de leur activité des jetons de présence. Le conseil d'administration répartit librement cette rémunération entre ses membres.

La rémunération du Président ou, lorsqu'une collectivité territoriale exerce cette fonction, du représentant de celle-ci, ainsi que celle du Directeur Général et du ou des directeur(s) général (généraux) délégué(s) sont fixées par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut également allouer pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs des rémunérations exceptionnelles qui seront soumises aux dispositions de l'article L.225-46 du code de commerce.

Les représentants des collectivités territoriales ne peuvent recevoir une rémunération quelconque ou bénéficier d'avantages particuliers qu'en vertu d'une délibération de l'assemblée qui les a désignés.

La délibération susvisée fixe le montant maximum des rémunérations ou avantages susceptibles d'être perçus, et indique la nature des fonctions qui les justifient.

### **ARTICLE 23 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR, UN DIRECTEUR GENERAL, UN DIRECTEUR GENERAL DELEGUE OU UN ACTIONNAIRE**

Les conventions qui peuvent être passées entre la société et l'un de ses administrateurs, son directeur général, l'un des ses directeurs généraux délégués ou l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction de droit de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire de la société, la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce, sont soumises aux formalités d'autorisation et de contrôle prescrites par la loi.

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la société et une autre entreprise si le directeur général, l'un des Directeurs Généraux Délégués ou l'un des administrateurs de la société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, Directeur Général, membre du directoire ou du conseil de surveillance de l'entreprise, ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales. Cependant, ces conventions, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, sont communiquées par l'intéressé au Président du conseil d'administration. Ensuite, la liste et l'objet de ces conventions sont communiqués par le Président du conseil

d'administration aux membres du conseil d'administration et aux commissaires aux comptes.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux administrateurs autres que des personnes morales, au Directeur Général, aux Directeurs Généraux Délégués, ainsi qu'aux représentants permanents des personnes morales administrateurs de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner par elle leurs engagements envers les tiers.

#### **ARTICLE 24 - SIGNATURES**

Tous les actes qui engagent la Société, ceux autorisés par le Conseil, les mandats, retraits de fonds, souscriptions, endos ou acquits d'effets de commerce, ainsi que les demandes d'ouverture de comptes bancaires ou de chèques postaux sont signés par le Président ou par le Directeur Général, à moins d'une délégation spéciale donnée à un ou plusieurs mandataires spéciaux, soit par le Président, soit par le Directeur Général.

#### **ARTICLE 25 – COMMISSAIRES AUX COMPTES**

L'assemblée générale ordinaire désigne dans les conditions fixées aux articles L.823-1 et suivants du Code de commerce, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, chargés de remplir la mission qui leur est confiée par la loi.

Les commissaires aux comptes titulaires et suppléants sont désignés pour six exercices et sont toujours rééligibles.

#### **ARTICLE 26 – REPRESENTANT DE L'ETAT - INFORMATION**

Les délibérations du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales sont communiquées dans les quinze jours suivant leur adoption au représentant de l'Etat dans le département du siège social de la Société.

Il en est de même des contrats visés aux articles L.1523-2 à L.1523-4 du CGCT, ainsi que des comptes annuels et des rapports des Commissaires aux comptes.

La saisine de la Chambre Régionale des Comptes par le Représentant de l'Etat, dans les conditions prévues par l'article L 1524-2 du CGCT et par l'article L. 235-1 du Code des Juridictions Financières, entraîne une seconde lecture, par le Conseil d'Administration ou par l'Assemblée Générale, de la délibération contestée.

#### **ARTICLE 27 – DELEGUE SPECIAL**

Toute collectivité territoriale ayant accordé sa garantie aux emprunts contractés par la Société a droit, à condition de ne pas être actionnaire directement représenté au Conseil d'Administration, d'être représentée auprès de la Société par un délégué spécial désigné en son sein par l'Assemblée Délibérante de cette collectivité.

Le délégué est entendu par la société, procède à la vérification des documents comptables et rend compte de son mandat dans les conditions déterminées par l'article L.1524-6 du CGCT.

Ses observations sont consignées au procès-verbal des réunions du conseil d'administration.

Les mêmes dispositions sont applicables aux collectivités territoriales qui détiennent des obligations des sociétés mentionnées au deuxième alinéa de l'article L.2253-2 du CGCT.

#### **ARTICLE 28 – RAPPORT ANNUEL DES ELUS**

Les représentants des collectivités territoriales actionnaires doivent présenter au minimum une fois par an aux collectivités dont ils sont les mandataires un rapport écrit sur la situation de la société, et portant notamment sur les modifications des statuts qui ont pu être apportées. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

### **TITRE QUATRIEME**

#### **ASSEMBLEES GENERALES – MODIFICATIONS STATUTAIRES**

#### **ARTICLE 29 - DISPOSITIONS COMMUNES AUX ASSEMBLEES GENERALES**

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les dissidents ou les incapables.

Elle se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent sous réserve que ces actions soient libérées des versements exigibles.

Les titulaires d'actions peuvent assister aux assemblées générales sans formalités préalables.

Les collectivités, établissements et organismes publics ou privés actionnaires de la société sont représentés aux assemblées générales par un délégué ayant reçu pouvoir à cet effet et désigné, en ce qui concerne les collectivités territoriales, dans les conditions fixées par la législation en vigueur.

### **ARTICLE 30 - CONVOCATION DES ASSEMBLEES GENERALES**

Les Assemblées Générales sont convoquées soit par le conseil d'administration ou à défaut par le ou les commissaires aux comptes, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande de tout intéressé en cas d'urgence ou d'un ou plusieurs actionnaires réunissant 5% au moins du capital social.

Les convocations sont faites par lettre simple, adressée à chacun des actionnaires 15 jours au moins avant la date de l'assemblée, et comportant indication de l'ordre du jour avec le cas échéant les projets de résolutions et toutes informations utiles.

### **ARTICLE 31 - PRESIDENCE DES ASSEMBLEES GENERALES**

Sauf dans les cas où la loi désigne un autre Président, l'assemblée générale est présidée par le Président du conseil d'administration. En son absence, elle est présidée par un administrateur désigné par le conseil. A défaut, l'assemblée élit elle-même son Président.

### **ARTICLE 32 - QUORUM ET MAJORITE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement que si elle est composée d'un nombre d'actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance, représentant le cinquième au moins du capital social ; parmi les actionnaires présents ou représentés, les collectivités territoriales doivent être représentées au moins proportionnellement à leur participation au capital social.

Si ces conditions ne sont pas remplies, l'assemblée est convoquée de nouveau. Dans cette seconde réunion, les délibérations sont valables quel que soit le nombre des actions représentées.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance.

### **ARTICLE 33 - QUORUM ET MAJORITE A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance, possèdent au moins sur première convocation le quart et sur deuxième convocation le cinquième des actions ayant le droit de vote et si les collectivités territoriales sont représentées au moins proportionnellement à leur participation au capital social.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance.

### **ARTICLE 34 – MODIFICATIONS STATUTAIRES**

A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification.

## **TITRE CINQUIEME**

### **EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX** **AFFECTATION DES RESULTATS**



### **ARTICLE 35 – EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social couvre douze mois. Il commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice comprend le temps écoulé depuis la constitution de la société jusqu'au 31 décembre de l'année.

### **ARTICLE 36 - COMPTES SOCIAUX**

Les comptes de la société sont ouverts conformément au plan comptable général ou au plan comptable particulier correspondant à l'activité de la société lorsqu'un tel plan a été établi et approuvé.

Les documents établis annuellement comprennent le bilan, le compte de résultat et l'annexe. Ils sont transmis au Représentant de l'Etat, accompagnés des rapports des Commissaires aux comptes, dans les 15 jours de leur approbation par l'assemblée générale ordinaire.

### **ARTICLE 37 - BENEFICES**

Après dotation à la réserve légale, suivant les dispositions de l'article L 232-10 du Code de Commerce, il peut en outre être prélevé sur les bénéfices, le cas échéant diminué des pertes antérieures, par décision de l'assemblée générale la somme nécessaire pour servir un intérêt net (qui ne peut excéder 6 pour 100) à titre de dividende statutaire sur le montant libéré et non amorti des actions.

L'excédent sera affecté, suivant les décisions de l'assemblée générale, à la constitution de réserves destinées notamment à permettre le financement d'opérations d'intérêt général entrant dans le cadre de l'objet social.

<b>TITRE SIXIEME</b>
----------------------

### **PERTES GRAVES – DISSOLUTION – LIQUIDATION - CONTESTATIONS**

### **ARTICLE 38 – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL**

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration est tenu de réunir une assemblée générale extraordinaire dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, à l'effet de décider, s'il y a lieu, la dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions de l'article L.224-2 du code de commerce de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pas pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

### **ARTICLE 39 – DISSOLUTION - LIQUIDATION**

Hormis les cas de dissolution judiciaire, il y aura dissolution de la société à l'expiration du terme fixé par les statuts, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, ou par décision de l'actionnaire unique.

Sauf en cas de fusion, scission ou réunion de toutes les actions en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne sa liquidation.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle est publiée au registre du commerce et des sociétés.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés soit par l'Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévus par les Assemblées Générales Ordinaires, soit par une assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement.

La nomination du liquidateur met fin aux pouvoirs des administrateurs.

Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible. Il ne peut continuer les affaires en cours ou en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation que s'il y a été autorisé, soit par les

actionnaires, soit par décision de justice s'il a été nommé par la même voie. Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital social.

#### **ARTICLE 40 - CONTESTATIONS**

Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation, soit entre les actionnaires eux-mêmes, soit entre les actionnaires ou les administrateurs et la société relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises à la compétence des tribunaux dont dépend le siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du tribunal du siège de la société.

#### **ARTICLE 41 - PUBLICATIONS**

Pour procéder aux dépôts et publications prescrites par la loi sur les sociétés, tous pouvoirs sont donnés aux porteurs d'expéditions, ou d'extraits ou de copies tant des présents statuts que des actes et délibérations constitutifs qui y feront suite.

## Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

**Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

### **Absents :**

Djamel BOUMAAZ.

## Attribution de subventions - Exercice 2014

### **Monsieur le Maire rapporte :**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique Réussite Educative :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
5885	FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CALENDRETAS DE L'HERAULT	Fonctionnement		68 000 €
2737	SWING GUM ENFANCE	Projet	Chœurs d'enfants	4 000 €
686	TRISOMIE 21 HERAULT	Fonctionnement		3 000 €
6002	USEP MALBOSC (ECOLE RABELAIS)	Projet	Offres Culturelles	720 €
	LE CHANT GENERAL (ECOLE NERUDA)	Projet	Offres Culturelles	960 €
	COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE VICTOR HUGO	Projet	Offres Culturelles	576 €
551	OCCE 34 OFFICE DE	Projet	Offres Culturelles	778 €

	COOPERATION COMMUNALE A L'ECOLE DE L'HERAULT			
	USEP FRANCOIS MITTERRAND	Projet	Offres Culturelles	720 €
	USEP FRANCOIS MITTERRAND	Projet	Classes découvertes	6 500 €
	ASSOCIATION BLAISE PASCAL	Projet	Classes découvertes	3 760 €
<b>TOTAL</b>				<b>89 014 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

- Dans le cadre de la thématique Sport :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
2583	BASKET LATTES MONTPELLIER AGGLO	Projet	Basket, Filles et Cités	1500 €
<b>TOTAL</b>				<b>1 500 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776, nature 6574, chapitre 924

- Dans le cadre de la thématique Finances :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
1530	CLUB DE LA PRESSE	Projet	30 ans du club de la Presse LR	10 000 €
<b>TOTAL</b>				<b>10 000 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920

- Dans le cadre de partenariats:

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
2866	COMITE DES OEUVRES SOCIALES ET CULTURELLES PERSONNEL MUNICIPAL			93 000 €
<b>TOTAL</b>				<b>93 000 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 905, nature 6574, chapitre 920

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
3112	CAISSE DES ECOLES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		20 000 €
<b>TOTAL</b>				<b>20 000 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 11690, nature 657361, chapitre 922

- Dans le cadre de la thématique Handicap:

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
697	ASSOCIATION POUR PERSONNE EN SITUATION DE HANDICAP (APSH 34)	Projet	HANDIJOB 2014	2 500 €
<b>TOTAL</b>				<b>2 500 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21496, nature 6574, chapitre 925

- Dans le cadre de la thématique Jeunesse:

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
5810	ECOLOGY AND BEHAVIOUR	Projet	ECOLOGY AND BEHAVIOUR, 10TH EDITION	500 €
5870	PAPILL'ONS	Fonctionnement		500 €
<b>TOTAL</b>				<b>1 000 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924

- Dans le cadre de la thématique Emploi:

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
729	ASSOCIATION POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE	Fonctionnement		1 000 €
<b>TOTAL</b>				<b>1 000 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929

- Dans le cadre de la thématique Santé:

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
2575	ECOLE DES PARENTS ET DES EDUCATEURS DE L'HERAULT	Projet	CAFE DES PARENTS	3 000 €
3864	ALCOOL ASSISTANCE HERAULT	Fonctionnement		1 000 €
<b>TOTAL</b>				<b>4 000 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925

- Dans le cadre de la thématique Cohésion Sociale :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
------	-----------	--------	---------------	---------

5412	ASSALAM DE SAINT MARTIN	Fonctionnement		750 €
<b>TOTAL</b>				<b>750 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925

- Dans le cadre de la thématique International:

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
363	EL CANIGO AMICALE DES CATALANS DE MONTPELLIER	Projet	APLEC DE MONTPELLIER	1 600 €
5072	GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	Projet	INVESTISSEMENT MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	9 500 €
1679	CROUS DE MONTPELLIER	Projet	AMELIORATION DES CONDITIONS D'ACCUEIL ET DE SEJOUR DES ETUDIANTS INTERNATIONAUX	2 000 €
	BOSPHORE ASSOCIATION LAIQUE ET CULTURELLE FRANCO-TURQUE	Fonctionnement		200 €
<b>TOTAL</b>				<b>13 300 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920.

- Dans le cadre de la thématique Vie Associative :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
368	AMICALE DES CORSES DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 000 €
1970	ASSOCIATION NATIONALE DES	Projet		500 €

	PUPILLES DE LA NATION, ORPHELIN DE GUERRE OU DU DEVOIR			
4802	ARCEAUX VIE ACTIVE	Fonctionnement		500 €
4802	ARCEAUX VIE ACTIVE	Projet		700 €
1248	ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE - ADRA	Fonctionnement		500 €
<b>TOTAL</b>				<b>3200 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions ou des lettres d'engagement ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus, pour un montant de **239 264 €**.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : vendredi 25 07 2014**



Nom de la structure: - Nature de la subvention : Intitulé du projet : Montant attribué : € Thématique :
---

**CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE  
SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le .....

**Il a été convenu ce qui suit :**

**Article 1 : Objet de la convention**

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2013.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....  
.....  
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

**Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention**

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

### Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de **euros**.

### Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000€, le versement s'effectuera en 3 échéances selon les modalités suivantes :

- Mois M1 : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 3 mois : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 6 mois : 20% du montant de la subvention attribuée ;

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

### Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
  - \* les comptes de l'année 2014 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
  - \* Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

## **Article 6 : Modalités de contrôle**

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

## **Article 7: Devoir d'information**

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

## **Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée**

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

## **Article 9: Recours**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

### *Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789*

*« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »*

Nom de la structure: -  
Nature de la subvention :  
Intitulé du projet :  
Montant attribué : €  
Thématique :

## **CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire , représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le .....

**Il a été convenu ce qui suit :**

### **Article 1 : Objet de la convention**

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de euros pour le projet .

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....  
.....  
.....  
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à : .....€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

### **Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention**

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

### **Article 3 : Montant de la subvention accordée**

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

#### Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ✓ Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ✓ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure,
- ✓ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- ✓ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- ✓ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

#### Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

#### Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

#### Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

#### Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi

d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

#### **Article 9 : Recours**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

*Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789*

*« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »*

Nom de la structure:  
Nature de la subvention :  
Intitulé du projet :  
Montant attribué : €  
Thématique :

## Lettre d'engagement

Direction des Finances et du Contrôle de Gestion  
Service Contrôle de Gestion  
Mairie de Montpellier  
1, place Georges Frêche  
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2014 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2014 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2014.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :  
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Sous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."

## Séance publique du jeudi 24 juillet 2014

Convoqué le vendredi 18 juillet 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 24 juillet 2014 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ.

## Rapport annuel 2013 du délégataire TaM - Parc de stationnement Antigone Nombre d'or

### Monsieur le Maire rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal, la Ville de Montpellier a confié à la société TaM l'exploitation du parc de stationnement Nombre d'Or situé boulevard d'Antigone à Montpellier sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public dont le terme est fixé au 31 janvier 2014.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « *le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.* », TaM a transmis son rapport 2013 à la Ville de Montpellier.

### 1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement Antigone présente une capacité globale de 252 places réparties sur 2 niveaux (246 places publiques et 6 places pour personnes à mobilité réduite).

Il est accessible 24h/24 et 7jours/7.

L'accès se fait par le boulevard d'Antigone.

- Fréquentation et recettes



Le nombre d'abonnés est en baisse de 2,3% par rapport à 2012, pour une recette annuelle de 254 411€ HT, soit -3,2% par rapport à 2012.

Les formules travail représentent 71% des abonnements, le « petit rouleur » 21% et le résident 6%. L'abonnement « petit rouleur » a connu une progression de +26% entre 2011 et 2012 (de 50 à 63 abonnés) et a peu évolué en 2013 (70 abonnés).

La recette des abonnés représente près de 80% de la recette globale.

Le nombre de clients « horaire » est en hausse de 9,6% par rapport à 2012 (15 096 en 2013 et 13 773 en 2012), pour une recette annuelle de 65 282 € HT, celle-ci augmente de 7,9% par rapport à 2012.

Pour 2013, les recettes cumulées s'élèvent à 319 692 € HT, soit une baisse de 3 603€ par rapport à 2012 (-1,1%)

- Tarification

**Durée de stationnement de 06h00 à 22h00**

De 10 mn à 1 heure	1,70 €
De 1 heure à 2 heures	3,20 €
De 2 heures à 3 heures	4,70 €
De 3 heures à 4 heures	6,30 €
De 4 heures à 5 heures	7,80 €
De 5 heures à 6 heures	8,40 €
De 6 heures à 7 heures	9,00 €
De 7 heures à 8 heures	9,50 €
De 8 heures à 9 heures	10,00 €
De 9 heures à 10 heures	10,50 €
De 10 heures à 11 heures	11,00 €
De 11 heures à 12 heures	11,50 €
Plafond 24h00	13,20 €

**Durée de stationnement de 22h00 à 06h00**

De 22h00 à 6h00	0,60 €
-----------------	--------

**Abonnements Mensuels**

Permanent Résident	72 €
Petit Rouleur	40 €
Permanent Travail	104 €
Jour Travail (Lundi-Vendredi)	94 €

Pour être conforme avec la nouvelle Délégation de Service Public en 2013, les grilles tarifaires n'ont pas évoluées.

Ce parking propose un abonnement « Petit Rouleur ». La différence majeure entre un abonnement « Petit Rouleur » et un abonnement résident tient dans la possibilité d'obtenir une réduction en fonction du nombre de sorties mensuelles effectuées.

Plus la voiture reste dans le parc, plus la réduction sur l'abonnement est importante (jusqu'à 40%).

Cette mise en place devait permettre de capter une nouvelle clientèle dans le parking grâce à l'attractivité de cette formule et des tarifs qui en découlent, mais également d'œuvrer pour le «développement durable».

Dans l'appréhension du stationnement comme outil de réduction des émissions de gaz à effet de serre, le résident « Petit Rouleur » dispose d'un statut particulier par rapport aux autres usagers. Il est le résident « écologiquement vertueux » qui n'utilise que peu sa voiture.

Cette mesure constitue donc, en incitant les souscripteurs à diminuer leur nombre de sorties mensuelles, un levier formidable pour maîtriser l'utilisation de la voiture en ville et inciter les usagers à emprunter d'autres modes de déplacement plus doux.

Le principe de l'abonnement « Petit Rouleur », que TaM propose, peut être assimilé à une bourse aux rejets de CO2 qui existe pour les industriels.

Le parking valorise, sous forme de bonus, la réduction des déplacements en véhicule individuel.

**Moins de sorties = moins de rejet de CO2= bonus sur le tarif.**

Le parking pénalise, sous forme de malus, la multiplication des déplacements en véhicule individuel.

**Plus de sorties = plus de rejet de CO2 = malus sur le tarif.**

#### - Personnel

Pour assurer une présence de personnel sur les heures d'ouverture au public, l'effectif nécessaire est de 3,5 ETP (équivalent temps plein).

Le nettoyage est effectué par une entreprise spécialisée, les nuits et les dimanches, complété en interne par le personnel en poste.

L'entretien et la maintenance des équipements sont assurés par des prestataires de services spécialisés.

## **2. Compte de résultat 2013 (K€)**

Données exprimées en K€ HT	2012	2013	N/N-1
Recettes abonnés parc	262,8	254,4	-3,2%
Recettes horaires parc	60,5	65,3	8,0%
Recettes usagers	323,3	319,7	-1,1%
Redevances publicitaires	3,8	3,7	-2,6%
Autres recettes	1,1	1,5	36,4%
Transferts de charges d'exploitation	0,0	0,0	0,0%
Reprise sur amortissement et provisions	0,2	0,0	-100,0%
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>328,4</b>	<b>324,9</b>	<b>-1,1%</b>
Salaires et traitements	33,3	20,5	-38,4%
Achats externes	21,1	22,5	6,6%
Entretien et réparation bâtiments	27,6	44,7	62,0%
Services extérieurs	10,2	15,7	53,9%
Charges externes	15,4	2,3	-85,1%
<b>Achats et charges externes</b>	<b>107,6</b>	<b>105,7</b>	<b>-1,8%</b>
Autres charges de gestion courante	6,0	8,9	48,3%
Impôts-taxes et versements assimilés	29,2	28,8	-1,4%
Dotations provisions amortissements	23,7	24,4	3,0%
Rémunération Fixe	123,5	124,7	1,0%
Rémunération Variable	0,0	0,0	0,0%
<b>Redevances</b>	<b>123,5</b>	<b>124,7</b>	<b>1,0%</b>
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>290,0</b>	<b>292,5</b>	<b>0,9%</b>
<b>Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>38,4</b>	<b>32,4</b>	<b>-15,6%</b>

#### **I - Les produits d'exploitation baissent de 1.1% entre 2012 et 2013.**

- **Les recettes du parking baissent globalement de 1.1%.** Ceci est essentiellement dû à la baisse de la recette *abonnés* (recul de -3.2%) par rapport à 2012. La fréquentation *abonnés* affiche un recul de 2,3% par rapport à 2012.
- L'augmentation de la fréquentation *horaire* +9,6% sur 2013 a permis de limiter cette baisse puisque les recettes *horaires* augmentent de 8% (+ 4,8 k€)

#### **II - Les charges d'exploitation augmentent de 0,9% entre 2012 et 2013.**

- Le poste « **Salaires et traitements** » enregistre une baisse de **38,4%** par rapport à 2012. Les agents ont été positionnés conformément aux exigences de la convention, à savoir une réduction des plages de présence du personnel la nuit. Le reste du temps le parking est géré à distance depuis le PC central situé sur le parking Europa.
- Le poste « **Services extérieurs** » augmente de **53.9%** pour atteindre 15,7 K€, ce qui est dû principalement au repositionnement d'une partie du personnel sur des P+tram et donc au recours à de la sous-traitance, tandis que le poste « **Charges externes** » enregistre un recul de **85,1%**, représentant en 2013 2,3 K€. De la même manière que pour le personnel, le recours à la sous-traitance pour le gardiennage du parking a été réduit.

**Au 31 décembre 2013, le Parking Antigone réalise un résultat avant impôt de 32,4 K€ contre 38,4 K€ en 2012.**

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport annuel 2013.**

**Le Conseil prend acte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire**

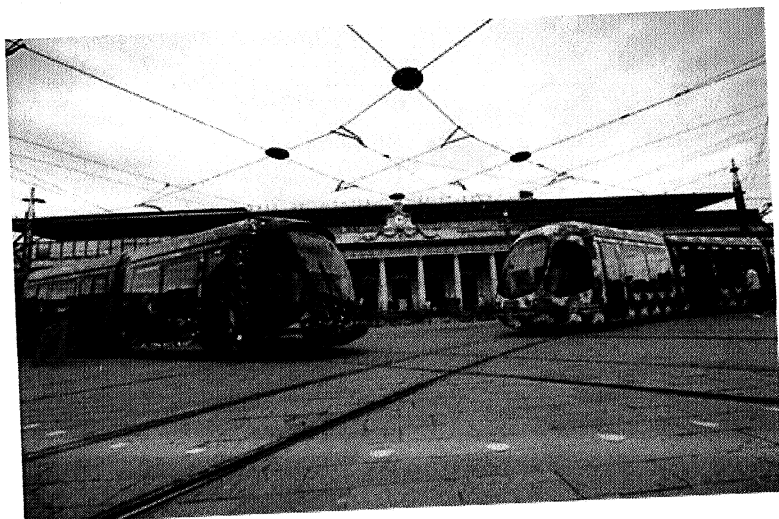


**Philippe SAUREL**

**Publiée le : vendredi 25 07 2014**

# RAPPORT DELEGATAIRE Antigone 2013

TaM



AUTOPARTAGE

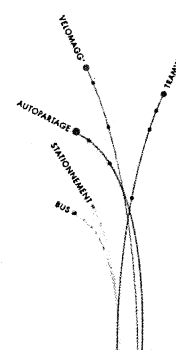
STATIONNEMENT

BUS

VELOMAGG'

## Sommaire

I.	Présentation de TaM .....	3
A.	Présentation de la Direction du Stationnement.....	3
1.	La gestion de 8 parkings publics de centre ville .....	4
2.	La gestion du stationnement payant sur voirie.....	4
3.	La gestion de 6 parkings privés.....	4
4.	La gestion des P+Tram et pôle d'échange :.....	4
5.	La gestion opérationnelle du service Vélomagg :.....	5
B.	Organisation commerciale et administrative de la Direction du Stationnement .....	5
1.	Description du site.....	6
2.	Organisation du site .....	7
3.	Tarifs appliqués en 2013.....	8
4.	Analyse de la fréquentation du parking .....	10
5.	Recettes du parking.....	13
6.	Compte-rendu financier .....	16
II.	Informations générales.....	21
1.	Le Directeur du Stationnement. ....	21
2.	Le PC Europa et le parking du Corum .....	21
3.	L'astreinte.....	21
4.	Accueil et relation avec les usagers.....	21
5.	Permanence de la sécurité .....	22
6.	Ambiance des parkings.....	22
7.	Relais et accompagnement de la ville de Montpellier. ....	22
8.	Action commerciale.....	22
9.	Démarche environnementale .....	23



## I. Présentation de TaM

### TaM, une entreprise au service des Collectivités.

Créée en 1978, TaM est une Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) au capital de 4 286 000€, détenue à 55% par les collectivités locales Communauté d'Agglomération de Montpellier et Ville de Montpellier, qui emploie 1200 personnes.

TaM intervient aujourd'hui sur 3 activités complémentaires :

- ✓ l'exploitation des services de Transport Public qui lui sont confiés,
- ✓ la réalisation de toute étude et/ou de toute infrastructure Transport en vue de la mise en œuvre d'un Transport Collectif en Site Propre,
- ✓ la réalisation et la gestion d'ouvrages publics ou privés de stationnement, ainsi que toutes les opérations qui se rapportent à ces activités.

### Une vocation de service public, un partenaire unique.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, autorité organisatrice des transports, a confié à TaM une délégation de service public pour l'exploitation du réseau bus/tram.

En parallèle, la Ville de Montpellier a confié à TaM la **gestion du stationnement** sur voirie et de 7 parkings en ouvrage.

Les actions de TaM sont multiples, dans un schéma de fonctionnement unique en France, faisant référence en matière d'intermodalité :

- ✓ Gestion du réseau bus/tramway,
- ✓ Gestion du service VéloMag,
- ✓ Gestion de parkings tramway,
- ✓ Intégration du service d'autopartage,
- ✓ Harmonisation des différents modes de transport,
- ✓ Gestion de la gare routière,
- ✓ Gestion de parkings publics de centre ville.

Positionnée au cœur des mobilités urbaines par ses activités liées au transport et au stationnement de la ville de Montpellier, TaM contribue à assurer une cohérence dans la chaîne des déplacements.

Par son statut spécifique, TaM maintient un équilibre entre une gestion financière saine et les impératifs du service public.

L'utilisateur est au cœur de nos préoccupations, de nos réflexions et de nos actions, non seulement parce qu'il est le moteur de l'entreprise, mais aussi parce qu'il habite, travaille, et vit à Montpellier et dans les communes de l'Agglomération.

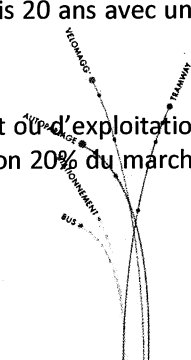
## A. Présentation de la Direction du Stationnement

La direction Stationnement de TaM optimise son savoir faire grâce aux nombreuses ressources humaines et techniques qu'offre l'ensemble de l'entreprise via notamment son activité transport (ingénieurs, électroniciens, informaticiens, services financiers, formation....).

Au cours des 5 dernières années, nous avons mené des travaux de réhabilitation et de modernisation sur les trois parkings en phase d'exploitation

- ✓ Gambetta (réhabilitation du parking suite aux inondations) ;
- ✓ Laissac (création de 30 places de garage dans un sous sol désaffecté depuis 20 ans avec une enveloppe budgétaire limitée) ;
- ✓ Comédie (rénovation et modernisation du parking).

Par ailleurs, TaM est membre du SCET qui anime 200 SEM locales d'aménagement ou d'exploitation de services. Ce réseau regroupe 25 sociétés de stationnement représentant environ 20% du marché



français. Il apporte assistance technique et juridique, en complément de séminaires et voyages d'études.

Au sein de TaM, la Direction du stationnement assure :

#### 1. La gestion de 8 parkings publics de centre ville

Arceaux	200 places
Comédie	850 places
Corum	496 places
Europa	593 places
Gambetta	500 places
Laissac	250 places
Nombre d'Or	278 places
Jacques Cœur	70 places
Total Parkings Publics	3 237 places

#### 2. La gestion du stationnement payant sur voirie.

TaM assure la gestion du stationnement payant sur voirie dans le cadre de marchés publics depuis 1989.

A ce jour TaM assure la gestion de :

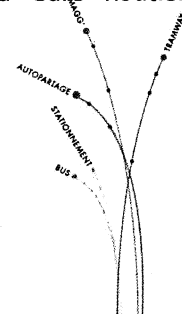
- ✓ 735 horodateurs, maintenance, dépannage, nettoyage, collecte des fonds,
- ✓ 10 000 dossiers résidents, zones jaune et orange, titulaires d'une carte RESIDENT,
- ✓ 5 000 dossiers de résidents zone verte,
- ✓ 8 000 dossiers d'usagers détenteurs d'une carte OXYGENE (PME).

#### 3. La gestion de 6 parkings privés

Clinique du Millénaire	435 places
Clinique Saint Jean	70 places
Parc Pénélope	107 places
Parc de la Mer	820 places
Parc de la glace	220 places
Cinéma Gaumont	859 places
Total Parkings Privés	2511 places

#### 4. La gestion des P+Tram et pôle d'échange :

Dans le cadre de la DSP Transport, la Direction du Stationnement de TaM assure la gestion de 12 parkings tramway, dont 8 avec pôles d'échange multimodaux ainsi que la Gare Routière Internationale.





## 5. La gestion opérationnelle du service Vélomagg :

La Direction du Stationnement assure la gestion technique : logistique, réassort des 40 vélostations et maintenance des totems distributeurs de clés et des vélos.

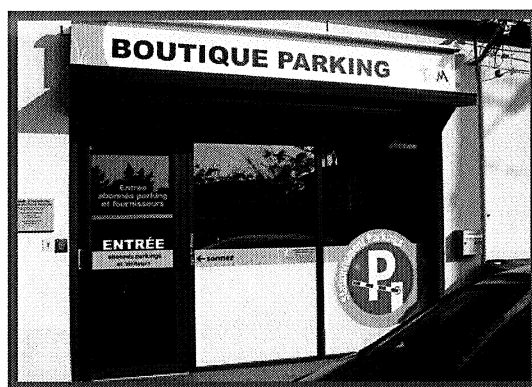
Vélos en libre service, courte durée	350
Vélos en location longue durée	1 100
Vélos pour la desserte des plages	190
Vélos famille	25
Vélos Tandem	5
Vélos à assistance électrique (VAE)	5
<b>Total Vélos</b>	<b>1 675</b>

La connaissance du tissu local, l'expérience accumulée et la diversité de nos activités nous permettent d'appréhender les problématiques de stationnement avec un regard d'expert, et de nous positionner en tant que véritable « Intégrateur des mobilités » de la Ville et de l'Agglomération de Montpellier.

### B. Organisation commerciale et administrative de la Direction du Stationnement

Dans les locaux de la direction de TaM stationnement, situés en centre-ville, Rue F. Fabriges à Montpellier, à proximité du Nouvel Hôtel de Ville, sont accueillis les usagers de la Voirie et les abonnés des parkings publics de centre ville.

Ces locaux sont divisés en deux parties :



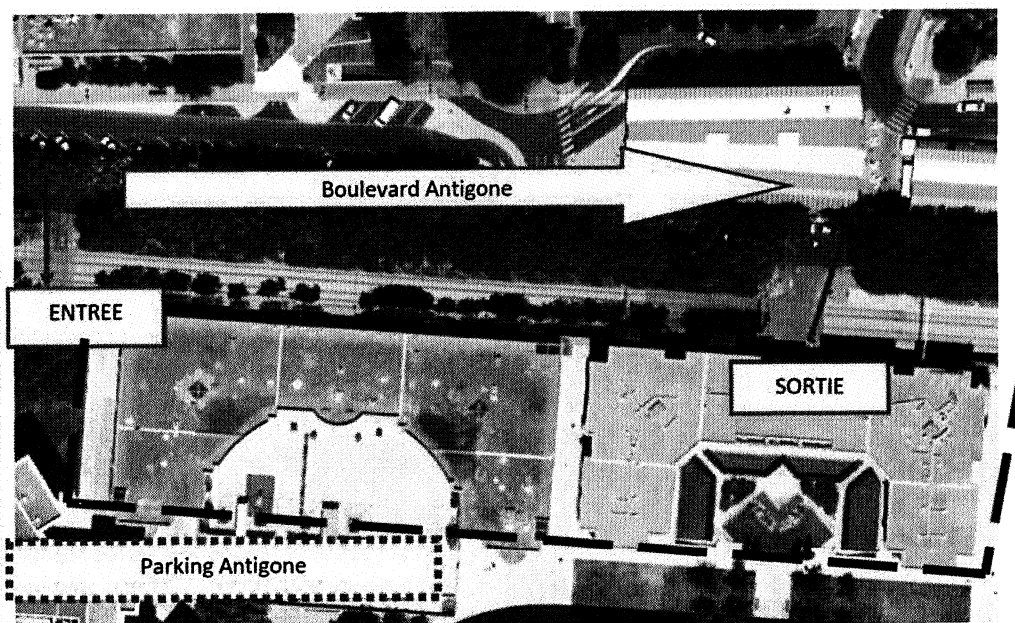
L'Agence Voirie certifiée AFAQ engagements de service - AES REF 193-01, où sont délivrés, entre autres, aux usagers les différents moyens permettant le stationnement sur la voie publique :

- ✓ Carte Oxygène
- ✓ Carte mensuelle à gratter
- ✓ Macaron de stationnement zone verte
- ✓ PIAF

La Boutique parking, où sont gérés le Back et le Front Office associés aux abonnés des parkings public de centre ville :

- ✓ Gestion de la relation client
- ✓ Gestion des abonnements (création, enregistrement, résiliation...)
- ✓ Traitement de la facturation
- ✓ Encaissements

## 1. Description du site



Le parc de stationnement Antigone présente une capacité globale de 258 places.

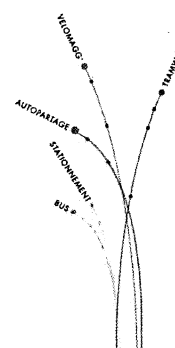
La situation géographique du parking présente de nombreux handicaps qui pénalisent fortement sa fréquentation :

- ✓ Implanté en périphérie du cœur de ville, en secteur essentiellement résidentiel, le tissu urbain environnant n'est pas générateur de demande de stationnement.
- ✓ L'entrée du parking, sur le Boulevard Antigone, est placée sur un flux sortant, la trémie d'accès, en retrait du Boulevard, est rejetée derrière les deux voies de la ligne 1 du tramway,
- ✓ La configuration de sortie est extrêmement difficile ; attente du passage du tramway dans la pente de la trémie de sortie et échappatoire en traversée de plate-forme.
- ✓ Le parcours d'accès et sa dénomination qui n'est pas explicitement rattachée au site emblématique d'Antigone réduisent sa visibilité pour les non-habitués.

L'offre de stationnement en concurrence directe avec le parking est pléthorique. Dans un rayon de 500 mètres, on dénombre :

- ✓ 2 600 places dans les parkings du Polygone et du Triangle,
- ✓ 600 places dans le parking Europa,
- ✓ 270 places sur voirie.

Le stationnement sur voirie reste aujourd'hui le plus pratique et le moins onéreux (car faiblement contrôlé) dans cette partie de la ville.



## 2. Organisation du site

Le parc ainsi que le bureau d'accueil sont ouverts 24h/24, tous les jours de l'année.

### a) Personnels - Effectif moyen

Pour assurer une présence de personnel sur les heures d'ouverture au public, l'effectif moyen nécessaire est constitué de 3.5 (équivalent temps plein) agents, responsable de parc et remplacements pour congés et maladie compris.

La responsabilité sur le parc est assurée par :

- ✓ Le responsable de parc, Monsieur POLO DEL VECCHIO
- ✓ et/ou le responsable de parc adjoint, Monsieur CAMARDELLE Xavier

### b) Nettoyage et maintenance

Le nettoyage est essentiellement effectué par des prestataires spécialisés, les nuits et les dimanches, complété en interne par le personnel en poste.

L'entretien et la maintenance des équipements sont assurés par des prestataires de services spécialisés.

Un prestataire multi-technique assure la maintenance générale du parking.

La société Scheidt&Bachmann assure quant à elle la maintenance des matériels de péage.

La maintenance des ascenseurs ainsi que celle des matériels de sécurité incendie sont assurées par des spécialistes dans les domaines respectifs.

### c) Equipements

Le bureau d'accueil est composé d'une caisse manuelle et du système de gestion courante du parc.

Il comprend également le système de gestion du flux de véhicules entrants et sortants.

Les extincteurs, seaux et pelles sont répartis de manière uniforme dans le parking.

Le parking est également équipé :

- ✓ d'une détection CO-CO<sub>2</sub>,
- ✓ de matériel de vidéosurveillance (interphone, visiophonie...),
- ✓ de contrôle d'accès,
- ✓ d'une GTC (Gestion Technique Centralisée),
- ✓ de ventilateurs de soufflage/extraction d'air,

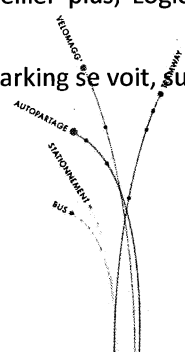
### d) Les services à la clientèle

**Autopartage** : Un service de location de véhicule courte-durée, géré par la société MODULAUTO, est situé au niveau-1. Trois emplacements sont dédiés.

**Places réservées aux PMR** : Sur demande et présentation de la carte PMR, l'agent d'accueil du PC central, par télécommande, ouvre le rideau et libère l'accès au demandeur.

**Des présentoirs à journaux gratuits** sont à la disposition de la clientèle (Montpellier plus, Logic-Immo).

**Le prêt de parapluie** : les jours d'intempéries, l'utilisateur en se rendant à l'accueil du parking se voit, sur simple demande, prêter un parapluie.



**Le kit de démarrage batterie :** TaM met à disposition gratuitement un kit de démarrage pour les usagers en panne de batterie.

**L'accompagnement à la place :** ce service s'adresse en priorité aux PMR, aux femmes enceintes et aux seniors mais est étendu à l'ensemble des usagers du parking. Tous les clients qui en feront la demande seront accompagnés jusqu'à leur véhicule.

**La bombe anticrevaison**

### 3. Tarifs appliqués en 2013

Les tarifs n'ont pas été révisés en 2013.

#### Durée de stationnement de 06h00 à 22h00 Tarifs avant révision

De 10 mn à 1 heure	1,70 €	1,70 €
De 1 heure à 2 heures	3,20 €	3,20 €
De 2 heures à 3 heures	4,70 €	4,70 €
De 3 heures à 4 heures	6,30 €	6,30 €
De 4 heures à 5 heures	7,80 €	7,80 €
De 5 heures à 6 heures	8,40 €	8,40 €
De 6 heures à 7 heures	9,00 €	9,00 €
De 7 heures à 8 heures	9,50 €	9,50 €
De 8 heures à 9 heures	10,00 €	10,00 €
De 9 heures à 10 heures	10,50 €	10,50 €
De 10 heures à 11 heures	11,00 €	11,00 €
De 11 heures à 12 heures	11,50 €	11,50 €
Plafond 24h00	13,20 €	13,20 €

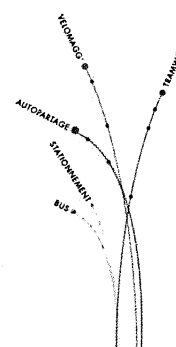
#### Durée de stationnement de 22h00 à 06h00

De 22h00 à 6h00	0,60 €	0,60 €
-----------------	--------	--------

#### Abonnements Mensuels

#### Tarifs avant révision

Permanent Résident	72 €	72 €
Petit Rouleur	40 €	40 €
Permanent Travail	104 €	104 €
Jour Travail (Lundi-Vendredi)	94 €	94 €



L'abonnement phare du parking est bien le « Petit Rouleur ».

La différence majeure entre un abonnement « Petit Rouleur » et un abonnement résident tient dans la possibilité d'obtenir une réduction en fonction du nombre de sorties mensuelles effectuées. Plus la voiture reste dans le parc, plus la réduction sur l'abonnement est importante (jusqu'à 40%).

Cette mise en place devait permettre de capter une nouvelle clientèle dans le parking grâce à l'attractivité de cette formule et des tarifs qui en découlent, mais également d'œuvrer pour le «développement durable».

Dans l'appréhension du stationnement comme outil de réduction des émissions de gaz à effet de serre, le résident « Petit Rouleur » dispose d'un statut particulier par rapport aux autres usagers. Il est le résident « écologiquement vertueux » qui n'utilise que peu sa voiture.

Cette mesure constitue donc, en incitant les souscripteurs à diminuer leur nombre de sorties mensuelles, un levier formidable pour maîtriser l'utilisation de la voiture en ville et inciter les usagers à emprunter d'autres modes de déplacement plus doux.

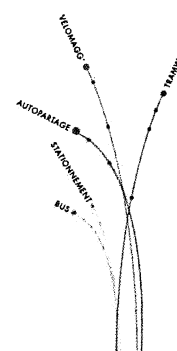
Le principe de l'abonnement « Petit Rouleur », que TaM propose, peut être assimilé à une bourse aux rejets de CO2 qui existe pour les industriels.

Le parking valorise, sous forme de bonus, la réduction des déplacements en véhicule individuel.

**moins de sorties = moins de rejet de CO2 = bonus sur le tarif.**

Le parking pénalise, sous forme de malus, la multiplication des déplacements en véhicule individuel.

**plus de sorties = plus de rejet de CO2 = malus sur le tarif.**

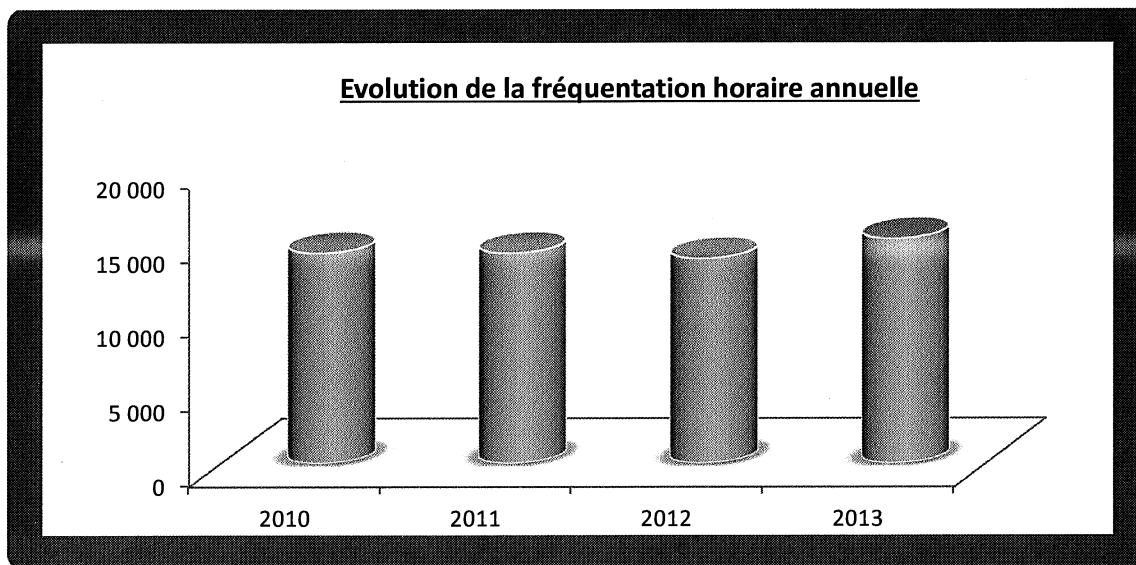


## 4. Analyse de la fréquentation du parking

## a) Analyse de la fréquentation horaire

Fréquentation Horaire	2010	2011	2012	2013	% d'évolution 2012-2013
Janvier	1152	1063	1 035	1 005	-2,9%
Février	863	793	764	847	10,9%
Mars	1026	838	1 001	1 086	8,5%
Avril	978	1065	1 059	1 088	2,7%
Mai	1107	934	1 110	1 317	18,6%
Juin	1113	1424	1 107	1 291	16,6%
Juillet	1204	1755	1 392	1 387	-0,4%
Août	1309	1224	1 475	1 805	22,4%
Septembre	1135	1197	1 328	1 350	1,7%
Octobre	1072	1165	1 086	1 211	11,5%
Novembre	1160	968	932	1 191	27,8%
Décembre	2027	1710	1 484	1 518	2,3%
<b>Total</b>	<b>14 146</b>	<b>14 136</b>	<b>13 773</b>	<b>15 096</b>	<b>9,6%</b>

La fréquentation horaire affiche une progression de 9.6% par rapport à 2012.

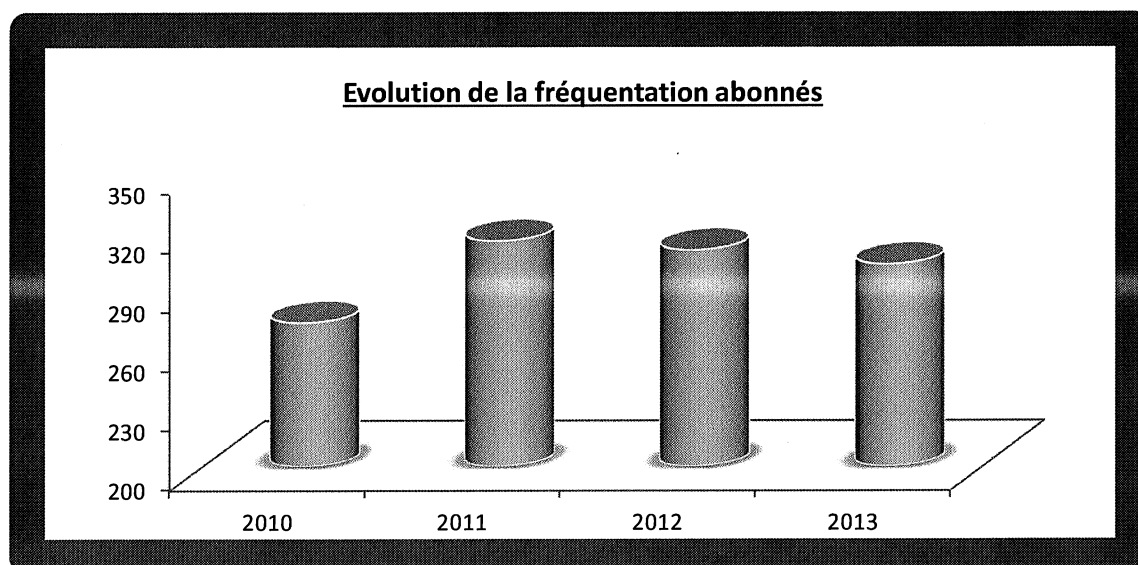


## b) Analyse de la fréquentation abonnés

Fréquentation Abonnés	2010	2011	2012	2013	% d'évolution 2012-2013
Janvier	271	297	303	323	6,6%
Février	272	299	307	321	4,6%
Mars	271	295	310	318	2,6%
Avril	272	310	308	296	-3,9%
Mai	268	307	308	296	-3,9%
Juin	271	305	308	297	-3,6%
Juillet	268	321	303	297	-2,0%
Août	275	327	306	296	-3,3%
Septembre	274	334	305	294	-3,6%
Octobre	283	335	318	298	-6,3%
Novembre	277	338	320	299	-6,6%
Décembre	277	307	323	298	-7,7%
<b>Total</b>	<b>273</b>	<b>315</b>	<b>310</b>	<b>303</b>	<b>-2,3%</b>

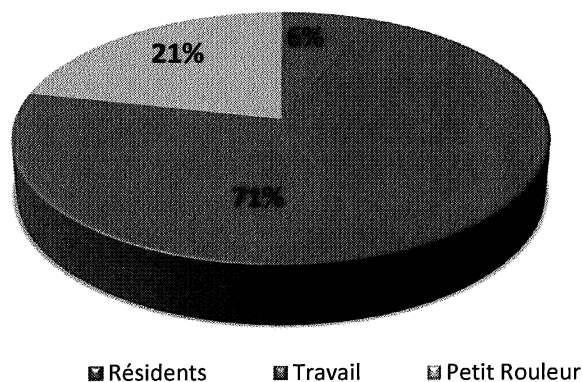
La fréquentation « abonnés » affiche un léger recul de -2.3% par rapport à 2012.

La tendance baissière est donc confirmée depuis 2011.



Résidants	18
Petit Rouleur	70
Travail permanent	212
Travail jour	2

### Répartition des abonnements 2013



La répartition des abonnements est très inégale dans le parking Antigone. Les abonnements travail représentent 72% des formules proposées dans le parking.

La tarification préférentielle initiée par TaM sur la Ville de Montpellier pour favoriser les résidents a été évidemment maintenue. Le coût de l'abonnement résident est inférieur de 30% à celui d'un abonnement travail.

Il convient de souligner que pour accroître l'attractivité du tarif résident, TaM révisé de façon différenciée le tarif de l'abonnement résident par rapport à l'abonnement travail. La différence entre ces deux tarifs s'amplifie donc annuellement.

L'abonnement « petit rouleur » a connu une belle progression, passant de 28 abonnés fin 2010 à 70 en 2013, soit une augmentation de **185%**.

Malgré ces mesures, nos objectifs en termes de réduction de la disparité des abonnés n'ont pas été atteints en 2013.



## 5. Recettes du parking

## a) Recette horaire

Recettes Horaire	2010	2011	2012	2013	% d'évolution 2012-2013
Janvier	4 346 €	4 285 €	4 565 €	4 066 €	-10,9%
Février	3 769 €	3 545 €	3 303 €	3 672 €	11,2%
Mars	4 605 €	3 839 €	4 731 €	4 408 €	-6,8%
Avril	4 617 €	5 112 €	4 868 €	5 009 €	2,9%
Mai	5 725 €	4 653 €	4 701 €	5 853 €	24,5%
Juin	5 281 €	6 136 €	4 737 €	5 330 €	12,5%
Juillet	5 442 €	7 121 €	6 108 €	5 889 €	-3,6%
Août	5 594 €	5 253 €	6 798 €	7 815 €	15,0%
Septembre	5 036 €	5 692 €	5 818 €	6 118 €	5,1%
Octobre	4 575 €	5 237 €	4 940 €	5 733 €	16,1%
Novembre	4 634 €	4 521 €	4 245 €	5 083 €	19,8%
Décembre	7 845 €	6 736 €	5 676 €	6 306 €	11,1%
<b>Total</b>	<b>61 470 €</b>	<b>62 130 €</b>	<b>60 489 €</b>	<b>65 282 €</b>	<b>7,9%</b>

\* : Les recettes des chèques parking sont intégrées, pour le premier semestre, à la recette du mois de juin et, pour le second semestre, à la recette du mois de décembre.

La recette horaire affiche une progression de +7.9% par rapport à 2012.

## b) Recette abonnés

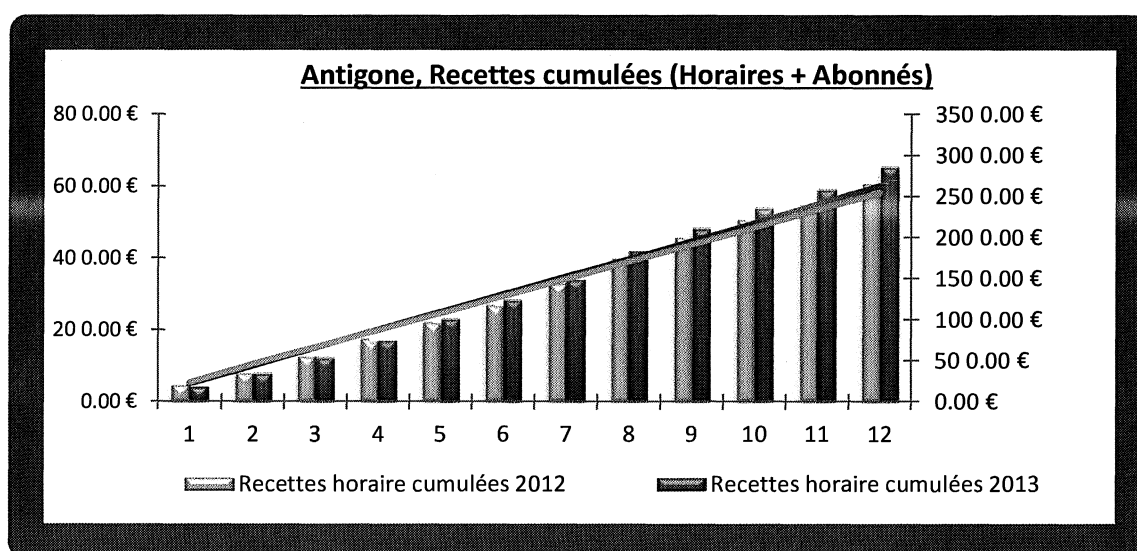
La recette abonnés est en recul par rapport à 2012. (-3.2%)

Recettes Abonnés	2010	2011	2012	2013	% d'évolution 2012-2013
Janvier	20 774 €	21 846 €	21 726 €	22 811 €	5,0%
Février	20 396 €	21 745 €	21 922 €	22 664 €	3,4%
Mars	20 746 €	22 507 €	22 021 €	20 681 €	-6,1%
Avril	20 666 €	21 780 €	21 770 €	20 753 €	-4,7%
Mai	20 241 €	21 546 €	21 339 €	20 836 €	-2,4%
Juin	20 363 €	21 487 €	21 559 €	20 875 €	-3,2%
Juillet	20 136 €	22 031 €	21 461 €	20 856 €	-2,8%
Août	20 026 €	22 536 €	21 546 €	20 864 €	-3,2%
Septembre	19 851 €	22 643 €	21 414 €	20 756 €	-3,1%
Octobre	20 082 €	22 751 €	22 613 €	21 170 €	-6,4%
Novembre	19 856 €	36 997 €	22 756 €	21 104 €	-7,3%
Décembre	22 097 €	22 059 €	22 678 €	21 041 €	-7,2%
<b>Total</b>	<b>245 234 €</b>	<b>279 927 €</b>	<b>262 806 €</b>	<b>254 411 €</b>	<b>-3,2%</b>

## c) Recette globale

Recette globale	2010	2011	2012	2013	% d'évolution 2012-2013
Janvier	25 120 €	26 132 €	26 291 €	26 877 €	2,2%
Février	24 165 €	25 290 €	25 226 €	26 336 €	4,4%
Mars	25 352 €	26 346 €	26 752 €	25 089 €	-6,2%
Avril	25 283 €	26 892 €	26 638 €	25 763 €	-3,3%
Mai	25 966 €	26 199 €	26 039 €	26 689 €	2,5%
Juin	25 644 €	27 623 €	26 297 €	26 205 €	-0,3%
Juillet	25 577 €	29 152 €	27 569 €	26 745 €	-3,0%
Août	25 620 €	27 789 €	28 344 €	28 679 €	1,2%
Septembre	24 888 €	28 335 €	27 232 €	26 874 €	-1,3%
Octobre	24 657 €	27 988 €	27 553 €	26 903 €	-2,4%
Novembre	24 490 €	41 518 €	27 001 €	26 187 €	-3,0%
Décembre	29 943 €	28 795 €	28 354 €	27 346 €	-3,6%
<b>Total</b>	<b>306 704 €</b>	<b>342 058 €</b>	<b>323 295 €</b>	<b>319 692 €</b>	<b>-1,1%</b>

La recette globale du parking affiche un léger recul de -1.1% par rapport à 2012.



## d) Recette par place du parking

Recette à place/mois Nombre de places 278	2010	2011	2012	2013	% d'évolution 2012-2013
Janvier	90 €	94 €	95 €	97 €	2,2%
Février	87 €	91 €	91 €	95 €	4,4%
Mars	91 €	95 €	96 €	90 €	-6,2%
Avril	91 €	97 €	96 €	93 €	-3,3%
Mai	93 €	94 €	94 €	96 €	2,5%
Juin	92 €	99 €	95 €	94 €	-0,3%
Juillet	92 €	105 €	99 €	96 €	-3,0%
Août	92 €	100 €	102 €	103 €	1,2%
Septembre	90 €	102 €	98 €	97 €	-1,3%
Octobre	89 €	101 €	99 €	97 €	-2,4%
Novembre	88 €	149 €	97 €	94 €	-3,0%
Décembre	108 €	104 €	102 €	98 €	-3,6%
<b>Moyenne</b>	<b>92 €</b>	<b>103 €</b>	<b>97 €</b>	<b>96 €</b>	<b>-1,1%</b>

La recette par place/mois affiche un recul de -1.1%

## e) Ticket Moyen

Ticket Moyen HT	2010	2011	2012	2013	% d'évolution 2012-2013
Janvier	3,77 €	4,03 €	4,41 €	4,05 €	-8,3%
Février	4,37 €	4,47 €	4,32 €	4,33 €	0,3%
Mars	4,49 €	4,58 €	4,73 €	4,06 €	-14,1%
Avril	4,72 €	4,80 €	4,60 €	4,60 €	0,2%
Mai	5,17 €	4,98 €	4,23 €	4,44 €	5,0%
Juin	4,74 €	4,31 €	4,28 €	4,13 €	-3,5%
Juillet	4,52 €	4,06 €	4,39 €	4,25 €	-3,2%
Août	4,27 €	4,29 €	4,61 €	4,33 €	-6,1%
Septembre	4,44 €	4,76 €	4,38 €	4,53 €	3,4%
Octobre	4,27 €	4,50 €	4,55 €	4,73 €	4,1%
Novembre	4,00 €	4,67 €	4,55 €	4,27 €	-6,3%
Décembre	3,87 €	3,94 €	3,82 €	4,15 €	8,6%
<b>Moyenne</b>	<b>4,39 €</b>	<b>4,45 €</b>	<b>4,41 €</b>	<b>4,32 €</b>	<b>-1,9%</b>

Le ticket moyen est en léger recul de -1.9%.

## 6. Compte-rendu financier

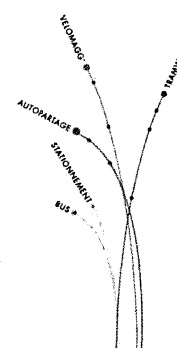
## a) Présentation des comptes par poste

PRODUITS ET CHARGES	ANTIGONE			
	2012	2013	Ecart en K€	Ecart en %
Recettes Parcs	323,3	319,7	-3,6	-1,1%
Redevance publicitaire	3,8	3,7	-0,1	-2,9%
Autres recettes	1,1	1,5	0,4	41,8%
Reprise sur amortissement et provisions	0,2	0,0	-0,2	-90,1%
<b>Total Produits</b>	<b>328,4</b>	<b>324,9</b>	<b>-3,4</b>	<b>-1,0%</b>
salaires et traitements	33,3	20,5	-12,8	-38,3%
Achats externes	21,1	22,5	1,4	6,7%
Services extérieurs	37,8	60,4	22,6	59,6%
Charges externes	15,4	2,3	-13,0	-84,7%
<b>Achats et charges externes</b>	<b>107,6</b>	<b>105,7</b>	<b>-1,8</b>	<b>-1,7%</b>
<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>6,0</b>	<b>8,9</b>	<b>2,9</b>	<b>48,8%</b>
<b>Impôts - Taxes et versements assimilés</b>	<b>29,2</b>	<b>28,8</b>	<b>-0,4</b>	<b>-1,3%</b>
Dotations, Amortissements et provisions	23,7	24,4	0,7	2,9%
<b>Dotations provisions amortissements</b>	<b>23,7</b>	<b>24,4</b>	<b>0,7</b>	<b>2,9%</b>
Rémunération Fixe	123,5	124,7	1,3	1,0%
Rémunération Variable	0,0	0,0	0,0	NS
<b>Redevances</b>	<b>123,5</b>	<b>124,7</b>	<b>1,3</b>	<b>1,0%</b>
<b>Total charges</b>	<b>290,0</b>	<b>292,6</b>	<b>2,7</b>	<b>0,9%</b>
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>38,4</b>	<b>32,3</b>	<b>-6,1</b>	<b>-15,9%</b>
<b>IMPOTS SUR LES BENEFICES</b>	<b>0,0</b>	<b>0,9</b>	<b>0,9</b>	<b>NS</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>38,4</b>	<b>31,4</b>	<b>-7,0</b>	<b>-18,3%</b>

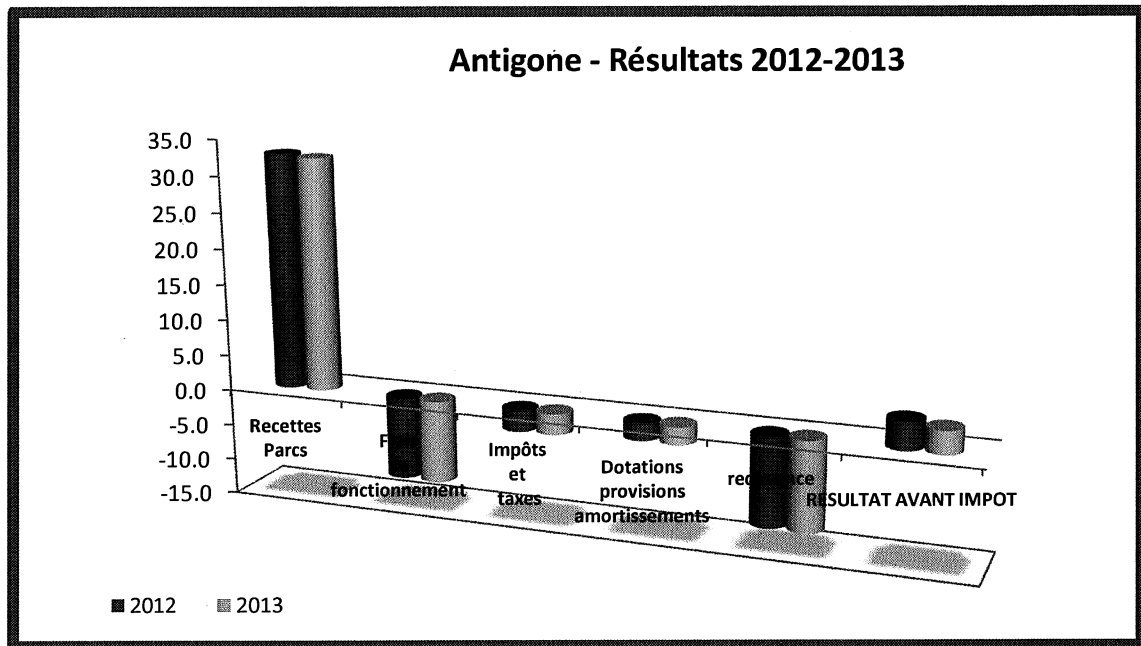
## b) Explication des variations supérieures à +/- 10%

Le poste salaire et traitement affiche un recul de -38.3% : les agents ont été positionnés conformément aux exigences de la Convention. Le reste du temps le parking est géré à distance depuis notre PC central situé sur le parking Europa. De plus nous avons repositionné notre personnel sur des P+Tram et nous l'avons remplacé par de la sous-traitance. Ce changement engendre mécaniquement une augmentation des charges « services extérieurs ».

Les charges externes sont en net recul de -84.7% représentant -13K€. Les charges de gardiennage ont totalement disparues en 2013 expliquant cette variation.



c) Résultats

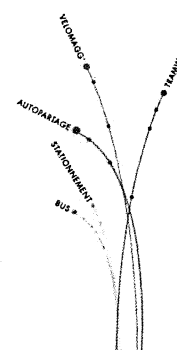


PARKING ANTIGONE				
N° Plan comptable	INTITULE DES COMPTES	2013	2012	%
603150	Variation stock pièces rechange	0,00	-9,30	-100,00%
603240	Variation stock fournitures consom.	0,00	-0,38	-100,00%
<b>VARIATION STOCKS MATIERES PREMIERES ET APPROVISIONNEMENTS</b>		<b>0,00</b>	<b>-9,68</b>	<b>-100,00%</b>
605110	Petit matériel et équipement	-41,72	-6,63	529,26%
605120	Equip et fourn pour info public	0,00	-74,81	-100,00%
606110	Fourniture d'eau	-273,32	-1 673,53	-83,67%
606120	Fourniture d'électricité	-21 474,15	-17 625,84	21,83%
606310	Produits d'entretien faible valeur	-636,00	-159,48	298,80%
606320	Fournitures diverses	-18,15	-90,30	-79,90%
606450	Fournitures de bureau	-31,58	-30,69	2,90%
606460	Fourn annexes billetterie	0,00	-1 245,02	-100,00%
606710	Carburant non stocké	0,00	-104,71	-100,00%
606860	Autres pièces de rechange	0,00	-2,59	-100,00%
606880	Monétique : Pièces S.Directe	0,00	-1,15	-100,00%
608610	Frais sur achats	0,00	-48,16	-100,00%
<b>AUTRES ACHATS EXTERNES</b>		<b>-22 474,92</b>	<b>-21 062,91</b>	<b>6,70%</b>
615200	E&R Bâtiments	-44 733,59	-27 632,38	61,89%
615510	E&R Matériels	-7 931,65	-7 021,62	12,96%
615560	E&R véhicules	0,00	-147,12	-100,00%
616111	Assurances multirisques et RC	-2 287,41	-2 227,69	2,68%
616710	Charges de propre assureur	-834,09	0,00	NS
617110	Etudes et recherches	-2 183,30	0,00	NS
618310	Documentation tech et revues	0,00	-7,13	-100,00%
618810	Prestations diverses	-474,56	-523,92	-9,42%
618820	Gardiennage, surveil bâtiments	-1 935,56	-264,00	633,17%
<b>SERVICES EXTERIEURS</b>		<b>-60 380,16</b>	<b>-37 823,86</b>	<b>59,64%</b>
621400	Charges externes de formation	0,00	-223,38	-100,00%
621420	Personnel gardiennage stationnement	0,00	-12 204,96	-100,00%
622610	Assistance technique	0,00	-555,12	-100,00%
622630	Redevances aux Collectivités	-124 729,90	-123 455,09	1,03%
622810	Divers honoraires	0,00	-28,08	-100,00%
623100	Annonces, Insertions	-36,37	0,00	NS
623400	Cadeaux à la clientèle	0,00	-2,40	-100,00%
625110	Voyages et déplacements	0,00	-23,34	-100,00%
625610	Missions	0,00	-1,30	-100,00%
625620	Réceptions	-5,10	-13,46	-62,11%
626210	Frais de téléphone et Fax	-1 525,71	-1 405,82	8,53%
626410	Frais lignes téléph spcialisées	0,00	-243,80	-100,00%
627510	Frais de banque CB	-702,48	-648,48	8,33%
627710	Frais de tenue de compte	-78,93	-35,56	121,96%
<b>AUTRES CHARGES EXTERNES</b>		<b>-127 078,49</b>	<b>-138 840,79</b>	<b>-8,47%</b>

629800	QP Frais Structure	-8 816,86	-3 883,81	127,02%
<b>ACHATS CHARGES EXTERNES ET SERVICES INTER- ACTIVITE</b>		<b>-8 816,86</b>	<b>-3 883,81</b>	<b>127,02%</b>
<b>SOUS-TOTAL AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES</b>		<b>-218 750,43</b>	<b>-201 611,37</b>	<b>8,50%</b>
631210	Taxe d'apprentissage	0,00	-114,04	-100,00%
631310	Taxe formation continue	0,00	-300,82	-100,00%
633110	Versement transport	0,00	-312,67	-100,00%
633210	Allocation logement	0,00	-78,16	-100,00%
633410	Contribution effort construction	0,00	-70,33	-100,00%
633850	Taxes sur rémunération différée	-60,13	116,08	-151,80%
635110	Taxe professionnelle	-4 915,64	-5 348,66	-8,10%
635120	Taxe foncière et ordures ménagères	-23 154,00	-22 756,00	1,75%
637100	Contribution Sociale de Solidarité	-699,41	-369,11	89,49%
<b>IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES</b>		<b>-28 829,18</b>	<b>-29 233,71</b>	<b>-1,38%</b>
641110	Salaires et appointements	0,00	-11 488,64	-100,00%
641210	Congés payés	0,00	-1 283,10	-100,00%
641310	Primes et gratifications	0,00	-2 553,14	-100,00%
641320	Primes progrès	0,00	-134,07	-100,00%
641410	Indemnités, avantages imposables	0,00	-138,44	-100,00%
641441	Avantages en nature "brut"	0,00	-36,22	-100,00%
641449	Avantages en nature "net"	0,00	36,22	-100,00%
641450	Rémunération différée	-1 064,50	2 079,41	-151,19%
<b>SALAIRES ET TRAITEMENTS</b>		<b>-1 064,50</b>	<b>-13 517,98</b>	<b>-92,13%</b>
645110	URSSAF	0,00	-4 658,53	-100,00%
645320	CARCEPT	0,00	-741,57	-100,00%
645340	CGRCR-IPSEC	0,00	-135,46	-100,00%
645345	IPSEC (incap. mut.)	0,00	-4,92	-100,00%
645350	RESURCA	0,00	-171,22	-100,00%
645360	GAN ( dont mut.cadre )	0,00	-62,89	-100,00%
645370	Mutuelle non cadre EOVI	0,00	-85,22	-100,00%
645410	ASSEDIC	0,00	-672,23	-100,00%
645420	IPRIAC	0,00	-4,60	-100,00%
645450	Charges sociales sur rém différée	-446,51	855,85	-152,17%
647210	Comité d'entreprise	0,00	-343,93	-100,00%
647510	Médecine du travail et pharmacie	0,00	-52,29	-100,00%
647610	Vêtements de travail	0,00	-149,52	-100,00%
647710	Contribution AGEFODIA	0,00	-12,72	-100,00%
647810	Capital décès	0,00	-118,77	-100,00%
647850	Autres chg soc sur rém différée	-38,45	74,64	-151,51%
647890	Tickets restaurant	0,00	-113,07	-100,00%
648110	Chg non imp panier,retr,médail,stag	-2,11	-74,23	-97,16%
648130	Charges non impos. ( Transac.)	0,00	-325,00	-100,00%
<b>CHARGES SOCIALES</b>		<b>-487,07</b>	<b>-6 795,68</b>	<b>-92,83%</b>
649002	Charge de personnel Inter-activité	0,00	494,16	-100,00%
649800	Charges de structure inter-activité	-18 968,51	-13 464,72	40,88%



<b>FRAIS ET CHARGES DE PERSONNEL INTER-ACTIVITE</b>		<b>-18 968,51</b>	<b>-12 970,56</b>	<b>46,24%</b>
<b>SOUS-TOTAL CHARGES DU PERSONNEL</b>		<b>-20 520,08</b>	<b>-33 284,22</b>	<b>-38,35%</b>
654110	Perte de créance dans l'exercice	-59,37	-381,26	-84,43%
658000	Autres charges de gestion courante	-54,06	-61,77	-12,48%
<b>AUTRES CHARGES</b>		<b>-113,43</b>	<b>-443,03</b>	<b>-74,40%</b>
675221	VNC matériel et outillage	0,00	-1 719,62	-100,00%
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		<b>0,00</b>	<b>-1 719,62</b>	<b>-100,00%</b>
681110	Amt autres immos incorporelles	-426,00	-1 306,67	-67,40%
681120	Amt constructions et agencements	-1 054,79	-1 054,79	0,00%
681121	Amt matériel et outillage	-20 359,52	-19 502,16	4,40%
681124	Amt matériel bureau et info	-1 873,12	-1 873,12	0,00%
<b>DOTATIONS AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS D'EXPLOITATION</b>		<b>-23 713,43</b>	<b>-23 736,74</b>	<b>-0,10%</b>
687510	Dotation provisions pour risques et charges exceptionnelles	-713,96	1,50	-47697,33%
<b>DOTATIONS AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS EXCEPTIONNELLES</b>		<b>-713,96</b>	<b>1,50</b>	<b>-47697,33%</b>
695110	Impôts sur les bénéfices	-899,81	0,00	NS
<b>IMPOTS SUR LES BENEFICES</b>		<b>-899,81</b>	<b>0,00</b>	<b>NS</b>
<b>SOUS TOTAL DES CHARGES</b>		<b>-293 540,32</b>	<b>-290 036,87</b>	<b>1,21%</b>
706200	Recettes parcs	319 692,43	323 295,05	-1,11%
706210	Autres recettes stationnement	345,31	230,76	49,64%
708810	Redevance publicité	3 720,76	3 831,96	-2,90%
708920	Stationnement prestations diverses	818,04	824,28	-0,76%
<b>PRESTATIONS DE SERVICES VENDUES ET ACTIVITES ANNEXES</b>		<b>324 576,54</b>	<b>328 182,05</b>	<b>-1,10%</b>
758000	Autres produits de gestion courante	332,99	5,65	5793,63%
<b>AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		<b>332,99</b>	<b>5,65</b>	<b>5793,63%</b>
775221	Produits cession mat et outillage	0,00	0,00	NS
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>NS</b>
781741	Reprise provision clients douteux	0,00	178,93	-100,00%
<b>REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS D'EXPLOITATION</b>		<b>0,00</b>	<b>178,93</b>	<b>-100,00%</b>
791140	Transfert charges salaire autres	0,00	2,79	-100,00%
791150	Transfert de charges autres NR	18,25	18,28	-0,16%
<b>TRANSFERTS DE CHARGES D'EXPLOITATION</b>		<b>18,25</b>	<b>21,07</b>	<b>-13,38%</b>
<b>SOUS TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>324 927,78</b>	<b>328 387,70</b>	<b>-1,05%</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>31 387,46</b>	<b>38 350,83</b>	<b>-18,16%</b>





## II. Informations générales

### 1. Le Directeur du Stationnement.

Le Directeur du Stationnement est le responsable de la gestion des délégations et l'interlocuteur privilégié de la Collectivité.

### 2. Le PC Europa et le parking du Corum

Le PC Stationnement, créé dans le parking Europa, permet d'assurer en permanence l'assistance et la supervision technique, via un système de gestion technique centralisée (GTC), notamment les nuits.

Le cas échéant, un agent, détaché du parking Europa ou du parking du Corum, peut intervenir sur le parking qui le nécessite.

### 3. L'astreinte

Les agents de maîtrise de la Direction du Stationnement assurent un service d'astreinte 24h/24h et 7jours /7.

**L'agent de maîtrise d'astreinte :**

- ✓ **est présent le samedi dans les parkings de TaM du centre Ville,**
- ✓ **peut intervenir, 24h/24h, sur site.**

### 4. Accueil et relation avec les usagers

Les agents affectés dans les parkings (agents TaM et sous-traitants) sont acteurs de l'image de marque de TaM et de la collectivité. Ils adoptent à ce titre une attitude irréprochable (courtoisie, politesse, disponibilité, réactivité).

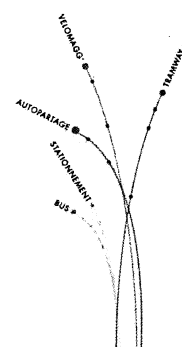
- ✓ Les agents se tiennent à la disposition des usagers des parcs, notamment ceux nécessitant une assistance particulière (personnes âgées, PMR, clients avec poussettes ...).
- ✓ Les agents accueillent, informent les usagers et répondent à leurs demandes de renseignements sur les modalités du stationnement (plan de stationnement, places disponibles, abonnements, affichage...) ou sur les services proposés.

Les agents assistent les usagers dans l'utilisation du matériel et des services complémentaires proposés dans les parkings.

Les agents enregistrent les réclamations des usagers et y apportent le traitement adapté.

Les agents en poste effectuent la gestion commerciale des abonnés :

- ✓ Présentation des différentes tarifications,
- ✓ Conseil sur les formules d'abonnement adaptées aux besoins de l'utilisateur,
- ✓ Informations sur les formalités à effectuer en fonction du mode de règlement (prélèvements, CB aux caisses automatiques, chèques ou espèces à la Boutique),
- ✓ Interface entre l'utilisateur et le back-office en Boutique...



L'accueil des usagers, horaires ou abonnés, est assuré 7 jours sur 7 dans tous nos parkings, à l'exception du parking des Arceaux qui fonctionne de manière automatisée le dimanche.

## 5. Permanence de la sécurité

### a) Sécurité des parkings.

Les agents d'exploitation affectés dans les parkings sont fréquemment amenés à quitter leur bureau pour effectuer :

- ✓ Le contrôle quotidien des équipements (check list qualité),
- ✓ Les interventions de maintenance de niveau I,
- ✓ L'assistance des usagers,
- ✓ Le nettoyage du parking.

Les agents sont équipés, sur les parkings qui le nécessitent, d'un DECT qui permet le report des alarmes SSI et des appels phonie.

### b) Sécurité des agents

Le téléphone DECT intègre un dispositif PTI (Protection Travailleur Isolé).

Dans cette configuration le principe du « deux en un » offre la garantie que l'agent est porteur de son système d'alarme portative individuelle.

## 6. Ambiance des parkings

Les agents d'exploitation veillent à l'ambiance et à la quiétude de chacun des parkings exploités par TaM. Selon les procédures définies, ils s'assurent que les usagers sont accueillis dans des parkings dont l'éclairage est adapté à la présence des usagers.

Ils s'assurent également du maintien d'une ambiance sonore agréable. Dans les parkings certifiés, TaM diffuse une musique adaptée en recourant à une société spécialisée.

## 7. Relais et accompagnement de la ville de Montpellier.

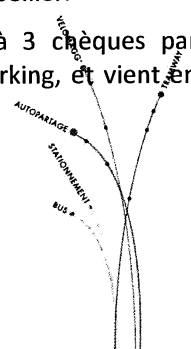
TaM accompagne et se positionne comme un relais fort de la ville de Montpellier en matière de communication et de projet. Durant l'année 2013 TaM et la ville de Montpellier ont travaillé conjointement à la mise en place de solutions d'accompagnement et de prévention durant les Estivales.

## 8. Action commerciale

TaM est partenaire de l'opération « **Chèque Parking** », initiée par la ville de Montpellier et la CCI, avec pour objectif principal de favoriser la fréquentation commerciale du centre ville.

Le "chèque parking" est un ticket remis par les commerçants et les artisans du centre-ville permettant jusqu'à 2h de stationnement offertes dans 12 parkings publics de Montpellier.

Le "chèque parking" a une valeur de 1 €. Il est possible de cumuler jusqu'à 3 chèques par stationnement, soit 3€. Il s'utilise simplement sur les caisses automatiques du parking, et vient en déduction du paiement global du stationnement.



Le nombre de chèque parking validé sur les automatiques des parkings gérés par Tam est détaillé dans le tableau ci-dessous.

Parking	Nombre de Chèques
Comédie	5 870
Gambetta	2 883
Laissac	4 432
Arceaux	639
Antigone	41
Europa	34
<b>Total</b>	<b>13 899</b>

## 9. Démarche environnementale

Entreprise dédiée par nature à la mobilité des citoyens, Tam se situe naturellement au cœur des problématiques de développement durable.

C'est pourquoi les enjeux environnementaux occupent une place centrale dans notre réflexion globale, afin de nous inscrire dans une préoccupation environnementale constante, pour minimiser son impact et privilégier son développement de façon durable.

Au premier plan de cette réflexion se situe la valorisation des déchets liés non seulement au fonctionnement normal de l'entreprise, ce qui constitue aujourd'hui une évidence, mais aussi des déchets de ses usagers.

C'est pourquoi, depuis 2006, nous avons mis en place dans les différents parcs de stationnement dont nous avons la gestion, des points de collecte de matériaux recyclables ou polluants, permettant de réduire et de valoriser le volume des résidus et ainsi d'œuvrer à la minimisation de leur impact environnemental.

C'est ainsi que Tam finance la collecte et la valorisation de :

Type de déchets	2011	2012	2013
Papier / Carton (en Kg)	3400	4400	4800
Plastique (en kg)	600	450	462
Piles (en Kg)	102	151	149
Aérosol (en kg)	36	99	89
Cartouches d'encre (en Kg)	27	54	58
Boue de curage (en Kg)	450	450	400

En 2013, le coût de l'enlèvement, du traitement et de la valorisation de ces déchets a représenté plus de 5 000 euros, hors coûts internes liés à la centralisation et à la gestion administrative des points de ramassage.

Cette initiative en constante évolution représente une pierre modeste à l'édifice du Développement durable dans une démarche nécessaire d'intéressement à l'avenir commun.

